

DEBATS

LES FAITES EN QUESTION, LES IDÉES EN RÉPONSE !

BILLET

Législatives 2026 :
L'ambiance de la contradiction
systématique est ouverte

WASHINGTON N'A PAS GAGNÉ, TÉHÉRAN N'A PAS PERDU

la guerre suspendue, pas tranchée

CHRONIQUEURS

La curieuse propension
du Maroc à tendre
l'autre joue

EXPERTS

Le Maroc au-delà des
clichés : Pour une fin
des anachronismes
médiatiques.

ROOM

Trump, Netanyahu,
l'Iran: ce que révèle
vraiment le récit explosif
du New York Times

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

**ÉDITO
D'OUVERTURE**

04

06

**CHRONIQUEURS
INVITÉS**

26

**EXPERTS
INVITÉS**

38

**QUARTIER
LIBRE**

50

ROOM

68

BILLET

IDÉBATS

By Lodj



Imprimerie Arrissala

IDÉBATS
25
AVR | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSALIM - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



WASHINGTON N'A PAS GAGNÉ, TÉHÉRAN N'A PAS PERDU : LA GUERRE SUSPENDUE, PAS TRANCHÉE

À entendre les récits officiels, chacun aurait gagné. Washington aurait puni, frappé, contenu. Téhéran aurait résisté, tenu, survécu. Mais dès qu'on sort de la propagande de guerre pour regarder les faits froidement, une conclusion s'impose : les États-Unis n'ont pas remporté de victoire stratégique décisive, et l'Iran n'a pas subi, à ce stade, une défaite politique terminale. Ce qui s'est joué n'est pas la fin d'un adversaire. C'est l'ouverture d'une nouvelle phase, plus instable, plus coûteuse, plus militaire aussi.

Certes, les États-Unis et leurs alliés peuvent faire valoir des résultats concrets.

Des infrastructures ont été touchées, des capacités iraniennes ont été dégradées, des chaînes logistiques ont été perturbées, et la pression militaire a forcé Téhéran à entrer dans une séquence de cessez-le-feu provisoire et de négociation. Reuters rapporte d'ailleurs qu'un cadre de trêve de deux semaines a été annoncé ce 8 avril, avec l'ouverture de discussions à venir, même si les positions américaines et iraniennes restent profondément éloignées.

Sur le plan tactique, Washington peut donc revendiquer une démonstration de puissance. Mais la guerre ne se juge pas seulement à l'intensité des frappes. Elle se juge à la capacité d'imposer un nouvel ordre politique durable. Et sur ce point, rien n'est réglé.

Le cœur du désaccord n'a pas disparu. L'administration américaine continue d'exiger un arrêt de l'enrichissement, la neutralisation du programme balistique et une limitation du rôle régional iranien. Téhéran, de son côté, ne montre aucun signe de reddition doctrinale. Il entend conserver ses lignes rouges, négocier sans capituler, et convertir sa résistance en levier diplomatique. Là se trouve la limite de la victoire américaine : frapper ne veut pas dire refonder. Détruire ne veut pas dire régler. Un adversaire durablement vaincu ne continue pas à poser ses conditions, à défendre ses intérêts vitaux et à peser sur les paramètres mêmes de la sortie de crise.

Il faut même aller plus loin. L'Iran a certainement perdu beaucoup. Des moyens militaires ont été entamés, son économie a été fragilisée, ses marges de manœuvre se sont réduites, et le coût interne du conflit est réel. Mais l'Iran n'a pas perdu l'essentiel : l'existence du régime, la continuité de l'État, la capacité de nuisance régionale, et surtout le pouvoir de faire payer au reste du monde le prix de son encerclement. Autrement dit, Téhéran a subi une usure sévère, pas une mise hors jeu.

C'est ici qu'intervient l'angle le plus important : l'Iran n'a peut-être pas la bombe atomique, mais il dispose d'une autre bombe, économique celle-là, le détroit d'Ormuz. Ce bras de mer n'est pas un simple point sur la carte. Selon l'Energy Information Administration américaine, les flux qui y ont transité en 2024 et au premier trimestre 2025 représentaient plus d'un quart du commerce maritime mondial de pétrole, environ un cinquième de la consommation mondiale de pétrole et près d'un cinquième du commerce mondial de gaz naturel liquéfié. Aucun acteur rationnel ne peut ignorer un tel goulot d'étranglement. Ce n'est pas seulement une voie maritime. C'est une artère du système énergétique mondial.

Dire que l'Iran possède désormais une "bombe économique" n'est donc pas une formule excessive, à condition de bien la comprendre. Il ne s'agit pas d'un pouvoir absolu de bloquer le monde indéfiniment.



Il s'agit d'un pouvoir de choc, de désorganisation, d'augmentation brutale des coûts, de panique assurantielle, de tensions sur le fret, et d'inflation importée pour les grandes économies dépendantes. Reuters rapporte qu'en dépit du cessez-le-feu annoncé, Maersk reste prudente et ne voit pas encore de "certitude maritime complète", tandis que Hapag-Lloyd estime qu'un retour à la normale prendra encore six à huit semaines si la stabilisation se confirme. Des milliers de capacités logistiques restent affectées. Cela signifie qu'en pleine séquence diplomatique, l'Iran conserve encore un moyen de pression disproportionné par rapport à sa puissance économique intrinsèque.

Ce point est capital, car il ruine l'idée d'une victoire américaine complète. Une puissance qui gagne vraiment neutralise la riposte structurante de son adversaire. Or ce n'est pas le cas ici. Même sous pression, l'Iran garde la possibilité de transformer Ormuz en arme géoéconomique. Il peut conditionner, ralentir, menacer, marchander. Il peut faire monter les primes de risque sans même fermer entièrement le détroit. Il peut rappeler au monde qu'entre la supériorité militaire occidentale et la stabilité du système mondial, il existe encore un espace de vulnérabilité que quelques vedettes, missiles, drones et décisions politiques suffisent à agrandir.

Autre illusion à écarter : celle d'un changement de régime ou d'une ouverture démocratique née de la guerre. Là encore, les faits contredisent les fantasmes. Rien, à ce stade, n'indique une transition libérale ou un effondrement du système iranien. Bien au contraire. Reuters rapporte que le nouveau centre de gravité du pouvoir s'est formé autour de Mojtaba Khamenei avec l'appui décisif des Gardiens de la révolution, au point que plusieurs observateurs décrivent un régime désormais moins équilibré entre clergé, présidence et appareils parallèles, et davantage dominé par la matrice sécuritaire. Déjà puissants avant la guerre, les Gardiens apparaissent aujourd'hui encore plus centraux.

C'est peut-être le paradoxe le plus lourd de conséquences. Les frappes extérieures ne semblent pas avoir ouvert une brèche démocratique ; elles ont plutôt resserré la logique de forteresse. Pas de basculement pluraliste. Pas de libéralisation. Pas de dégel politique visible. À la place, se dessine une nouvelle génération de pouvoir, plus militaire, plus dure, plus obsédée par la survie stratégique que par la légitimité populaire. En d'autres termes, l'Amérique n'a pas fabriqué un Iran plus réformable ; elle a peut-être contribué à accélérer l'avènement d'un Iran plus martial que théologique, plus crispé que négociateur, plus directement tenu par l'appareil de sécurité.

Le dossier nucléaire, lui aussi, interdit tout triomphalisme. L'Agence internationale de l'énergie atomique a confirmé des dommages sur plusieurs sites nucléaires iraniens depuis les attaques de 2025 et a souligné que ses activités de vérification avaient été interrompues puis que ses inspecteurs avaient été retirés pour raisons de sécurité. Cela signifie une chose simple : le programme a été touché, certes, mais la visibilité internationale sur ce qui reste, ce qui a été déplacé, ce qui peut être reconstitué ou caché, s'est réduite. Dans ce type de crise, la frappe peut parfois dégrader la menace tout en affaiblissant simultanément la capacité de contrôle externe. Là encore, on est loin d'une victoire nette et propre.

Il faut donc nommer correctement le moment. Nous ne sommes ni dans la capitulation iranienne, ni dans l'échec total américain. Nous sommes dans une zone intermédiaire, celle des guerres modernes qui détruisent beaucoup sans trancher vraiment. Washington a remporté une séquence de force. Téhéran a perdu des moyens, des hommes, du temps et de l'argent. Mais ni l'un ni l'autre n'a encore obtenu ce qu'il voulait au fond : pour les États-Unis, imposer un ordre post-crise clair ; pour l'Iran, sécuriser pleinement sa profondeur stratégique sans coût existentiel.

Le plus préoccupant est peut-être là. Une guerre qui ne produit ni victoire décisive ni refondation politique laisse souvent derrière elle un paysage plus dangereux qu'avant. Un Iran moins lisible, plus militarisé, plus tenté par la dissuasion indirecte. Un détroit d'Ormuz élevé au rang de variable centrale de la négociation. Des marchés qui comprennent que la paix n'est pas revenue, seulement différée. Et des puissances occidentales qui découvrent, une fois encore, qu'on peut gagner le ciel sans maîtriser la suite.

La formule juste, aujourd'hui, tient en une ligne : les États-Unis n'ont pas gagné parce qu'ils n'ont ni renversé le régime, ni ouvert la voie à une démocratisation, ni neutralisé le levier géoéconomique d'Ormuz. L'Iran n'a pas perdu parce qu'il conserve l'État, le régime, la nuisance et désormais une structure de pouvoir probablement encore plus militarisée qu'avant. Le cessez-le-feu en discussion ne clôt pas la guerre ; il en révèle seulement le vrai résultat provisoire : une supériorité américaine sans solution politique, et une survie iranienne sans normalisation.



par : **Adnane Benchakroun**

LA CURIEUSE PROPENSION DU MAROC À TENDRE L'AUTRE JOUE

Ils sont fous, ces Gaulois ! ... du moins les médias gaulois. Il est loin le temps où les écrits, documentaires, reportages et débats des médias français, et en particulier de leurs télévisions, avaient de l'autorité et de la profondeur, suscitaient le respect et attiraient le chaland.

Aujourd'hui, on dirait que ces télés, dans le paysage médiatique européen, sont comme leur pays au sein de l'Europe, une sorte d'homme malade. Mais le problème se situe aussi, peut-être même surtout, au Maroc qui, bien que musulman, a cette curieuse et détestable propension à tendre l'autre joue.

Et alors même que le Maroc et la France, dit-on, cogitent à fond sur un traité de partenariat stratégique (on peut y ajouter des majuscules si on veut), voilà que les médias français reprennent leur croix et leurs bannières, et attaquent, en meute.

Depuis l'Equipe ou RMC pour la CAN jusqu'à ce dernier documentaire déphasé sur France 5, en passant par France 24 qui ne sait plus quoi faire de la carte du Maroc (une fois complète, une fois coupée, une fois hachurée...), les assauts se suivent et ne se ressemblent pas.

Et en face, le Maroc se tait. Comme d'habitude, prêtant le flanc, offrant la joue !

Souvenons-nous... pendant et après la CAN, un flot d'informations, de jugements, de dénonciations avaient réussi à semer le doute dans l'esprit de millions de personnes sur l'intégrité de cette CAN.

Le Maroc y était accusé d'à peu près tout, trucage, enfumage, arbitrage. Les Africains (public et médias) tapaient dur, et étaient relayés et soutenus par des médias français, belges et espagnols essentiellement.

Que critiquaient et que dénonçaient ces médias ? S'ils ont globalement loué la qualité des infrastructures et de l'accueil, ils ont aussi et en convergence attaqué le soft power marocain, l'influence de la Fédération marocaine de football et donc l'image du Maroc. La confrontation concernait donc bien plus l'extra-sportif et l'influence que le football lui-même.

Et cela continue avec la décision de la CAF de déclarer le Maroc champion d'Afrique...

C'est en France, encore une fois, que le collectif de défense s'est réuni et a tiré à boulets rouges sur le royaume, en parlant de « plus grand braquage de l'histoire du football africain » et de « spoliation flagrante », d'« organisation sous influence » et de « dictature du soft power », de « hold-up administratif » et de « corruption institutionnalisée ». Rien que ça !



Par **Aziz Boucetta**

Puis nous en arrivons à ce documentaire de France 5...

Pour une production présentée comme réalisée à l'occasion du 70ème anniversaire de l'indépendance du Maroc, l'angle choisi est plutôt tendancieux.

Et réchauffé. Interventions déséquilibrées de Franco-marocains, un peu éloignés du pays, de Marocains blessés et/ou revanchards, ou de Français guidés par leurs intérêts propres, mais aucune approche ou témoignage contradictoire, pour expliquer, présenter les choses et laisser le téléspectateur se faire son opinion propre.

C'est le contraire que le documentariste a choisi, revenir sur Pegasus lourdement et à charge (faisant même témoigner Nicolas Sarkozy qui a délivré un message très ambigu), rappeler l'épisode de la convocation du chef du pôle sécuritaire marocain Abdellatif Hammouchi et insister sur sa personne, sans aucune autre preuve que celle de « l'indépendance » de la justice française, remonter le temps pour revenir sur les années de plomb de Hassan II, parler de Ben Barka, véritable marronnier des assauts contre le royaume.

Et puis, cette phrase délirante du réalisateur du documentaire : « Il existe au Maroc une presse peu connue en France : la presse de diffamation ».

Il ne doit certainement pas regarder la télévision française, pas plus qu'il ne doit lire la presse de son pays !... Non seulement elle est dans la diffamation – avec la gauche et particulièrement LFI comme punching ball préféré – mais elle est aussi dans l'apologie de l'extermination.

France24 et son groupe, les médias Bolloré, le service public, tous attaquent, censurent, mentent au besoin, puis sont protégés par l'Etat (qui censure des médias russes, par exemple) et la justice (qui blanchit des titres poursuivis par le Maroc pour l'affaire Pegasus, qu'ils sont encore les seuls à croire).

Le problème n'est pas là, néanmoins... il est dans la passivité marocaine face à ces attaques.

Les graves accusations des Sénégalais et de leurs avocats français pour la CAN sont restées sans réponse ; les assauts répétés des médias français contre le Maroc, son roi, ses institutions, restent sans réaction notable des Marocains.

Nous avons perdu la bataille narrative de la CAN et nous sommes en train de perdre celle de sa prolongation judiciaire ; et nous perdons encore et encore la bataille d'image du fait des médias européens surtout.

Le Maroc, inexplicablement, ne veut pas encore comprendre que l'émergence passe par la puissance, que la puissance s'appuie sur le soft power et que le soft power renvoie à l'image et à la réputation, la e-réputation ; et la e-réputation, c'est encaisser, démentir, riposter et attaquer, sachant que, paraphrasant Clausewitz, la com d'influence est la poursuite de la guerre par d'autres moyens !

Or ici, nous ne défendons rien, nous subissons ; nous ne réagissons pas, nous entérinons. C'est pourtant le rôle de nos médias, principalement publics, essentiellement audiovisuels.

Si nos radios et nos médias privés montent certes aux créneaux, nos télévisions publiques maintiennent une étrange et injustifiable attitude de passivité, alors même que notre Etat, nos institutions, notre culture, nos ambitions et nos moyens déployés sont violemment attaqués et notre présence africaine est fortement égratignée.

Nous avons pourtant nos arguments à faire valoir, nos acquis à opposer à nos contempteurs, nos ambitions à imposer.

Il est temps de revoir sérieusement, et offensivement, la ligne éditoriale et, au-delà, les objectifs d'une chaîne publique comme MediTV, en principe tournée vers l'extérieur pour servir le narratif marocain, défendre les stratégies nationales et contrecarrer les hostilités étrangères venant de toutes parts. Il y va d'une question de bonne gestion des deniers publics.

Cette attitude de passivité est d'autant plus incompréhensible que le Maroc a su ces dernières années exposer son récit et imposer le respect qui lui est dû.

La diplomatie a répondu coup pour coup, se montrant offensive et incisive quand il le fallait, M. Lekjaâ et la Fédération de foot ont su tenir les adversaires à bonne distance, et le cabinet royal a toujours veillé à contenir les politiques étrangères malveillantes.

Pourquoi donc laissons-nous les médias européens attaquer le royaume sans réagir, pourquoi assistons-nous au double-jeu de certains pays européens jouer sans intervenir ?

Pourquoi, à l'instar d'autres puissances globales ou émergentes, ne faisons-nous pas de nos télévisions des fers de lance de notre pays, de notre politique, de nos ambitions, au service de nos intérêts géostratégiques ?

Pourquoi la communication d'influence et de crise sont-elles négligées par l'Etat ? Réponses ouvertes...



FRANCE-MAROC : LE DOCU QUI CARICATURE POUR CONDAMNER

Il y a des documentaires qui éclairent le réel. Et puis il y a ceux qui le déforment au nom d'une cause. Il m'a fallu trois visionnages attentifs pour venir à l'évidence qu'avec «France-Maroc : Je t'aime, moi non plus», diffusé sur France 5 le 5 avril, le téléspectateur n'assiste pas à une enquête, mais à un procès. Un procès à charge, méthodique, où l'accusé est connu d'avance: le Maroc, sa monarchie, et au-delà, son choix politique singulier.

La double narration de la voix off et celle de celui dont les propos constituent le fil conducteur n'avait qu'une seule ligne directrice: insinuer, concocter un récit, le consolider et en faire une vérité à force de le répéter de mille manières.

Derrière l'apparence du décryptage, c'est en réalité une démonstration idéologique qui se déploie, avec ses certitudes, ses angles morts et ses silences soigneusement entretenus.

Le maître-mot: caricaturer pour disqualifier ; le procédé, plutôt transparent: réduire pour mieux condamner.

Feu Hassan II est enfermé dans une lecture univoque, celle du «dictateur», sans contextualisation sérieuse des années de plomb, des tensions de la Guerre froide ou des tentatives répétées de coups d'État et d'assassinats qui ont visé le régime.

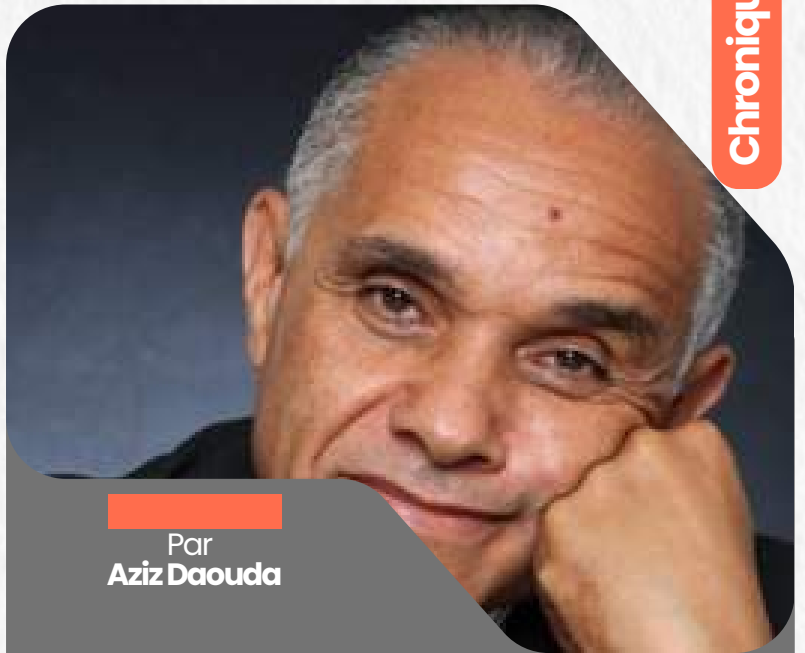
Le seul extrait qu'on lui a trouvé, lui qui était plutôt loquace, est celui où Anne Sinclair lui pose une question sur Khalaat Mgouna. «La capitale des roses», lui avait-il rétorqué.

Comme si un État soumis à des menaces existentielles devait réagir avec les standards d'une démocratie permissive. L'histoire nous a bien démontré sur quoi cela pouvait aboutir.

Quant à Sa Majesté Mohammed VI, il est présenté comme une simple variation cosmétique du même système: une monarchie «adoucie», mais fondamentalement inchangée.

Une lecture paresseuse qui évacue deux décennies de réformes, d'ajustements et d'évolutions réelles. Dans les deux cas, l'objectif n'est pas de comprendre, mais de figer.

Le film devait parler de la relation entre les deux pays, mais la France y est absente donc innocente. La véritable clé du documentaire réside dans ce qu'il ne montre pas.



Par
Aziz Daouda

La France, pourtant actrice centrale de cette relation, y apparaît comme en retrait, presque extérieure aux tensions. Une étrange disparition.

Où sont les responsabilités historiques du protectorat dont souffre le pays à ce jour?

Les imputations territoriales?

Les ambiguïtés diplomatiques constantes pour soi-disant préserver un prétendu équilibre entre le Maroc et son voisin?

Les intérêts économiques et stratégiques défendus avec constance?

Les variations opportunistes du discours sur les droits de l'homme?

En creux, le récit devient limpide: le Maroc serait dans l'affect, la pression, voire le chantage. La France, elle, incarnerait la rationalité, l'intelligence et la vérité.

Ce déséquilibre n'est pas une maladresse. C'est une construction voulue et assumée dans les images choisies, les séquences et la narration. Comme quand il s'agit de Pegasus. Là, on a suggéré sans prouver, insinué sans conclure. Le traitement de l'affaire dans ce film illustre parfaitement cette mécanique.

Le documentaire suggère. Il instille le doute. Il entretient le soupçon et s'arrête là. Jamais il ne rappelle un fait pourtant essentiel: aucune preuve formelle et irréfutable n'a établi la responsabilité du Maroc dans les accusations initiales.

Mieux encore, plusieurs éléments sont venus fragiliser ces accusations, au point d'introduire un doute sérieux dans de nombreux cercles d'analyse, y compris au niveau des instances officielles. Ce point n'est pas discuté. Il est simplement évacué.

Le spectateur est ainsi laissé dans une zone grise soigneusement entretenue: celle où l'accusation subsiste sans jamais être confrontée à l'exigence de preuve.

Bien sûr, c'est volontairement fait ainsi, de façon à ce que la vérité soit masquée par le doute et les insinuations. Ce n'est plus de l'information. C'est de la suggestion.

Au-delà, le réel est nié.

Le Maroc en transformation est occulté, avec un angle mort majeur: les évolutions du Maroc contemporain.

Car enfin, de quoi parle-t-on ?

D'un pays qui a engagé une réconciliation institutionnelle avec son passé ? Non.

D'un pays qui a réformé en profondeur son droit de la famille ? Non.

D'un pays qui a ouvert, progressivement, des espaces de libertés publiques ou maintenu une stabilité politique rare dans une région tourmentée ? Non.

D'un Royaume qui a généralisé la couverture sociale ? Bien sûr que non.

Des retraités français qui préfèrent le Maroc ? NON.

Rien de cela n'est intégré dans la narration. Comme si reconnaître ces dynamiques affaiblissait la thèse initiale. Les réussites économiques et sociales intégrées auraient affaibli la thèse et rejeté les hypothèses.

Toute analyse honnête devrait partir de cette tension: un système probablement imparfait, mais qui réussit tout de même mieux que son voisin, par exemple. Un système qui ne s'est jamais figé et qui a fait de la transformation progressive à son rythme une doctrine.

Le biais fondamental dans ce film est une définition unique de la démocratie, celle voulue par le narrateur et les invités à qui il a donné le plus de temps de parole. Comme si, pour dire la vérité, il fallait absolument vivre à Paris et écrire en français.

Au fond, ce documentaire révèle un biais plus profond: l'incapacité à penser la diversité des modèles politiques. Ici, la démocratie ne peut être que celle de la France socialiste. Tout ce qui s'en écarte devient suspect, illégitime ou transitoire.

Le film a fondamentalement ignoré que le Maroc n'est pas la France. C'est une monarchie constitutionnelle, avec ses équilibres propres, ses contradictions, mais aussi sa légitimité historique et populaire. Les Marocains n'y sont pas soumis: ils y sont, dans leur immense majorité, attachés.

Ignorer ce fait, c'est sortir du champ de l'analyse pour entrer dans celui du jugement. Quand l'idéologie remplace le journalisme, au final, «France-Maroc: Je t'aime, moi non plus» ne doute jamais.

Et c'est précisément là son problème. Tout y est orienté: les choix d'intervenants, les séquences retenues, les silences assumés, les insinuations non corrigées.

Ce n'est pas une enquête. C'est une démonstration.

Et comme toute démonstration idéologique, elle simplifie le réel jusqu'à le déformer. C'est encore une fois une occasion manquée et un symptôme révélateur.

La relation entre la France et le Maroc est trop dense, trop historique, trop humaine pour être réduite à un récit de domination ou de manipulation. Elle est faite de tensions, certes, mais aussi d'interdépendances, de liens humains profonds, d'intérêts croisés, d'attachements durables.

Ce documentaire aurait pu en rendre compte. Il aurait pu éclairer les malentendus, interroger les non-dits, équilibrer les responsabilités. Il a préféré instruire un procès.

Et ce faisant, il révèle moins le Maroc qu'un certain regard français sur le monde: sûr de lui, normatif, et parfois incapable de voir au-delà de ses propres catégories.



14 MARS: DE MARX À HABERMAS, DEUX SIÈCLES DE CRITIQUE SOCIALE

De Marx à Habermas, la pensée critique a profondément évolué, passant d'une lecture conflictuelle du capitalisme à une approche centrée sur la délibération démocratique.

À l'heure des transformations du capitalisme global et des tensions sur les institutions, cette évolution éclaire les défis économiques et politiques auxquels sont confrontées les sociétés contemporaines.

Karl Marx est mort le 14 mars 1883 à Londres.

Jürgen Habermas est mort 143 ans plus tard, le 14 mars 2026.

Cette coïncidence invite à réfléchir à l'histoire et à l'évolution de la pensée critique moderne. Marx inaugure la critique radicale du capitalisme industriel, tandis que Habermas incarne une critique des sociétés modernes fondée sur la rationalité communicationnelle.

La question philosophique qui se pose est donc la suivante: comment la critique sociale est-elle passée de la révolution à la délibération?

Entre Marx et Habermas se joue, en grande partie, toute l'histoire intellectuelle du 20^{ème} siècle.

Marx fonde une philosophie de la transformation historique. Il analyse le capitalisme comme un système d'exploitation en mettant l'accent sur la lutte des classes, la propriété des moyens de production et l'aliénation du travail (Entfremdung), par laquelle le travailleur est dépossédé du fruit de son travail.

Chez Marx, la philosophie cesse d'être une simple interprétation du monde pour devenir un instrument de transformation du réel.

Sa critique des philosophes est célèbre: «Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde; il s'agit maintenant de le transformer.»

Marx développe ainsi le concept de matérialisme historique, par opposition au matérialisme mécanique de Feuerbach et à l'idéalisme historique de Hegel.

Le matérialisme marxiste signifie que les structures sociales sont déterminées — et déterminent en retour, dans un mouvement dialectique — par les conditions matérielles de production.



Par
Lahcen Haddad

Il est historique parce qu'il suppose que ces structures sont appelées à se transformer sous l'effet des conflits de classes et de la prise de conscience politique des acteurs sociaux, comme ce fut le cas lorsque la bourgeoisie renversa l'ordre féodal.

Cependant, la mise en œuvre politique de cette philosophie, notamment à travers la révolution bolchevique et les régimes qui s'en sont réclamés, a révélé certaines limites historiques de la pensée de Marx.

La plupart de ces expériences ont débouché sur des régimes autoritaires, souvent violents, éloignés de l'idéal d'émancipation humaine qui animait la critique marxienne.

Le 20^{ème} siècle oblige ainsi la pensée critique à se réinventer. L'École de Francfort — avec des figures comme Adorno, Horkheimer, Benjamin, Marcuse et plus tard, Habermas — représente précisément ce projet de refondation de la critique sociale.

Après les catastrophes du 20^{ème} siècle, la critique devient plus réflexive. La montée des totalitarismes, l'échec de nombreuses promesses révolutionnaires et les traumatismes historiques du siècle obligent la pensée critique à se reconfigurer.

L'École de Francfort développe alors la théorie critique, une réflexion profonde sur les formes modernes de domination.

Elle propose une analyse poussée de la culture et de l'idéologie — comme chez Marcuse ou Benjamin — ainsi qu'une critique de la rationalité instrumentale (Zweckrationalität), c'est-à-dire la domination d'une pensée technique et utilitariste qui réduit le monde à de simples moyens d'efficacité.

C'est dans ce contexte intellectuel qu'émerge Jürgen Habermas.

Habermas opère un déplacement décisif: il déplace la critique sociale vers la démocratie et le dialogue.

Pour lui, le débat et la communication sont au cœur du projet critique. Il critique les structures de domination mais refuse de sombrer dans le pessimisme radical d'Adorno et de Horkheimer.

Au contraire, il développe la théorie de l'agir communicationnel, selon laquelle la légitimité politique naît de la délibération publique.

C'est dans cette perspective qu'il élabore sa célèbre notion de sphère publique (Öffentlichkeit), entendue comme un espace de débat situé entre la société civile et l'État, où des citoyens privés discutent rationnellement d'intérêts communs afin de former une opinion publique capable de critiquer et de contrôler le pouvoir politique.

C'est ce que l'on appelle aujourd'hui la démocratie délibérative, dont le fondement est la rationalité communicationnelle.

«L'émancipation passe-t-elle par la rupture révolutionnaire ou par la réforme démocratique?»

Ainsi, alors que Marx pense le changement historique à travers la logique du conflit et de la révolution, Habermas le pense à travers le débat, la délibération et la construction progressive de la légitimité démocratique.

La critique sociale change donc profondément de nature entre Marx et Habermas.

Les deux poursuivent pourtant un objectif commun: l'émancipation humaine. Mais leurs chemins diffèrent.

Marx privilégie la transformation radicale des structures économiques, portée par la lutte du prolétariat.

Habermas, quant à lui, mise sur la consolidation des institutions démocratiques et sur l'existence d'un espace public de discussion comme moyen patient mais durable de transformation sociale.

La question philosophique qui en découle est essentielle: l'émancipation passe-t-elle par la rupture révolutionnaire ou par la réforme démocratique?

L'histoire récente semble parfois donner raison à Habermas. Les révolutions ont souvent été coûteuses et ont parfois débouché sur des régimes autoritaires.

Mais l'observation des démocraties contemporaines semble aussi donner raison à Marx: derrière les institutions formelles subsistent des inégalités profondes, une concentration du pouvoir économique et l'influence croissante de l'argent et d'intérêts occultes.

La crise du monde contemporain redonne ainsi une actualité paradoxale aux deux penseurs.

La montée des inégalités entre le Nord et le Sud, mais aussi à l'intérieur des sociétés elles-mêmes, la domination du capitalisme numérique et des grandes plateformes technologiques, la capacité croissante des entreprises globales à structurer l'économie mondiale et même à influencer les systèmes politiques, ou encore la montée des populismes et la polarisation des sociétés, montrent que les analyses de Marx sur le capitalisme globalisé restent d'une étonnante pertinence.

De la même manière, les réflexions de Habermas sur la fragilité de l'espace public et sur la nécessité de préserver des institutions démocratiques capables d'organiser un débat rationnel apparaissent aujourd'hui essentielles, à l'heure où les réseaux sociaux fragmentent la discussion publique et où la confiance dans les institutions s'érode.

Le 14 mars, date de la disparition de deux grands penseurs, devient ainsi une métaphore de la trajectoire de la pensée critique moderne.

Marx incarne la critique des structures économiques de la modernité industrielle. Habermas représente la critique des processus démocratiques de la modernité politique.

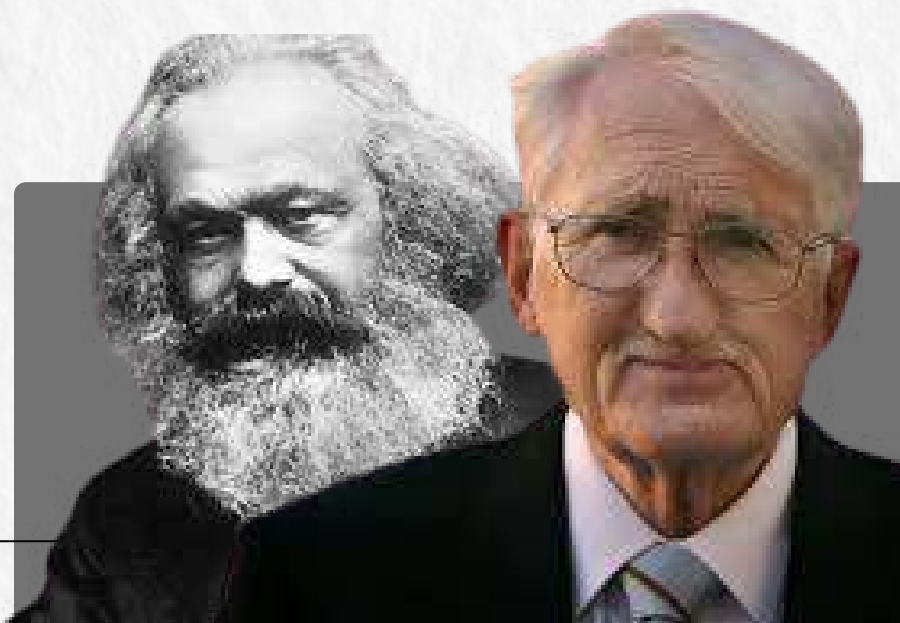
Ensemble, ils illustrent deux moments de la modernité:

La modernité industrielle et la modernité démocratique – deux moments qui, malgré les critiques postmodernes, restent au cœur des débats intellectuels du 21^{ème} siècle.

La disparition de Habermas marque peut-être la fin d'une époque intellectuelle. Mais les questions qu'il pose demeurent ouvertes: la critique sociale peut-elle encore s'organiser autour de grandes théories?

Comment penser la démocratie à l'ère de l'intelligence artificielle, des réseaux sociaux, de la polarisation et de la fragmentation politique?

Le 14 mars nous rappelle finalement une chose essentielle: la pensée critique n'est jamais figée. Elle se transforme avec l'histoire – de Marx à Habermas, de la révolution au dialogue.



L'ESPAGNE: LA MUE MILITAIRE ET STRATÉGIQUE

Avec la guerre en Iran, l'Espagne sauve-t-elle l'honneur de l'UE? C'est ce que note Josep Borrell, ancien haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et de la Politique de sécurité.

Référence est faite à la passivité européenne face aux États-Unis et à Israël. Madrid peut-elle réellement incarner une alternative?

Après des années de sous-investissement, l'Espagne a franchi en 2026 le seuil des 2% du PIB consacré à la défense.

Elle amorce ainsi une rupture budgétaire et technologique au sein de l'OTAN. Son industrie de défense - Airbus, Navantia, Indra- représente désormais 12% du PIB industriel et 215.000 emplois, se plaçant au cœur des grands programmes européens.

Engagée dans une quinzaine de pays, confrontée à bien des tensions et aux menaces hybrides, l'Espagne redéfinit les contours de sa souveraineté à la croisée de l'Atlantique et de la Méditerranée.

Longtemps, elle a été cantonnée à un rôle secondaire sur la scène militaire occidentale. Depuis le début des années 2020, l'Espagne a engagé une transformation profonde de son appareil de défense - une mutation qui apparaît désormais structurelle.

Le contexte international a poussé dans ces sens: la fin des fameux «dividendes de la paix» après la chute du Mur de Berlin en novembre 1989, le retour de la conflictualité, notamment depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022,... deux impératifs témoignent de cette recherche: d'une part, renforcer son ancrage atlantique au sein de l'OTAN, et d'autre part contribuer à l'autonomie stratégique européenne.

Un repositionnement qui repose d'abord sur une priorisation budgétaire: 0,81% du PIB en 2016 et 2,1% en 2026, soit 44 milliards de dollars dont 16 pour le seul département de la Défense.

Cette trajectoire ascendante pourrait toutefois n'être qu'une étape. En 2025, le sommet de l'OTAN de La Haye a en effet fixé un objectif plus ambitieux avec des dépenses de sécurité à 5% du PIB d'ici 2035, dont 3,5% pour la défense stricto sensu.



Par **Mustapha Sehim**.

Pour l'Espagne, cet horizon-là est un défi budgétaire et un défi politique majeur. Le gouvernement socialiste de Pedro Sanchez a qualifié cet objectif d'«erreur absolue» en raison des risques qu'il ferait peser sur le modèle social de nombreux pays dont le sien...

Cela dit, c'est une armée en recomposition pour ce qui est de son capital humain avec 123.000 militaires appuyés par 26.000 réservistes et un effort de recrutement soutenu d'ici 2029.

Pour 2026, il est prévu l'ouverture de près de 12.000 postes par le ministère de la Défense.

L'enjeu est aussi qualitatif avec des besoins de profils hautement qualifiés comme les experts en cybersécurité, les ingénieurs en intelligence artificielle (IA) ou encore les spécialistes de la maintenance de systèmes complexes.

Une montée en puissance s'appuie par ailleurs sur un tissu industriel devenu stratégique (12% du PIB industriel, 215.000 emplois directs et indirects, grands groupes comme Airbus Defen and Space.

Dans le domaine naval, le champion national Navantia représente bien l'excellence technologique avec le développement du sous-marin S-80 Plus.

Il faut également mentionner l'entreprise Indra dans les systèmes électroniques et le programme aérien du futur. L'Espagne mise sur l'innovation afin de compenser le caractère relatif de son poids militaire en Europe.

Les investissements se concentrent ainsi sur les technologies de rupture, à l'image de l'IA, des systèmes autonomes, des technologies quantiques ou encore numériques appliqués à la maintenance militaire.

Cette stratégie s'inscrit dans un cadre européen, Madrid étant fortement impliquée dans le Fonds européen de défense et dans plusieurs projets de coopération permanente.

Le programme de Système de combat aérien du futur (FCAS), mené avec la France et l'Allemagne, illustre cette ambition. Il doit permettre à l'Europe de disposer, à l'horizon 2040, d'une capacité aérienne de nouvelle génération intégrant drones, cloud de combat et IA.

Les menaces qui pèsent actuellement sur ce projet, notamment en raison des désaccords franco-allemands, pourraient cependant compromettre les ambitions espagnoles en la matière.

Sur le plan opérationnel, les programmes espagnols d'armement témoignent quoi qu'il en soit d'un renouvellement accéléré.

La Marine bénéficie par exemple du programme S-80 Plus, dont le deuxième sous-marin, le Narciso Monturiol et les frégates F-110, dotées de technologies de détection avancées.

Pour sa part, l'Armée de terre se transforme autour du véhicule blindé 8x8 Dragón, véritable plateforme numérique intégrée au champ de bataille connecté. Quant à l'Armée de l'air, elle modernise sa flotte avec de nouveaux Eurofighter.

Et elle prépare l'avenir avec le FCAS tout en consolidant ses capacités de transport (par l'achat d'A400M Atlas) et de drones (comme le Razor, de la firme espagnole Sener).

«L'Espagne apparaît en 2026 comme une puissance militaire en recomposition; elle a su rompre au moins en partie avec le sous-investissement chronique pour devenir un acteur crédible de la défense collective»

Une telle tendance se traduit également par une projection accrue à l'international. Environ 4.000 militaires espagnols sont de fait déployés en permanence dans une quinzaine de pays étrangers.

L'Espagne joue par conséquent un rôle de premier plan dans plusieurs opérations, notamment la mission navale européenne Atalante dans l'océan Indien, qui vise à lutter contre la piraterie et dont elle assure le commandement depuis la base de Rota (Andalousie).

Sur le flanc est de l'OTAN, Madrid dirige de plus un groupement tactique en Slovaquie et participe à la défense des pays baltes.

Elle reste de même très engagée au Liban dans le cadre de la FINUL ainsi qu'en Afrique, où elle contribue à la formation des forces locales, notamment au Sahel et dans le golfe de Guinée.

De manière générale, la stratégie militaire espagnole repose sur un équilibre délicat entre fidélité à l'OTAN et ambition européenne. Elle s'accompagne d'une attention particulière portée au «flanc sud», considéré comme prioritaire. L'instabilité du Sahel constitue notamment une menace directe, tant sécuritaire que migratoire.

Par ailleurs, l'Espagne doit faire face à la montée des menaces hybrides: cyberattaques, désinformation, pression sur les infrastructures critiques.

Ces dangers transversaux renforcent l'importance de la résilience nationale et de la coordination entre acteurs civils et militaires.

En somme, l'Espagne apparaît en 2026 comme une puissance militaire en recomposition; elle a su rompre au moins en partie avec le sous-investissement chronique pour devenir un acteur crédible de la défense collective.

Son modèle repose sur un triptyque clair: essor budgétaire, innovation technologique et engagement international.

Des fragilités subsistent néanmoins, en particulier en matière de dépendance technologique et de soutenabilité financière. Pourtant, Madrid semble déterminée à assumer un rôle plus affirmé dans un ordre international instable.

À la croisée des chemins entre puissance douce et puissance militaire, l'Espagne redéfinit de ce fait les contours de sa souveraineté au XXIème siècle...



LIMOGEAGES AU PENTAGONE, AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DANS LE RENSEIGNEMENT

Limogeages au Pentagone, au ministère de la Justice et dans le renseignement

Loyauté avant réalité : comment les purges de l'administration Trump fragilisent structurellement la communauté du renseignement américain et ouvrent la voie à une escalade terrestre en Iran

Limogeages au Pentagone, au ministère de la Justice et dans le renseignement : quand la priorité donnée à la loyauté personnelle érode les garde-fous décisionnels au cœur d'une guerre d'attrition complexe.

Le 2 avril 2026, en pleine cinquième semaine de l'opération Epic Fury contre l'Iran, Donald Trump a limogé Pam Bondi de son poste de procureure générale des États-Unis. Dans le même temps, le secrétaire à la Défense Pete Hegseth a demandé au général Randy George, chef d'état-major de l'armée de terre, de prendre sa retraite avec effet immédiat. Ces deux décisions, intervenues à quelques heures d'intervalle, ne sont pas des ajustements de routine. Elles s'inscrivent dans une séquence accélérée de purges institutionnelles qui redessinent en profondeur l'architecture décisionnelle américaine, précisément au moment où le pays mène l'une des campagnes militaires les plus complexes depuis des décennies.

John Sipher, ancien officier de la CIA, a récemment mis en lumière ce phénomène dans *The Bulwark* : derrière chaque limogeage se dessine une logique systématique. Il ne s'agit plus seulement de tensions ponctuelles entre un président et ses services de renseignement, mais d'une transformation structurelle qui substitue progressivement l'expertise indépendante à la loyauté personnelle. Appliquée au dossier iranien, cette évolution porte en elle un risque géopolitique majeur : celui d'une escalade mal calibrée, potentiellement terrestre.

Une tension ancienne, une rupture inédite

Les frictions entre présidents américains et communauté du renseignement ne datent pas d'hier. Lyndon Johnson manipulait les analyses sur le Vietnam, Nixon nourrissait une méfiance profonde envers la CIA,



Par
Hicham EL AADNANI

et l'administration Bush en 2003 a laissé la politique orienter trop fortement le renseignement, avec les conséquences que l'on connaît sur l'Irak.

Ce qui caractérise le second mandat de Trump, c'est la systématisation du processus. On ne parle plus de pressions isolées sur tel ou tel rapport, mais d'un remaniement structurel : purges au Pentagone, au Conseil de sécurité nationale, au Département d'État et au ministère de la Justice ; contournement des circuits formels de consultation ; réaffectation d'experts clés — notamment en énergie et hydrocarbures, cruciaux pour évaluer les risques sur le détroit d'Ormuz — ; et remplacement progressif des profils de carrière par des loyalistes alignés sur la doctrine « Amérique d'abord ». Ce n'est plus un simple style de gouvernance : c'est une reconfiguration de l'écosystème informationnel qui alimente la prise de décision présidentielle.

Les piliers érodés du système

La force historique du système américain de renseignement repose sur des mécanismes conçus pour confronter le pouvoir à la réalité : séances d'information régulières et contradictoires, pratique de l'analyse adverse, protection institutionnelle des analystes qui « disent la vérité au pouvoir », et rôle coordinateur du Conseil de sécurité nationale.

Ces piliers sont aujourd'hui sérieusement affaiblis. Les séances formelles d'information sont moins fréquentes ou contournées. Des analystes dont les conclusions divergeaient de la ligne dominante — sur la résilience du régime iranien, sur les stocks d'uranium enrichi restants, ou sur la capacité des réseaux mandataires — ont quitté leurs postes ou ont été marginalisés. À la CIA, le moral est en berne, les départs s'accroissent et l'autocensure gagne du terrain. Au Département d'État, les experts en énergie ont été réaffectés vers d'autres dossiers, au moment même où leur expertise est la plus nécessaire.

Le limogeage de Pam Bondi, jugée insuffisamment agressive dans les poursuites contre les adversaires politiques de l'administration et critiquée pour sa gestion des fichiers Epstein, ainsi que le départ forcé du général Randy George, illustrent parfaitement cette logique : toute résistance institutionnelle, même passive, devient incompatible avec la vision présidentielle.

La démission de Joe Kent, le 17 mars 2026, révèle avec une acuité particulière l'ampleur du phénomène. Directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme et vétéran décoré des forces spéciales, Kent était un loyaliste assumé de Trump. Sa lettre ouverte, dans laquelle il affirmait ne plus pouvoir « en bonne conscience » soutenir la guerre contre l'Iran — estimant que Téhéran ne constituait pas une menace imminente pour les États-Unis et que le conflit avait été largement poussé par Israël —, a constitué un signal fort. Trump l'a immédiatement qualifié de « faible sur la sécurité ». Lorsque même les figures les plus alignées ne peuvent formuler un désaccord analytique sans être disqualifiées, le mécanisme de confrontation à la réalité perd son efficacité.

Une prise de décision appauvrie face à un adversaire asymétrique

Les effets de cet affaiblissement se font déjà sentir face à la complexité du théâtre iranien. L'opération Epic Fury a infligé des dommages réels : marine iranienne largement neutralisée et aviation dégradée. Pourtant, les objectifs structurants demeurent inatteints : sécurisation complète du détroit d'Ormuz, neutralisation définitive des capacités nucléaires résiduelles, et démantèlement des réseaux de mandataires régionaux.

L'Iran conserve des leviers asymétriques puissants : drones bon marché face à des intercepteurs onéreux, infrastructures souterraines profondes, capacité persistante à perturber les flux énergétiques, et des revenus pétroliers qui résistent mieux que prévu grâce à la flambée des cours. Évaluer avec rigueur cette résilience exige précisément le type d'analyses contradictoires et d'expertise sectorielle que les purges ont fragilisé.

Le discours présidentiel du 1er avril, tout en revendiquant des succès militaires, maintient une posture d'achèvement de la mission sans calendrier de sortie clair, tout en reconnaissant implicitement la persistance de ces leviers. Dans un cercle décisionnel devenu plus homogène, le risque de biais de confirmation s'accroît : la logique du rapport de force maximal peut occulter les incertitudes et les coûts réels d'une prolongation ou d'une escalade.

Vers une opération terrestre : le mécanisme probabiliste

C'est dans ce contexte que le risque d'escalade terrestre devient particulièrement préoccupant. En remplaçant le général Randy George — perçu comme relativement prudent sur les options au sol — par un profil plus étroitement aligné sur la vision de Pete Hegseth et du président, l'administration réduit considérablement les voix internes capables de mettre en garde contre les pièges d'une intervention terrestre en Iran : terrain vaste et montagneux, logistique extrêmement complexe, résistance asymétrique prolongée, pertes américaines potentiellement élevées, et impact dévastateur sur une opinion publique déjà réticente face à la durée du conflit.

Ce changement intervient au moment où des discussions internes portent sur des options terrestres élargies : déploiement accru de forces spéciales, soutien à des acteurs locaux — kurdes ou autres —, ou opérations destinées à sécuriser des zones stratégiques et à accélérer l'effondrement du régime. Sans mécanismes institutionnels forts pour produire et protéger des analyses contradictoires, la probabilité d'un glissement progressif de la campagne aérienne et navale vers une opération terrestre — même présentée comme « limitée » ou « chirurgicale » — augmente sensiblement.



Dans un environnement décisionnel homogénéisé, la pensée de groupe favorise naturellement le passage à des mesures plus « décisives » lorsque les frappes aériennes seules ne suffisent pas à imposer une victoire claire. Une telle escalade, même limitée, entraînerait des effets en cascade : choc pétrolier prolongé, unification de la population iranienne autour du régime, tensions accrues avec les pays du Conseil de coopération du Golfe — qui réclament la désescalade —, et une distraction stratégique majeure vis-à-vis de la Chine.

Dire la réalité au pouvoir

Les purges en cours ne constituent pas de simples ajustements managériaux. Elles reconfigurent structurellement les institutions dont la mission première est de confronter le pouvoir à la réalité brute, et non à ce qu'il souhaite entendre. Cette transformation intervient au pire moment : alors que les États-Unis sont engagés dans une guerre d'attrition contre un adversaire résilient, doté d'une doctrine asymétrique éprouvée et d'une profondeur stratégique que les frappes seules peinent à réduire.

Le risque central n'est pas l'incompétence immédiate, mais la substitution progressive de l'idéologie à l'analyse, de la loyauté à l'expertise, et de la certitude au doute méthodique. La démission publique de Joe Kent — loyaliste de la première heure incapable d'aligner sa conscience professionnelle sur la ligne officielle — en est l'illustration la plus parlante.

Dans un monde multipolaire et interconnecté, où chaque décision américaine génère des effets systémiques bien au-delà du théâtre iranien, les États-Unis ont plus que jamais besoin d'un renseignement et d'une chaîne de commandement capables de dire au pouvoir ce qu'il ne veut pas entendre. Avant que le terrain ne se charge de le lui rappeler, souvent de manière beaucoup plus coûteuse.



By Lodi



IWEEK LE GÉANT DE L'ACTU

L'essentiel du Maroc et du monde

www.pressplus.ma



LE VOISIN ESPAGNOL, OU LA CONSTANCE DES INTÉRÊTS DANS L'ORAGE DES RÉCITS

Au-delà des récits et des lectures émotionnelles, écrit Adnan Debbarh, la relation entre le Maroc et l'Espagne s'impose comme une réalité structurée par des interdépendances économiques, sécuritaires et humaines.

Dans un environnement international contraint, la diplomatie espagnole apparaît ainsi moins guidée par ses imaginaires que par la constance de ses intérêts, inscrits dans un système où la stabilité du voisinage devient un levier stratégique.

Pendant que certains scrutent l'âme espagnole à la recherche de ses traumatismes cachés, l'économie de ce pays continue imperturbable d'exporter pour plus de 12 milliards d'euros vers le Maroc.

Sa diplomatie, elle, coordonne la lutte antiterroriste en Méditerranée. Sa société accueille près de 900 000 résidents marocains.

Faut-il vraiment chercher ailleurs le moteur de sa politique étrangère, ou apprendre à distinguer ce qui relève du récit et ce qui relève de la structure ?

Il serait vain de nier que les nations portent en elles des histoires, des imaginaires, des fractures. L'Espagne, comme tant d'autres pays européens, est traversée de mémoires longues, de tensions internes, de récits contradictoires.

Sa culture politique, ses oscillations idéologiques, ses débats enflammés ne sont ni anecdotiques ni négligeables.

Mais la question n'est pas là. Elle est de savoir si ces éléments suffisent à expliquer les choix d'un État moderne.

À mesure que les sociétés se complexifient et que les appareils décisionnels se densifient, une évidence s'impose : une politique étrangère ne se lit pas d'abord à travers les états d'âme d'un pays, mais à travers les contraintes dans lesquelles il évolue, les interdépendances qu'il a construites et les marges qu'il s'autorise.

Comprendre un pays par sa culture éclaire. Croire que cette culture en constitue la clé principale expose à des erreurs d'interprétation.

Lorsqu'elle n'est pas articulée à une lecture des contraintes, elle tend à produire des analyses séduisantes mais inopérantes.



Par **Adnan Debbarh**

Depuis la fin du franquisme, l'Espagne s'est progressivement inscrite dans des architectures qui ont profondément structuré ses choix :

Signature d'un accord par Nasser Bourita, ministre des Affaires étrangères, et son homologue espagnol José Manuel Albares, à l'issue de la 13e Réunion de haut niveau Maroc-Espagne, qui s'est tenue à Madrid les 3 et 4 décembre 2025

Alliance atlantique, intégration européenne, insertion dans les chaînes de valeur du continent. Ce mouvement n'a pas seulement transformé son économie ; il a normalisé sa décision publique.

L'Espagne contemporaine n'est pas une énigme. C'est une puissance moyenne intégrée, dont les marges sont lisibles, parce qu'elles sont contraintes.

Dans cette configuration, le Maroc n'est ni un fantasme ni une obsession. Il est un voisin stratégique avec lequel s'est construite, au fil du temps, une relation d'une densité exceptionnelle.

Les échanges commerciaux dépassent désormais les 20 milliards d'euros, dont une part majoritairement constituée d'exportations espagnoles.

Des milliers d'entreprises espagnoles sont engagées dans cette relation. Les flux humains, économiques et sécuritaires s'y entremêlent à un niveau rarement atteint entre deux rives méditerranéennes.

À ce degré d'imbrication, la relation cesse d'être une variable politique. Elle devient un fait. Les alternances peuvent en modifier le ton, parfois en troubler la surface. Elles n'en altèrent pas la structure.

Les épisodes de tension, si spectaculaires soient-ils, n'ont jamais interrompu ce qui constitue le cœur du lien. Ils relèvent du bruit plus que du signal.

C'est dans ce cadre qu'il faut lire certaines inflexions récentes de la politique espagnole. Lorsque Madrid se permet des positions plus affirmées sur la scène internationale, ce n'est pas l'expression d'une humeur nouvelle, ni le retour d'un quelconque réflexe historique.

C'est l'effet d'un environnement stabilisé. La consolidation du flanc sud, rendue possible par une relation apaisée avec le Maroc, a réduit une incertitude majeure et ouvert un espace d'initiative.

Cette stabilisation n'est pas un simple apaisement diplomatique : elle est le produit d'un acteur qui a su, progressivement, imposer une centralité régionale nouvelle. L'autonomie relative ne procède pas d'un changement d'âme.

Elle résulte d'un déplacement des contraintes.

Il existe pourtant une tentation persistante : celle de lire la politique étrangère à travers ses manifestations les plus visibles : déclarations, gestes symboliques, controverses médiatiques. C'est une manière de regarder l'histoire par le trou de la serrure. Ces éléments existent, mais ils relèvent souvent de la surface. Ils disent davantage les tensions internes d'un moment que la direction réelle d'un État.

À ce niveau, l'analyse cesse d'éclairer la décision. Elle la remplace par le commentaire.

Croire que la petite histoire, faite de récits et d'épisodes, produit la grande histoire est une confusion ancienne. Elle survit aujourd'hui sous des formes renouvelées.

Elle donne l'illusion de comprendre vite ce qui exige, en réalité, une lecture plus profonde.

Dans un monde structuré par les interdépendances, les alliances, les contraintes énergétiques et les régulations transnationales, la diplomatie ne se joue plus dans les impressions. Elle se construit dans des systèmes.

Cela appelle, pour nous, un effort de lucidité. La politique étrangère d'un État moderne ne se réduit ni à l'économie, ni à la sécurité, ni à la culture.

Elle est le produit d'un agencement de ces dimensions, ordonné par des contraintes qui en hiérarchisent les effets. Ignorer la culture est une erreur.

La surévaluer en est une autre. Entre les deux, il y a une exigence plus difficile : articuler les récits aux intérêts, les perceptions aux rapports de force, les imaginaires aux structures.

Mais cette exigence ne peut rester implicite. Une politique étrangère ne se construit pas seulement par l'action diplomatique.

Elle suppose un cadre d'intelligibilité partagé. À défaut, elle laisse place à une prolifération de lectures partielles, qui accompagnent les événements sans jamais les structurer.

Le risque n'est pas de se tromper sur l'Espagne. Il est de ne pas se doter des instruments intellectuels qui permettent de ne pas s'y tromper.

Comprendre l'Espagne, oui ; dans ses fractures, ses récits, ses sensibilités.

Mais sans perdre de vue l'essentiel : les États ne décident pas comme des consciences, mais comme des systèmes inscrits dans des équilibres. L'Espagne que le Maroc doit lire n'est ni celle de ses nostalgies ni celle de ses passions.

C'est celle qui, chaque jour, arbitre entre ses dépendances, ses intérêts et la stabilité de son voisinage.

Une diplomatie ne se juge pas à la richesse des récits qui l'accompagnent, mais à la cohérence des choix qu'elle rend possibles.

À mesure que le monde se structure en systèmes, l'exigence n'est plus seulement de comprendre, mais d'organiser. C'est à ce niveau que se joue désormais la maturité stratégique.



LE MAROC AU-DELÀ DES CLICHÉS : POUR UNE FIN DES ANACHRONISMES MÉDIATIQUES.

Le récent reportage diffusé par France 5, intitulé « Je t'aime moi non plus », consacré aux relations franco-marocaines, touche au cœur d'un malentendu persistant dans la perception médiatique française du Maroc.

Ce récit met en lumière un décalage flagrant entre une élite "entre deux rives", souvent sollicitée par les rédactions parisiennes, et la réalité d'un engagement citoyen, intellectuel et constructif qui s'exerce de l'intérieur.

Au-delà de l'anecdote télévisuelle, ce documentaire révèle une incapacité à saisir la mutation profonde du Royaume, passé d'un partenaire traditionnel à un acteur souverain et pivot de la stabilité eurafricaine.

Il convient d'abord de distinguer les sensibilités des intervenants.

Omar Hasnaoui Chaoui

Si des figures littéraires incarnent une passerelle culturelle précieuse et une double appartenance assumée, d'autres voix choisissent de ramener systématiquement le débat vers les « années de plomb ».

Or, pour la nation marocaine, cette page est non seulement tournée, mais elle a été scellée par un acte fondateur de Sa Majesté le Roi Mohammed VI : la création de l'Instance Équité et Réconciliation (IER).

Cette démarche de justice transitionnelle, unique dans le monde arabe et africain, a permis de solder le passé non pour l'oublier, mais pour construire un futur désinhibé.

Se focaliser aujourd'hui sur ces spectres relève d'un anachronisme qui empêche de voir la transfiguration du Maroc contemporain, qui a su transformer ses défis mémoriels en un socle de cohésion nationale.

Sur le plan géopolitique, le malentendu est plus profond encore.

Le regard porté par certains médias français semble ignorer que le Maroc a radicalement changé de paradigme.



Experts invités

Par
**Omar
Hasnaoui
Chaoui**

La souveraineté n'est plus ici un concept théorique, mais une pratique quotidienne.

Elle s'exprime par une diversification audacieuse des partenariats internationaux et par une affirmation décomplexée de ses intérêts vitaux.

La reconnaissance de la marocanité du Sahara par la France en 2024 n'est pas le fruit d'une "réconciliation romantique", mais l'aboutissement d'une Realpolitik lucide.

Le Maroc s'impose désormais comme le trait d'union indispensable entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne, un pôle de stabilité dans un Sahel en pleine ébullition et un acteur majeur de la sécurité méditerranéenne.

Le sentiment national au Maroc n'est pas une adhésion de circonstance

Il est l'expression d'un attachement profond pour une terre et le respect d'une institution monarchique millénaire. Cette continuité historique, qui puise sa force dans douze siècles de légitimité, offre au Royaume une profondeur stratégique que les systèmes aux mandats courts peinent parfois à appréhender.

Nombre de citoyens, loin d'être des privilégiés du système, défendent leur pays par pure conviction patriotique. Ils aspirent, comme dans toutes les grandes nations, à une démocratie toujours plus exigeante, mais ils ont choisi de mener ce combat de l'intérieur, dans le respect des constantes nationales.

Ils voient dans l'émergence économique du pays , des infrastructures de classe mondiale aux énergies renouvelables , la matérialisation d'une souveraineté économique qui complète la souveraineté politique.

L'analyse critique occidentale souffre souvent d'un double standard structurel.

On interroge les institutions marocaines en feignant d'oublier l'hyper-présidentialisme de la « monarchie républicaine » française et ses prérogatives exorbitantes.

Pourtant, c'est précisément la symbiose entre le Trône et le Peuple qui permet au Maroc de naviguer dans les tempêtes régionales sans basculer dans le chaos ou la dépendance. Cette souveraineté, loin d'être un repli sur soi, est une ouverture sur le monde selon ses propres termes.

En relations internationales, le temps des tutelles ou des relations asymétriques est révolu. Le Maroc ne demande pas de « l'amour », terme impropre au langage diplomatique, mais du respect et une reconnaissance de sa stature de puissance régionale émergente.

Ce type de reportage finit par faire « pschitt » car il ignore la profondeur d'un peuple qui a repris en main son destin.

Le Maroc d'aujourd'hui compte sur ses propres forces, sur son génie propre et sur ses enfants, qu'ils soient ici ou ailleurs.

Il est temps que le regard extérieur, et particulièrement celui du service public français, accepte enfin de voir le Maroc tel qu'il est : un partenaire majeur, fier de son identité singulière, qui ne se définit plus par les traumatismes d'hier, mais par l'ambition souveraine de son avenir.



WALD MAÂLAM FACE AU DATA CENTER DE NOUACEUR

1,2 milliard de dollars et la vérité sur notre souveraineté numérique.

L'annonce d'un data center dédié à l'intelligence artificielle à Nouaceur, porté par un investissement de 1,2 milliard de dollars, marque un tournant. Elle impressionne par son ampleur. Elle rassure par son ambition. Elle installe le Maroc dans le cercle des pays capables d'attirer des projets technologiques de très grande envergure.

Mais derrière cette annonce, une réalité mérite d'être posée clairement : ce montant est, à peu de chose près, équivalent au budget mobilisé par le Maroc dans le cadre de sa stratégie Maroc Digital 2030. Autrement dit, un seul projet d'infrastructure représente à lui seul l'effort national engagé pour transformer l'ensemble de notre économie numérique.

Ce simple constat doit nous conduire à une lecture stratégique plus exigeante.

Car ce projet ne se résume pas à un data center.

Il s'inscrit dans une dynamique plus large, celle de la constitution d'un consortium international mobilisant des acteurs industriels, technologiques et financiers autour de l'intelligence artificielle.

Le Maroc devient ainsi un point d'ancrage dans la géographie mondiale du calcul et des données.

C'est une avancée. Mais ce n'est pas encore une souveraineté.

Dans le débat actuel, une confusion persiste. On assimile trop souvent puissance technologique et souveraineté numérique. Or les deux ne se confondent pas. La puissance relève des infrastructures visibles. La souveraineté relève de ce qui est invisible : les modèles, les algorithmes, les architectures de pensée.

Un pays peut héberger des technologies sans jamais les maîtriser.

C'est précisément le risque qui se dessine aujourd'hui. Construire des infrastructures de très haut niveau pour accueillir des intelligences conçues ailleurs.

Financer des capacités de calcul qui serviront à exécuter des modèles dont les logiques, les biais et les finalités ne sont pas les nôtres.



Par
Az-Eddine Bennani

Dans mes travaux, je distingue trois niveaux indissociables : l'infrastructure, les systèmes et la pensée.

Le Maroc avance rapidement sur le premier. Il commence à structurer le second. Mais le troisième — la capacité à concevoir ses propres modèles d'intelligence artificielle — reste encore embryonnaire.

Or c'est à ce niveau que se joue la souveraineté réelle.

Un consortium international peut être une formidable opportunité s'il est gouverné avec lucidité. Il peut accélérer les investissements, favoriser les transferts de compétences, structurer un écosystème.

Mais il peut aussi enfermer dans une dépendance silencieuse s'il ne s'accompagne pas d'une stratégie nationale claire.

La question n'est donc pas de savoir s'il faut accueillir ces investissements.

La réponse est évidemment oui. La vraie question est de savoir ce que le Maroc décide d'en faire.

Sera-t-il un territoire d'accueil performant dans la chaîne de valeur mondiale de l'IA ? Ou un acteur capable de concevoir, piloter et orienter ses propres systèmes d'intelligence ?

C'est ici que la voix de Wald Maâlam prend tout son sens.

Wald Maâlam ne regarde pas les machines. Il regarde le geste. Il ne regarde pas l'outil. Il regarde celui qui le tient.

Face à ce projet, il pose une question simple : qui pense dans cette machine ?

Car pour lui, un data center n'est qu'un atelier. Un atelier moderne, puissant, impressionnant. Mais un atelier reste un atelier. Ce n'est pas l'atelier qui fait le Maâlam.

Le Maâlam, c'est celui qui conçoit, qui imagine, qui décide.

Si les modèles sont conçus ailleurs, si les algorithmes sont écrits ailleurs, si les décisions sont prises ailleurs, alors ce data center, aussi puissant soit-il, reste une main sans tête.

Wald Maâlam ne rejette pas ce projet. Il y voit une opportunité historique. Mais il rappelle une règle simple, héritée des ateliers d'artisans : si tu ne tiens pas l'aiguille, ce n'est pas ton caftan.

Le Maroc construit aujourd'hui l'atelier. C'est une étape essentielle. Mais il doit désormais apprendre à tenir l'aiguille.

Cela suppose un changement d'échelle et de nature. Investir dans la formation de talents capables de concevoir des modèles. Structurer une gouvernance nationale de l'intelligence artificielle.

Articuler les initiatives publiques, privées et académiques. Développer des cas d'usage ancrés dans les réalités marocaines.

Produire, enfin, une pensée algorithmique propre.

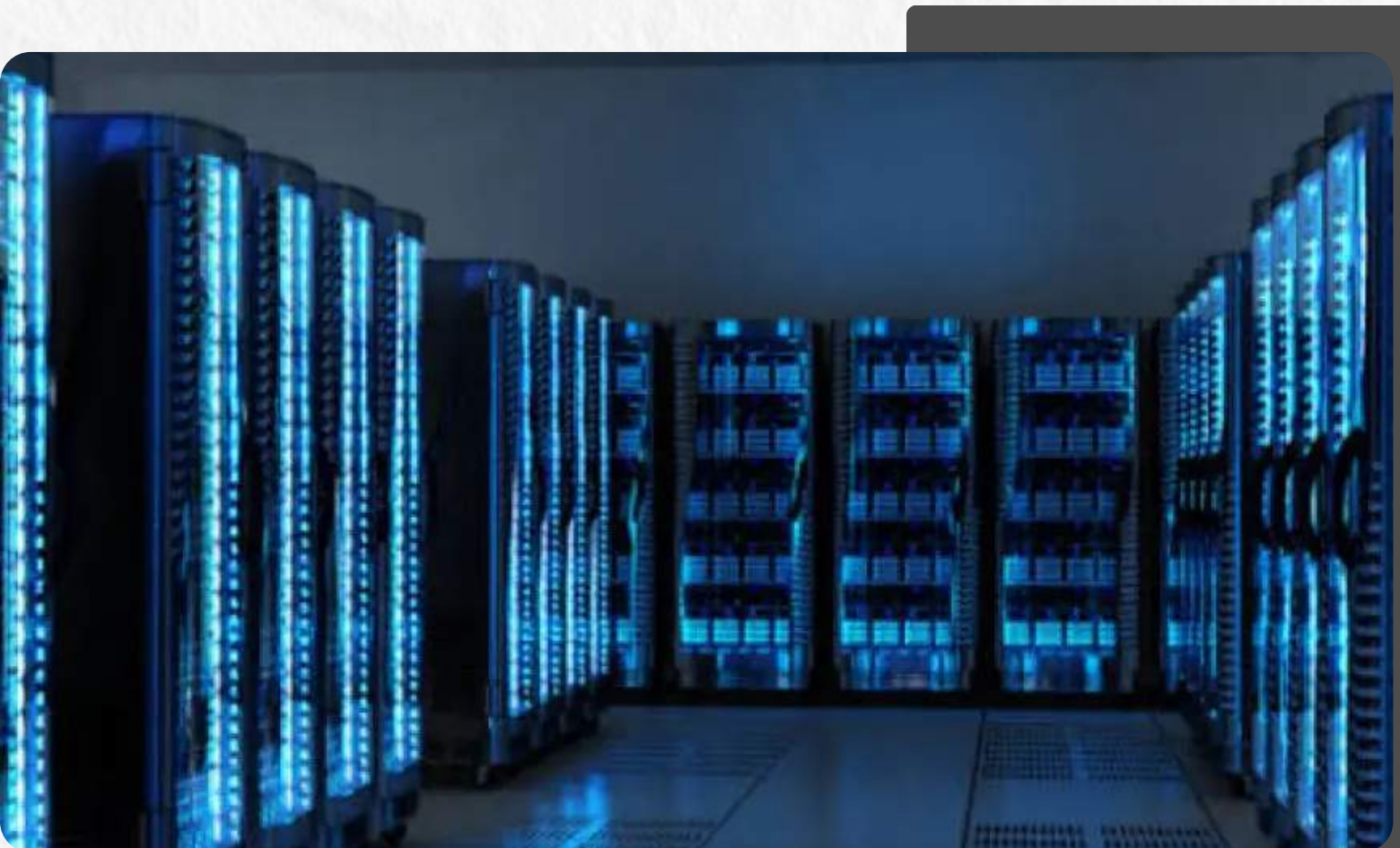
Sans cela, le risque est grand de reproduire les schémas du passé : adopter sans maîtriser, consommer sans produire, dépendre sans le vouloir.

L'équivalence entre le coût du data center de Nouaceur et le budget Maroc Digital 2030 n'est pas un simple détail. C'est un révélateur. Elle nous rappelle que la question n'est pas seulement celle des moyens, mais celle de leur finalité.

Le Maroc a aujourd'hui une opportunité rare.

Celle de transformer une puissance d'investissement en souveraineté réelle. Mais cette transformation ne se décrète pas. Elle se construit, patiemment, stratégiquement, lucidement.

Car au fond, une nation ne devient pas une puissance en intelligence artificielle parce qu'elle construit des data centers. Elle le devient lorsqu'elle décide ce que ces machines pensent.



MÉTIERS DU LIVRE : QUAND LE MAROC DOIT REPENSER SES PARCOURS DE FORMATION

À l'heure où l'accès à l'information, la médiation culturelle et l'éducation tout au long de la vie deviennent des enjeux centraux au Maroc, la formation des professionnels des bibliothèques se retrouve au cœur des débats.

Malgré des fondations académiques solides et des initiatives institutionnelles louables, le pays continue de faire face à des défis persistants dans la conception, la structuration et la reconnaissance de cette formation, essentielle à la vitalité du système documentaire national.

Comment, dès lors, renforcer et adapter la formation des bibliothécaires marocains pour répondre aux besoins actuels et futurs du secteur ?

Un héritage institutionnel fondé, mais fragilisé

Miloud BENATIK

La formation des bibliothécaires au Maroc s'est historiquement centrée sur l'École des Sciences de l'Information (ESI) de Rabat, créée dans les années 1970. Longtemps pierre angulaire de la profession, elle a formé des cadres compétents en bibliothéconomie, archivistique et métiers de l'information, délivrant des diplômes reconnus et intégrés dans le tissu culturel national.

En 2007, M. Kacem Basfao a lancé la Licence professionnelle « Métiers du livre » à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines – Ain Chock (Université Hassan II, Casablanca) pour professionnaliser le secteur.

Mme Houda Abaylou, coordinatrice pédagogique, explique que le programme, initialement inspiré de la formation française, a été adapté au contexte marocain :

« La formation que nous avons suivie en France a porté sur le livre et ses spécificités... puis lancé le cursus... sous l'égide de M. Kacem Basfao » (Maison du Livre).

L'objectif était de former des diplômés immédiatement opérationnels : « La formation des professionnels du livre est le premier levier pour que le secteur s'améliore... » (Takamtikou, BnF, 2017).



Experts invités

Par
**Miloud
BENATIK**

Cependant, Mme Abaylou souligne l'absence de statut officiel pour les bibliothécaires et réclame reconnaissance institutionnelle, création de postes et soutien financier, ainsi qu'une politique nationale du livre (SIEL.ma, 2022 ; Etlettres.com) pour assurer un impact durable de la filière sur le secteur culturel marocain.

L'évolution avortée du système universitaire marocain vers le modèle Bachelor n'a pas fortement affaibli le parcours, mais elle a directement entraîné le non-renouvellement du cursus pour les prochaines années, au grand regret des acteurs du secteur.

Parcours multiples et variés, mais insuffisants et fragmentés

L'analyse des dispositifs existants met en lumière trois niveaux distincts de formation, chacun répondant à des besoins spécifiques mais restant insuffisamment articulé dans une stratégie nationale cohérente.

Le paysage de la formation dans les métiers du livre au Maroc se caractérise par une offre diversifiée mais fragmentée, articulée autour de trois niveaux complémentaires.

Le premier niveau, la formation initiale universitaire, est assuré par des établissements tels que l'École des Sciences de l'Information (ESI) de Rabat et la Licence professionnelle Métiers du livre (FML) [2] de l'Université Hassan II – FLSH Ain Chock.

Ces parcours fournissent aux étudiants les bases théoriques et méthodologiques essentielles pour évoluer dans les domaines de la bibliothéconomie, de l'édition et de la documentation.

Le second niveau correspond à la formation pratique institutionnelle, proposée sous forme d'ateliers techniques par la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc et d'autres structures comparables.

Ces expériences opérationnelles permettent d'acquérir des compétences directement mobilisables dans les bibliothèques, centres de documentations ou structures éditoriales.

Le troisième niveau regroupe des initiatives spécialisées et thématiques, incluant écoles d'été, modules sur les données numériques, l'accès ouvert ou l'intelligence artificielle appliquée aux bibliothèques.

L'école d'été de l'AIFBD, tenue à Rabat en mai 2024, a formé des professionnels et étudiants autour de l'open data, de l'IA et de la transformation digitale.

Ces dispositifs permettent aux professionnels d'approfondir des compétences pointues et de suivre l'évolution rapide des pratiques dans le secteur.

À côté, des cours et ateliers privés, ainsi que des formations certifiantes comme le Certificat Bibliothécaire – Conseiller en Orientation (CBCO) du CIFIPE [3], complètent l'offre, bien que leur reconnaissance institutionnelle soit variable.

Parmi les parcours diplômants, la Licence professionnelle Métiers du livre offre une formation polyvalente et professionnalisante, tandis que le Master exécutif Métiers de l'écrit de l'UIR propose une spécialisation en conception et production éditoriale, écriture professionnelle et médiation autour du livre, accessible aux titulaires de licence ou aux professionnels. L'ESI offre également des programmes en sciences de l'information et documentation, couvrant l'ingénierie documentaire, les systèmes d'information et la gestion de contenus.

Malgré cette diversité, les parcours restent éclatés et insuffisamment articulés dans une stratégie nationale cohérente.

Les Masters spécialisés exclusivement en édition ou en documentation restent rares, et l'accès à des parcours de haut niveau clairement orientés vers la bibliothèque ou l'édition nécessite souvent de se tourner vers des programmes internationaux ou des formations exécutives privées.

Cette situation souligne à la fois les opportunités offertes par l'existence de formations variées et la nécessité d'une meilleure coordination pour structurer un continuum de formation clair, progressif et adapté aux besoins actuels du secteur.

Efforts diversifiés, mais impact faible

La formation des professionnels du livre et de l'information au Maroc repose sur plusieurs acteurs clés. En mai 2020, le Ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication (MJCC) a organisé une formation à distance en bibliothéconomie destinée aux agents des bibliothèques publiques.

Cette formation abordait les principes fondamentaux, le traitement des documents, l'accueil du public, l'animation, les services numériques et l'informatique en bibliothèque.

La Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc (BNRM) propose quant à elle des ateliers techniques sur le catalogage selon les normes ISBD, la classification décimale Dewey, l'indexation, l'utilisation des SIGB et l'animation de services documentaires, renforçant ainsi les compétences pratiques du personnel, bien que de manière ponctuelle.

L'Institut Français de Casablanca complète cette offre par des MasterClasses, des « Biblio'déj » et des ateliers professionnels, favorisant l'échange de savoirs et l'actualisation des pratiques.

Par ailleurs, la Fondation du Roi Abdul Aziz Al Saoud à Casablanca propose diverses actions et initiatives contribuant au perfectionnement des professionnels.

Enfin, les journées professionnelles organisées lors du Salon International de l'Édition et du Livre, à Casablanca puis à Rabat, ainsi que les séminaires et rencontres ponctuelles portés par des organismes de la société civile, constituent des occasions privilégiées d'apprentissage et de partage d'expérience, contribuant progressivement à structurer la formation continue dans le secteur.

Dans ce cadre, la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc organise également des rencontres professionnelles telles que « Les jeudis de l'AIFBD », inscrites dans la programmation des « Rencontres débats », dont une session s'est tenue le 12 mars 2026 à 14 h, favorisant les échanges entre professionnels des bibliothèques et des sciences de l'information.

À cela s'ajoute l'initiative de novembre 2018, avec la journée de formation aux métiers du livre organisée par la Médiathèque de Khouribga (OCP), contribuant également à la professionnalisation des acteurs du livre dans la région.

La société civile, un partenaire incontournable.

Pour dépasser ces limites structurelles, de nombreux acteurs préconisent une intégration renforcée des professionnels et des organisations de la société civile dans l'ingénierie de la formation.



Les associations professionnelles constituent à cet égard un levier essentiel de structuration du secteur.

Deux d'entre elles se distinguent particulièrement par leur engagement dans la professionnalisation des métiers du livre et des bibliothèques : l'Association Marocaine des Métiers du Livre (AMML)[4] , qui œuvre à la mise en réseau des professionnels y compris lauréats de la FML, à l'organisation d'ateliers et à la valorisation des compétences documentaires, et l'Association des Bibliothèques Publiques du Maroc, qui accompagne le développement des compétences locales, favorise le partage d'expériences et soutient la mise en place de projets formateurs sur le terrain. Selon plusieurs acteurs du secteur, ces organisations pourraient jouer un rôle déterminant dans la co-conception des programmes de formation, l'adaptation des contenus aux réalités du marché de l'emploi et la définition de référentiels de compétences reconnus, contribuant ainsi à une professionnalisation cohérente et durable du domaine.

Visibilité scientifique et médiatique limitée.

La formation des bibliothécaires au Maroc, malgré son importance stratégique pour le développement culturel et éducatif du pays, reste un domaine insuffisamment investi tant sur le plan scientifique que médiatique.

La production académique demeure limitée : en 2015, la Fédération Internationale des Associations et Institutions de Bibliothèques (IFLA) a publié un rapport sur l'organisation des formations, notamment à l'ESI.

Bien que riche en données descriptives, ce document n'évalue pas de manière approfondie la pertinence, l'efficacité ou l'impact réel de ces formations dans un contexte marocain en constante évolution. Kenza Sefrioui, dans *Le livre à l'épreuve : les failles de la chaîne au Maroc (2017)*, souligne la rareté des infrastructures, la faiblesse des circuits de diffusion et l'absence d'une politique culturelle structurée, facteurs limitant la valorisation des compétences des bibliothécaires, éditeurs et libraires.

Selon elle, le déficit de professionnalisation ne résulte pas seulement d'un manque de formation, mais surtout de l'absence d'un écosystème capable de consolider et pérenniser ces savoir-faire.

Ces constats rejoignent ceux de la recherche internationale, notamment l'article *State of public libraries in Morocco (2023)*, qui met en évidence le manque de travaux détaillés sur les programmes de formation et leur impact réel sur le fonctionnement des bibliothèques publiques.

Dans l'espace médiatique marocain, la formation des bibliothécaires est rarement traitée comme un sujet autonome.

Les reportages et articles se limitent souvent à des événements ponctuels, des accords institutionnels ou la création de nouvelles bibliothèques, mentionnant parfois des partenariats internationaux — par exemple entre la BNRM et la Bibliothèque nationale de France — sans analyser les contenus, dispositifs ou effets des programmes de formation.

Il apparaît donc urgent d'encourager les journalistes et les médias publics et privés à accorder à cette thématique une attention régulière et approfondie, afin de mettre en lumière ses enjeux, ses réussites et ses défis, et de contribuer ainsi à la valorisation d'un métier stratégique pour la société marocaine.

Quelle politique nationale de formation ?

Plusieurs constats critiques se dégagent de l'ensemble des sources disponibles.

La formation initiale, bien que fondée, a été fragilisée par des réformes inachevées, notamment le passage avorté au modèle Bachelor, qui a réduit la capacité du pays à proposer des parcours spécialisés et adaptés aux métiers documentaires.



By Lady



QUAND L'INFO PREND DU SENS

DEBATS

www.pressplus.ma

كتاب الرأى

Les formations continues, bien qu'utiles, restent ponctuelles et ne s'inscrivent pas dans une stratégie nationale durable, limitant leur impact sur la professionnalisation.

Par ailleurs, l'absence d'un cadre institutionnel clair reconnaissant et valorisant le métier de bibliothécaire restreint les perspectives d'emploi et de carrière, tandis que la production scientifique spécifique demeure faible : malgré l'importance de la question, peu de travaux académiques évaluent systématiquement les programmes de formation et leurs effets sur le secteur.

Points clés à considérer

Pour renforcer la formation des professionnels des bibliothèques au Maroc, il est indispensable de développer une recherche scientifique rigoureuse sur les programmes de formation, leur adéquation aux besoins actuels et leur efficacité, afin d'orienter les contenus pédagogiques vers les exigences contemporaines de la profession; parallèlement, une politique nationale cohérente doit être structurée, articulant clairement formation initiale et formation continue, avec des référentiels de compétences explicites et des liens étroits entre institutions de formation, employeurs et acteurs culturels.

La professionnalisation passe aussi par la valorisation du statut des bibliothécaires, avec des carrières reconnues, des perspectives d'évolution au sein des institutions culturelles et une visibilité accrue du métier auprès des décideurs politiques; de même, il convient d'intégrer les associations professionnelles, la société civile et les acteurs du livre dans la conception, l'évaluation et l'actualisation des programmes de formation.

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a, pour sa part, souligné, dans ses avis sur la culture et la promotion de la lecture, l'importance d'une stratégie nationale concertée pour la lecture, le développement des espaces de lecture et l'appui à la recherche en matière culturelle, ainsi que l'implication des acteurs publics et privés dans la promotion de l'accès à la lecture et à la culture.



Construire l'avenir

Entre héritages solides, défis structurels persistants et engagements des acteurs de terrain, la formation des professionnels des bibliothèques au Maroc traverse une période charnière.

Pour que le pays réponde pleinement aux exigences de la société de l'information et de la documentation, il est indispensable de consolider les acquis, combler les lacunes méthodologiques et ériger la formation des bibliothécaires en véritable pilier stratégique de la politique culturelle nationale.

Face à ces enjeux, il devient crucial de repenser le système de formation afin qu'il soit non seulement performant, mais aussi capable de répondre aux besoins futurs des bibliothèques et de la société.

Comment le Maroc pourrait-il imaginer, dans les prochaines décennies, un système de formation bibliothécaire innovant et agile, capable de transformer les bibliothèques en véritables pôles de savoir et d'innovation?

[1] Association Marocaine des Métiers du Livre.

[2] Actuellement en suspens.

[3] Centre International de Formation, d'Insertion et de Perfectionnement des Enseignants, un établissement privé de formation professionnelle et supérieure basé à Casablanca (Maroc).

[4] L'association a officiellement lancé sa propre académie, en date du 22/04/2025, à l'occasion de la 5ème édition du Biblio'Dej.

By Lodj

N° 51

By Lodj MAG

DEC
12/25

Voici les 12
priorités
des Marocains
et Marocaines
pour 2026

Quand
la FIFA
met
la CAF
hors-jeu

Les parfums qui
ont marqué 2025
et ceux qui
feront sensation
en 2026

QUI SONT CES ETRANGERS QUI SONT PARMIS NOUS ?

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT (IPROOK)
version non-commerciale

HYDROCARBURES AU MAROC : LES ANGLES MORTS DE LA LIBÉRALISATION

La problématique de la tarification des hydrocarbures au Maroc suscite un débat ininterrompu depuis la libéralisation du secteur en 2015, dans un contexte de hausse des prix des carburants et de doutes persistants sur les marges bénéficiaires des sociétés de distribution.

Cet article vise à analyser les mécanismes de tarification, la structure du marché, et l'impact des facteurs géopolitiques et fiscaux sur les prix, tout en mettant en évidence les dysfonctionnements structurels qui limitent l'efficacité de la concurrence et affectent la sécurité énergétique.

Le secteur des hydrocarbures constitue l'un des piliers fondamentaux de l'économie marocaine, en raison de son lien direct avec les transports, la production et le pouvoir d'achat.

La décision de libéraliser les prix a entraîné le passage d'un système réglementé à un système de marché, soulevant des interrogations sur la capacité du marché à atteindre l'équilibre entre l'offre et la demande en l'absence d'intervention directe de l'État.

Mécanisme de tarification, concurrence et fiscalité

La tarification des hydrocarbures au Maroc repose sur un ensemble de déterminants fondamentaux :

- Les prix du pétrole brut sur le marché international (liés au cours du Brent).
- Les coûts de raffinage, de transport et de stockage.
- Les taxes, notamment la Taxe Intérieure de Consommation (TIC) et la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).
- Les marges bénéficiaires des sociétés de distribution.

Dans ce modèle, les entreprises opérantes jouissent de la liberté de fixer les prix, soumettant ainsi le marché à une logique de concurrence théorique.

L'observation empirique révèle que le marché de la distribution des hydrocarbures au Maroc se caractérise par une forte concentration. Dominé par un groupe restreint d'acteurs, il se rapproche d'un modèle d'oligopole. Il en résulte:



Experts invités

Par
Mohammed Benahmed

- Une faible concurrence tarifaire effective.
- Une convergence des prix entre les différentes entreprises.
- Une transparence limitée dans la détermination des marges bénéficiaires. Cette situation a renforcé le débat sur l'éventuelle existence de pratiques coordonnées indirectes entre les acteurs du marché.

Les taxes représentent une part importante du prix final des hydrocarbures, faisant de l'État un acteur indirect dans la fixation des prix. Cette fiscalité se caractérise par :

- Son caractère relativement fixe, indépendamment des fluctuations des prix internationaux.
- Sa contribution significative aux ressources du budget général. Toutefois, ce rôle soulève la problématique de l'équilibre entre les exigences des finances publiques et la protection du pouvoir d'achat des citoyens.

Facteurs géopolitiques et sécurité énergétique

Le marché marocain est directement influencé par les fluctuations internationales, notamment :

- Les tensions au Moyen-Orient.
- Les risques liés à l'approvisionnement en pétrole via les corridors stratégiques tels que le détroit d'Ormuz.
- Les fluctuations de l'offre et de la demande mondiales. Compte tenu de la dépendance quasi totale du Maroc aux importations, ces facteurs se répercutent rapidement sur les prix intérieurs.

Le Maroc fait face à plusieurs défis liés à la sécurité énergétique, dont les plus marquants sont :

- L'absence de raffinage local suite à l'arrêt de la raffinerie "SAMIR".
- La limitation du stock stratégique, qui ne couvre qu'environ 30 jours.
- La forte dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs. Ces facteurs rendent l'économie nationale extrêmement vulnérable aux chocs exogènes.

Pistes de réformes

La libéralisation du secteur des hydrocarbures n'a pas été accompagnée d'un renforcement suffisant des mécanismes de régulation efficace et de concurrence, ce qui a fait émerger :

- Un déséquilibre structurel du marché.
- La persistance de prix élevés malgré leur baisse occasionnelle sur le marché international.
- L'érosion de la confiance des consommateurs quant à la transparence de la tarification. De plus, l'absence d'une vision intégrée de la sécurité énergétique exacerbe la fragilité du secteur.

On peut en déduire que la problématique de la tarification des hydrocarbures au Maroc est de nature structurelle. Elle nécessite une approche intégrée avec des réformes profondes, parmi lesquelles :

- Le renforcement du rôle des instances de régulation et de concurrence pour garantir l'équilibre économique et social.
- L'amélioration de la transparence de la structure des prix et des marges bénéficiaires.
- La révision de la politique fiscale liée aux hydrocarbures (TIC, TVA).
- Le renforcement du stock stratégique conformément aux standards internationaux.
- Le développement des capacités de raffinage ou la diversification des sources d'approvisionnement.



POURQUOI L'AFRIQUE DU SUD PERSISTE-T-ELLE DANS SON HOSTILITÉ ENVERS L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE DU ROYAUME ?

La position de l'Afrique du Sud sur la question de l'intégrité territoriale du Maroc soulève de profondes interrogations quant à ses véritables motivations.

S'agit-il d'une question de principe, ou d'une stratégie systématique et intéressée visant à affaiblir un rival régional de taille sur le continent africain ?

Au-delà des discours publics, une lecture attentive du cours des relations entre les deux pays révèle un chevauchement évident entre les dimensions idéologique et géopolitique.

Lorsque les slogans deviennent des outils d'influence, l'hostilité envers le Maroc s'inscrit dans l'ambition de l'Afrique du Sud de diriger le continent et de s'assurer une place au sein du système international.

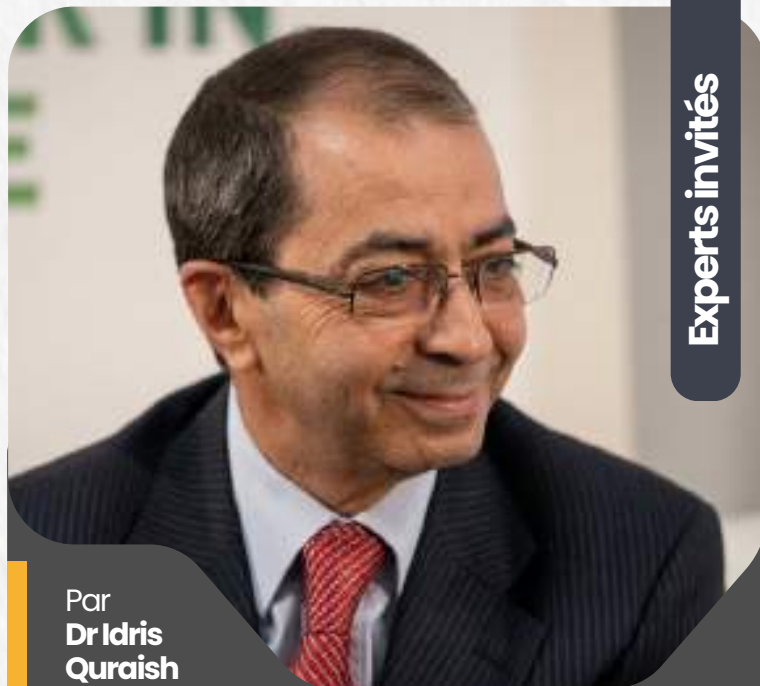
Le paradoxe est frappant : l'alliance de l'Afrique du Sud avec le mouvement séparatiste ne s'explique plus par des principes ni par l'héritage de la lutte, contrairement à ce que Pretoria tente de faire croire.

Il s'agit plutôt d'une manœuvre politique flagrante et transparente, visant à servir ses propres intérêts et ses ambitions continentales et internationales. C'est ce que nous nous proposons d'explorer et d'analyser dans cet article.

Malgré le soutien apporté par le Maroc à la lutte du peuple sud-africain à un moment crucial de sa lutte contre l'apartheid, Pretoria a choisi d'adopter une position contraire à l'intégrité territoriale du Royaume, un paradoxe qui soulève plus d'une question.

La position de l'Afrique du Sud n'est pas dictée par des considérations de principe, comme on le prétend souvent, mais par des calculs politiques et stratégiques bien définis.

Elle cherche à consolider son statut de puissance continentale majeure en s'appropriant des enjeux symboliques au sein de l'Union africaine,



Experts invités

Par
**Dr Idris
Quraish**

renforçant ainsi sa présence et son influence.

Dans ce contexte, elle instrumentalise la question du Sahara occidental davantage comme un outil de positionnement que comme une question de principe, s'inscrivant dans une ambition plus large de consolider sa présence internationale et d'obtenir une meilleure représentation au sein du système des Nations Unies.

En réalité, il est difficile de comprendre le paradoxe qui caractérise la position de l'Afrique du Sud vis-à-vis du Royaume du Maroc.

Ce dernier fut l'un des rares pays à soutenir ouvertement et sans relâche la lutte du Congrès national africain contre le régime d'apartheid, fidèle à ses convictions sur les valeurs de liberté et de dignité humaine.

En 1962, le Maroc accueillit Nelson Mandela et apporta à son mouvement un soutien financier et logistique considérable, illustrant concrètement la victoire du Maroc pour une juste cause.

Ce soutien ne se limita pas à cette période, mais s'étendit à un rôle politique de premier plan.

Le roi Hassan II joua un rôle crucial en créant les conditions d'un rapprochement entre Nelson Mandela et le président Frederik de Klerk en 1993, un moment charnière de l'histoire sud-africaine.

Ce rapprochement ouvrit la voie à la visite officielle de Mandela au Maroc en 1994, au cours de laquelle il remercia le roi Hassan II pour sa solidarité indéfectible et reconnut le rôle déterminant du Maroc dans la libération de son pays.

Le leader Mandela lui-même a documenté ce rôle, puisqu'il n'a pas caché, dans son discours public du 27 avril 1995, à l'occasion de l'anniversaire de la libération, sa profonde reconnaissance envers le Royaume du Maroc pour son soutien indéfectible à sa lutte et pour sa contribution efficace à la facilitation de la transition pacifique et à la fin du régime d'apartheid, présentant à tous son ami marocain, le Dr Abdelkrim El Khatib,

qui était ministre des Affaires africaines lors de sa première visite au Maroc, comme un lien essentiel et un médiateur efficace entre lui et Sa Majesté feu Hassan II.

Cet héritage civilisationnel et humain était censé constituer la base d'un rapprochement politique et de l'établissement d'une relation fraternelle solide

Fondée sur le respect mutuel des questions essentielles, et non se transformer en ingratitude qui renie la mémoire de la solidarité et l'histoire du soutien sincère, alors que Pretoria a adopté une position soutenant la thèse séparatiste, en contradiction flagrante avec les intérêts vitaux du Royaume.

L'Afrique du Sud considère le Maroc comme un candidat sérieux dans le cadre d'une éventuelle réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies visant à élargir son nombre de membres permanents.

Cette position s'explique par la montée en puissance stratégique du Maroc sur le continent africain et par son influence croissante en tant que force motrice dans son environnement régional et international.

Ceci ouvre des perspectives prometteuses pour renforcer sa candidature légitime à un siège permanent représentant l'Afrique au sein du Conseil de sécurité, dans le cadre des réformes prévues pour ajouter six nouveaux membres permanents, conformément à la répartition géographique établie, incluant le Brésil, l'Allemagne, l'Inde, le Japon, ainsi qu'un représentant du groupe arabe et du continent africain.

Dans ce contexte, depuis l'introduction des réformes structurelles du Conseil de sécurité en 2002, l'hostilité de l'Afrique du Sud envers le Maroc et son intégrité territoriale s'est inscrite de façon structurelle dans sa politique étrangère, dépassant le simple opportunisme pour devenir quasi idéologique.

Même les efforts et initiatives personnels du président Mandela, qui s'efforçait de maintenir le dialogue et de reconnaître les liens historiques profonds unissant les deux pays, se sont avérés inefficaces pour infléchir cette trajectoire.

L'approche sud-africaine visait à isoler le Maroc de ses racines africaines et à monopoliser la représentation du continent africain au sein du Conseil de sécurité.

Ceci révèle un abandon des positions de principe et une instrumentalisation de la question du Sahara occidental à des fins de positionnement politique et stratégique.

Cette divergence prend une dimension supplémentaire lorsque Pretoria se tourne vers la Cour internationale de Justice au sujet de Gaza, au nom de la défense de causes justes, dans le cadre d'une manœuvre politique visant à créer une position morale qui transcende la légalité, d'autant plus que l'arrêt de l'agression reste la prérogative exclusive du Conseil de sécurité de l'ONU.

Par ce comportement, caractérisé par un « opportunisme » dans les relations internationales, l'Afrique du Sud a cherché à exploiter une question humanitaire extrêmement sensible à des fins politiques étroites, et à tenter d'influencer les positions de certains pays :

Dont le Maroc, en vertu de sa position de chef du Comité de Jérusalem et de son rôle indéfectible dans la protection des lieux saints et le soutien à la cause palestinienne.

Cependant, cette manœuvre s'est heurtée à une prise de conscience internationale croissante quant aux limites de cette exploitation politique étroite, ce qui a renforcé la crédibilité de l'approche équilibrée et responsable adoptée par le Maroc dans son soutien indéfectible aux droits légitimes du peuple palestinien.

Dans ce contexte de concurrence latente, la position de l'Afrique du Sud à l'égard du Maroc s'est durcie, visant à réduire ses chances de jouer un rôle de premier plan sur le continent.

Cela s'est manifesté dans ses prises de position au sein de l'Union africaine, où elle s'est opposée au retour du Maroc.

Ses efforts diplomatiques pour discréditer l'image du Maroc en tant qu'acteur stable et fiable en sont également la preuve.



Cette perception occulte toutefois la profondeur de la position du Maroc en Afrique, qui ne repose pas uniquement sur des considérations politiques conjoncturelles ou des intérêts économiques immédiats, mais avant tout sur une influence culturelle et spirituelle

Rendant difficile pour toute entité, aussi puissante soit-elle, de saper ce lien solidement établi.

À travers l'institution du Commandeur des Croyants, le Maroc a développé une présence spirituelle et culturelle influente au cœur de son Afrique, en diffusant les valeurs d'un islam modéré et en cultivant des liens soufis historiques qui, au fil des siècles, ont tissé des ponts humains et spirituels par-delà les frontières.

Ce capital immatériel a constitué un point d'entrée naturel pour renforcer l'implication du Maroc dans les projets de développement sur le continent, où sa présence ne s'est pas limitée à l'investissement économique, mais s'est étendue à l'investissement dans les populations africaines à travers le lancement d'initiatives de développement dans des secteurs et infrastructures vitaux, avec le transfert de capitaux et d'expertise sans exploitation ni réexportation des ressources naturelles des pays concernés, ce qui incarne un modèle marocain distinctif et unique.

Les actions de l'Afrique du Sud n'ont pas été sans conséquences, ses relations avec certaines grandes puissances s'étant refroidies dans un contexte de rééquilibrage des forces internationales.

Ceci confirme que les paris fondés sur l'exploitation de causes justes ne résistent pas longtemps au réalisme, où les faits s'imposent et où la clarté politique et diplomatique demeure l'option la plus stable et durable.





By Lodj



**REJOIGNEZ
NOTRE CHAÎNE
WHATSAPP.**



POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !

DERRIÈRE LES CONFLITS ACTUELS, UNE SEULE BATAILLE : LA COURSE AU LEADERSHIP MONDIAL.

Ce que nous observons aujourd'hui dans le monde relève-t-il d'événements isolés... ou d'une stratégie globale cohérente ?

À première vue, les crises semblent dispersées : Venezuela , Iran , Russie , Europe ... autant de foyers de tension sans lien apparent. Pourtant, en prenant du recul, une lecture plus structurée émerge.

Nous assistons probablement à une reconfiguration profonde de l'équilibre mondial, marquée par la montée en puissance d'un acteur majeur : la Chine.

La Chine représente aujourd'hui près de 28 % de la production mondiale et pourrait devenir, à l'horizon 2030, la première économie de la planète.

Mais cette puissance repose sur un talon d'Achille évident : sa dépendance énergétique. Avec plus de 70 % de ses besoins en pétrole importés, son modèle reste vulnérable aux perturbations extérieures.

Dans ce contexte, plusieurs évolutions récentes interpellent. Des fournisseurs majeurs de pétrole vers la Chine, comme le Venezuela ou l'Iran, ont été fragilisés ou déstabilisés.

La Russie, autre acteur clé, fait face à des sanctions lourdes.

Les marchés énergétiques deviennent plus incertains et plus tendus. Sans confrontation directe, une pression s'exerce ainsi sur l'approvisionnement énergétique de la Chine.



Experts invités

Par
**Abdelghani
El Arrasse.**

Parallèlement, Pékin développe depuis plusieurs années un projet stratégique ambitieux : les Nouvelles Routes de la Soie. Ce réseau d'infrastructures et de corridors commerciaux vise à relier l'Asie à l'Europe et à redessiner les flux du commerce mondial.

Or, certaines zones clés de ce dispositif connaissent aujourd'hui des instabilités croissantes.

L'Europe, de son côté, semble hésiter entre plusieurs pôles d'influence. Ces dynamiques contribuent à ralentir, voire à compliquer, l'expansion commerciale chinoise.

Au cœur des tensions futures, un point cristallise particulièrement les enjeux : Taïwan. Cette île produit l'essentiel des semi-conducteurs les plus avancés au monde, indispensables à toutes les technologies modernes.

Son contrôle représente un levier stratégique majeur pour le XXI^e siècle.

Enfin, un autre facteur ne peut être ignoré : dans un contexte de tensions accrues, les dépenses militaires augmentent, les alliances se redéfinissent, et les industries de défense connaissent une forte croissance.

Ainsi, ce qui apparaît comme une succession de crises pourrait s'inscrire dans une logique plus large : Celle d'une compétition systémique entre grandes puissances.

Au-delà des événements visibles, c'est bien une recomposition du leadership mondial qui est en cours.

TINDOUF : L'IMPASSE HUMANITAIRE DEVENUE VERROU GÉOPOLITIQUE

Dans une analyse incisive publiée par le Middle East Forum, Michael Rubin appelle à briser un tabou diplomatique : celui du statu quo entourant les camps de Tindouf.

Son constat est tranché — ces camps ne relèvent plus d'une simple logique humanitaire, mais incarnent désormais un verrou politique central dans le conflit du Sahara.

Pensés à l'origine comme une réponse temporaire à une crise de déplacement, les camps se sont inscrits dans la durée. Or, comme le souligne Rubin, cette permanence pose une question fondamentale : peut-on encore parler de camps de réfugiés lorsque leur fonctionnement échappe en grande partie aux standards internationaux en matière de transparence, de recensement et de gouvernance ?

Selon l'auteur, Tindouf s'apparente aujourd'hui à une enclave politico-administrative sous contrôle du Front Polisario, dans un cadre où la supervision internationale reste limitée.

Il met particulièrement en avant l'absence de recensement fiable des populations — une anomalie persistante dans le système onusien — qui nourrit les interrogations sur la gestion de l'aide et sur la réalité démographique des camps. Mais au cœur de son argumentaire se trouve la question de la légitimité. Michael Rubin remet en cause la représentativité du Polisario, soulignant l'absence de mécanismes démocratiques permettant de valider son rôle de porte-parole exclusif.

Dans un environnement international où la légitimité politique repose de plus en plus sur la participation et la transparence, cette lacune apparaît, selon lui, comme un angle mort majeur.



Experts invités

Par
**Said
Temsamani.**

L'analyse s'étend également aux dimensions sécuritaires.

Dans une région sahélo-saharienne fragilisée, toute zone durablement soustraite à un contrôle étatique effectif peut devenir un facteur d'instabilité.

Rubin évoque ainsi des risques liés à la militarisation persistante des camps et à l'existence de circuits informels qui prospèrent dans des espaces faiblement régulés.

Sur le plan humain, le diagnostic est tout aussi préoccupant.

L'auteur décrit une population enfermée dans une attente prolongée, dépendante de l'aide internationale et privée de perspectives économiques et sociales.

Cette situation, selon lui, alimente une lassitude croissante, notamment chez les jeunes générations, et fragilise la cohésion interne des camps.

C'est dans ce contexte que Michael Rubin formule une proposition sans détour : placer les camps sous une supervision internationale renforcée, voire envisager leur démantèlement progressif sous l'égide des Nations unies. L'objectif serait de mettre fin à ce qu'il considère comme une « institutionnalisation du statu quo » et de replacer la question des populations au centre d'une dynamique de résolution politique.

Une telle position, assumée et politiquement marquée, ne manque pas de susciter le débat.

Elle a toutefois le mérite de poser une question essentielle : la communauté internationale peut-elle continuer à gérer indéfiniment une situation transitoire devenue permanente ?

Car au fond, comme le suggère Rubin, Tindouf n'est plus seulement un enjeu humanitaire.

C'est devenu le symbole d'un blocage stratégique. Et face à tout blocage, vient inévitablement le moment où l'inaction cesse d'être une option.

L'AVENIR DU FOOTBALL AFRICAIN ENTRE LES MAINS DU TAS

Ce qui se joue au Tribunal arbitral du sport (TAS) n'est pas anodin pour le football africain.

La décision attendue doit lui permettre de continuer sur sa lancée en vue d'atteindre les sommets que les talents africains méritent, ou le maintenir dans un état végétatif de spectateur du football mondial. Il vient de franchir un cap en qualifiant dix pays pour les phases finales du prochain Mondial et s'apprête à organiser, vingt ans plus tard, sa deuxième Coupe du monde de football, en 2030.

Le football africain dérange et ce qui s'est passé en finale de la dernière Coupe d'Afrique est une aubaine pour ses nombreux détracteurs, ceux qui voient dans l'émergence de l'Afrique un danger pour leur statut et leur leadership.

La rue africaine ne doit pas se laisser entraîner par les populistes opportunistes qui naviguent autour de la CAF, ni se satisfaire de ses faux amis européens dont le positionnement pro-hooliganisme sénégalais est suspect.

Le football est, rappelons-le, le sport universel par excellence.

Cette universalité a longtemps été confisquée par la domination écrasante de l'Europe.

Cette domination a souffert de l'émergence du football sud-américain et résiste aujourd'hui à l'émergence d'un football africain, pétri de talents et qui représente un danger plus sérieux pour l'Europe.

En effet, le football européen tire l'essentiel de ses ressources humaines du potentiel que représentent les talents africains.

Certaines équipes sont majoritairement composées de joueurs issus de l'émigration africaine. L'émergence des nations africaines représente un danger sérieux pour leur domination.

Jusqu'à présent, personne n'a jamais obligé Zidane, Mbappé, Rüdiger ou Tigana de choisir leur pays d'adoption en Europe.

C'était un choix logique qui reposait sur le niveau de leurs coéquipiers, la qualité des infrastructures dans lesquelles ils évoluaient et l'importance des compétitions auxquelles ils étaient appelés à participer.

Cette logique est en train de changer de camp. Sur la qualité des équipes nationales africaines, l'évolution est spectaculaire.

Elle a commencé timidement avec une première et timide participation marocaine au Mondial 1970,



Par
Bargach Larbi

une première victoire tunisienne en 1978, un premier exploit algérien avec une victoire face à un champion du monde en 1982, un premier sans-faute, toujours en 1982, lorsque le Cameroun s'est vu éliminé sans concéder une seule défaite.

Et, à partir de 1986, les premières sorties de la phase des poules : le Maroc, à nouveau comme précurseur avec une qualification en huitièmes de finale, suivi du Cameroun en 1990 et en quarts du Sénégal, du Ghana, du Nigeria et, enfin en 2022, le Maroc a atteint les demi-finales.

Le football africain a brillé aussi aux Jeux olympiques avec deux médailles d'or pour le Nigeria et le Cameroun, une médaille d'argent pour le Nigeria et deux médailles de bronze pour le Maroc et le Ghana.

Ces brillants résultats ont concerné les catégories inférieures : le Ghana et le Maroc ont été champions du monde U20, tandis que le Nigeria, avec 5 titres, et le Ghana, avec 2 titres, ont été champions du monde U17.

On peut d'ailleurs déplorer l'absence du Nigeria et du Cameroun, deux des meilleurs représentants historiques du football africain, au prochain Mondial.

Paradoxalement, ces résultats n'ont pas suffi pour séduire la crème du football africain qui a choisi l'Europe pour faire carrière.

Ce n'est pas inéluctable. Messi, formé en Espagne, a pourtant choisi l'Argentine. Comment faire pour que les Messi africains choisissent l'Afrique, à l'avenir ?

Et comment faire également pour éviter la fuite des joueurs Africains vers les pays du Golfe ? Un risque auquel les pays Africains seront exposés s'ils continuent à se satisfaire de leur train-train.

Les conditions sont nombreuses :

1. Changer de paradigme, rompre avec le passé et briser les plafonds de verre. Le premier obstacle à surmonter est d'ordre psychologique : les sélections africaines manquent d'ambition.

Pendant de longues années, les Africains se sont réfugiés dans leurs compétitions locales et ont fait de la Coupe d'Afrique des Nations le substitut à leurs ambitions mondiales.

Ils se sont étripés, à l'abri des regards, pour des titres continentaux, convaincus que le Mondial, c'était pour les autres. Plombés par des dirigeants gagne-petit, ils se sont résignés à la médiocrité.

L'Égypte est le symbole de cette politique de l'entre-soi dans laquelle elle a maintenu la CAF en distribuant des strapontins à quelques dirigeants véreux qui ont maintenu l'institution africaine déficitaire, sans feuille de route ni volonté.

2. Investir dans la formation des joueurs, des entraîneurs et des agents de joueurs. L'exemple de l'académie Mohammed VI, inaugurée en 2008, est un modèle de ce qu'il faut faire pour détecter, former et préparer les équipes nationales.

Pour Ziyech, jouer avec Ounahi – formé à l'Académie – est une assurance de choix de carrière efficace. Il aurait choisi la Hollande si l'environnement n'était pas convaincant.

3. Investir dans les infrastructures. Les clubs européens se plaignent souvent de la qualité des pelouses sur lesquelles vont évoluer leurs joueurs lors des trêves internationales et des risques de blessures encourus.

C'est en train de changer partout sur le continent. Les pays qui ne sont pas aux normes ne jouent pas à domicile.

4. Investir dans les compétitions. C'était incontestablement plus valorisant pour un joueur de participer à l'Euro qu'à la CAN. C'est en train de changer avec la nouvelle CAF. Cette dernière a d'abord imposé un cahier des charges avec un curseur placé très haut.

Rien ne doit distinguer l'Euro de la CAN si tout le monde s'y met.

Ce qu'a réalisé le Maroc pour la CAN 2025 suscite incontestablement des craintes en Europe. C'est pour ça que l'on peut qualifier le soutien aux hooligans sénégalais (les fameux 18 encore en prison) d'hypocrite, de populiste et d'opportuniste : il sert les intérêts européens beaucoup plus que les intérêts du Sénégal.

En organisant une Coupe d'Afrique de tous les records en 2025, le Maroc a voulu donner une visibilité et une notoriété de premier plan au football africain.

Il a voulu faire de la CAN un rendez-vous planétaire. Il a construit des stades 100% marocains, sublimé un cahier des charges aux meilleures normes mondiales et, surtout, attiré des sponsors et battu des records d'interactions sur le net.

Cette volonté est en jeu auprès du TAS, qui a pour devoir de faire respecter les règles. Ce n'est pas tant le titre de champion d'Afrique qui est en jeu.

Ce titre ne va commencer à prendre de la valeur qu'à partir du jour où la CAN sera en compétition avec l'Euro. Ce qui est en jeu, c'est l'avenir du football africain.

Pour mettre fin à l'hooliganisme en Angleterre, il a fallu le drame du Heysel et la suspension de Liverpool pendant cinq ans de toute compétition européenne.

Le 18 janvier dernier, l'Afrique a échappé à un Heysel bis, grâce à la sagesse du public marocain, à l'efficacité des autorités et à la décision de la CAF de céder à un public irresponsable et déterminé à faire mal. Une décision qu'elle a par la suite corrigée et que le TAS doit confirmer.



EN ATTENDANT LA BOMBE ATOMIQUE...

Il y a des guerres qui se gagnent sur le terrain, et d'autres qui se perdent dans les illusions.

Celle qui se joue aujourd'hui entre l'Iran, les États-Unis et Israël appartient tragiquement à la seconde catégorie.

Car derrière les communiqués triomphants, les images de frappes chirurgicales et les déclarations martiales, une réalité s'impose, brutale, incontestable : l'Iran tient. Et pire encore pour ses adversaires, il riposte.

Ce qui devait être une démonstration de force est en train de se transformer en démonstration d'impuissance.

L'architecture militaire occidentale, présentée depuis des décennies comme infaillible, se heurte à un adversaire qui ne joue pas selon les règles attendues. L'Iran n'est ni l'Irak de 2003, ni la Libye de 2011.

C'est un État structuré, résilient, doté d'une profondeur stratégique, d'une capacité industrielle autonome et d'une doctrine militaire fondée sur l'asymétrie, la dispersion et l'endurance.

Le signal le plus inquiétant n'est pas seulement la capacité de l'Iran à encaisser les frappes.

C'est sa capacité à frapper en retour. L'abattage d'un avion américain, au-delà de sa portée militaire immédiate, constitue un séisme symbolique. Il brise un tabou. Il rappelle que la supériorité technologique ne garantit plus l'invulnérabilité.

Et dans toute guerre, le moment où un mythe tombe est souvent celui où l'équilibre bascule. Face à cette résistance, la stratégie américaine et israélienne semble glisser vers une logique de destruction des infrastructures.

Ponts, réseaux, installations vitales deviennent des cibles. C'est un aveu. Lorsqu'on ne parvient plus à vaincre une armée, on cherche à briser une société. Mais cette stratégie est à double tranchant. Elle nourrit la résilience plutôt qu'elle ne la détruit.

Elle transforme un conflit militaire en guerre existentielle. Elle soude un peuple au lieu de le fracturer.

Et pendant ce temps, un autre front, plus silencieux mais infiniment plus stratégique, se joue dans le détroit d'Ormuz. L'Iran n'a pas besoin de le fermer totalement pour gagner. Il lui suffit de le rendre incertain.

De transformer une route commerciale en zone de risque permanent. Dans un monde dépendant de flux énergétiques tendus,



Quartier libre

Par
**Rachid
Boufous**

cette seule capacité constitue une arme économique d'une puissance redoutable.

Chaque tanker inquiet, chaque assureur hésitant, chaque marché nerveux est une victoire iranienne sans tir de missile.

C'est là que se dessine le véritable dilemme occidental.

Car plus la guerre dure, plus les coûts s'accumulent, plus les certitudes s'effritent. Et lorsque les guerres deviennent ingagnables, l'histoire montre que les grandes puissances sont tentées par des raccourcis.

Par des ruptures. Par des gestes extrêmes censés rétablir une domination perdue.

La question, dès lors, n'est plus théorique. Elle devient terriblement concrète : jusqu'où sont-ils prêts à aller ? L'ombre de l'arme nucléaire plane comme une tentation inavouée.

Non pas comme une stratégie assumée, mais comme une hypothèse qui s'insinue dans les esprits lorsque toutes les autres options semblent échouer.

L'histoire américaine porte cette cicatrice. Hiroshima et Nagasaki ne sont pas seulement des souvenirs, ce sont des précédents. Et les précédents, en géopolitique, ne disparaissent jamais totalement.

Mais utiliser l'arme nucléaire aujourd'hui ne serait pas un acte de puissance. Ce serait un aveu d'échec absolu.

Cela signifierait qu'aucune des doctrines militaires, aucun des budgets colossaux, aucune des alliances construites depuis des décennies n'a été capable de venir à bout d'un État que l'on prétendait contenir. Ce serait aussi ouvrir une boîte de Pandore incontrôlable.

Car un tel acte ne mettrait pas fin à la guerre. Il la transformerait. Il la démultiplierait. Il légitimerait, aux yeux du monde, toutes les formes de riposte.

Il briserait définitivement le tabou nucléaire qui, jusqu'ici, a maintenu une forme d'équilibre fragile entre les puissances.

Et surtout, il consacrerait une vérité que personne à Washington ou à Tel-Aviv ne veut admettre : on ne gagne pas toutes les guerres. Certaines doivent être arrêtées avant de devenir irréversibles.

Aujourd'hui, le monde retient son souffle non pas parce que la guerre fait rage, mais parce qu'elle échappe à ceux qui l'ont déclenchée. Et lorsque les stratèges perdent le contrôle de la trajectoire, ce sont les scénarios les plus dangereux qui deviennent possibles.

En attendant la bombe atomique, ce n'est pas l'Iran qui tremble. C'est l'ordre du monde lui-même qui vacille.



MAROC-PALESTINE : QUAND L'ACCUSATION DE NORMALISATION S'EFFONDRE FACE À UN LIEN ÉMOTIONNEL INDÉFECTIBLE.

Dans le débat récurrent sur les relations entre le Maroc et Israël, certains s'empressent de réduire la position d'une nation à l'histoire si longue et riche à la simple accusation de « normalisation ». Or, cette réduction ne tient pas compte d'une vérité profondément ancrée dans la conscience collective marocaine : le lien émotionnel profond qui unit le Maroc à la cause palestinienne.

La normalisation des relations internationales consiste essentiellement en la reprise des relations entre deux pays qui étaient en guerre ou en état de rupture à la suite d'un conflit direct, ce qui n'était pas le cas entre le Maroc et Israël.

De plus, ce concept, dans les références et les orientations de toutes les écoles de relations internationales, ne conserve plus le même poids politique qu'il avait acquis lors de la phase de polarisation idéologique qui a caractérisé le système international pendant la guerre froide, où il était utilisé comme un outil de pression politique et punitive.

Aujourd'hui, face aux profondes transformations que connaît le monde, ce concept est devenu obsolète. Quel produit boycotterions-nous dans un monde dominé par la mondialisation, où les industries, les technologies et les capitaux sont imbriqués à travers les continents ?

Dès lors, une question plus délicate se pose : la normalisation est-elle véritablement marocaine ?

Ou s'agit-il d'un discours politique visant à réduire le rôle régional du Maroc et à déformer ses positions fermes en faveur de la cause palestinienne ?

La vérité ignorée dans le discours populiste est que la relation du Maroc avec la Palestine n'a jamais été le produit d'une circonstance politique passagère, ni le résultat d'un alignement idéologique temporaire, que ce soit dans l'approche des Frères musulmans ou dans les slogans du nationalisme nassérien, mais bien une relation enracinée dans l'histoire et la conscience marocaines, fondée sur une profondeur civilisationnelle et spirituelle qui transcende tous les calculs idéologiques conjoncturels.

Depuis la libération de Jérusalem en 1187, sa présence et son influence s'étendaient sur un tiers de la ville, incluant le quartier des Maghrébins et Aïn al-Karm, source du fruit marocain Medjool,



Par
Idris Quraish

ce qui témoigne de la profondeur du lien spirituel et culturel entre le Maroc et la ville sainte, qui représente pour nous un symbole de la rencontre de la terre et du ciel.

Dans le contexte actuel, le Maroc a toujours manifesté cet engagement par des prises de position diplomatiques fermes, appelant à des solutions justes et durables à la question palestinienne.

Parmi ces prises de position figure en priorité la création d'un État palestinien indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale, dans le cadre de la solution à deux États.

Cette solution, proposée par le Maroc en premier lieu lors du sommet de Fès en 1981, a ensuite servi de base à l'initiative de paix arabe adoptée lors du sommet de Beyrouth en 2002.

Par ailleurs, le rôle du Maroc dans la défense de Jérusalem et de ses lieux saints, à travers sa présidence du Comité de Jérusalem, témoigne de la continuité de cet engagement et confirme que l'approche marocaine ne s'est jamais fondée sur de simples slogans, mais sur une diplomatie discrète et efficace, ainsi que sur des initiatives concrètes visant à répondre aux besoins du peuple palestinien en matière d'éducation, de santé et d'infrastructures.

C'est peut-être l'une des rares fois où un débat exige un examen approfondi du contexte de cette controverse, afin de dévoiler les véritables enjeux et de contrer cette campagne qui a injustement pris pour cible le Maroc en l'accusant de normalisation.

Le débat n'est plus une simple divergence d'opinions politiques ; pour certains, il a dégénéré en calomnies et en attaques contre le Maroc et son soutien indéfectible à la cause palestinienne.

Nous avons constaté comment les instigateurs de ce discours, dans le cadre de ces campagnes de diffamation, se sont ralliés aux adversaires du Maroc, qui y ont trouvé des munitions supplémentaires et un prétexte pour intensifier leurs attaques contre le Maroc et cibler ses positions.

Ce paradoxe révèle que l'objectif n'est plus la défense d'une cause, mais bien un outil de propagande politique.

D'où la nécessité de revenir aux réalités diplomatiques, loin du bruit des slogans tout faits et des exagérations, pour reconnaître que le soutien à la Palestine dans la conscience marocaine n'a jamais été un slogan politique passager, mais bien une constante des principes de l'État et de la conscience de la société.

Le Maroc, de par sa riche histoire et sa diversité culturelle, a intégré une composante juive qui fait partie intégrante de son identité nationale et de ses communautés.

Cette composante, d'origine marocaine, constitue la plus importante minorité en Israël, avec environ un million de personnes, attachées à leur culture et à leur identité d'origine, ce qui a permis de tisser des liens humains et culturels antérieurs à toute formalité diplomatique.

Partant de ce constat historique et humain, le Maroc a opté pour la formule du bureau de liaison comme cadre de relations, une formule différente de la représentation diplomatique pleine et entière, fondée sur l'échange d'ambassades, une formule bien éloignée des pratiques diplomatiques et de toutes les normes du droit diplomatique international.

Le Maroc, qui s'est toujours engagé avec sérieux et responsabilité à soutenir toutes les initiatives visant à instaurer une solution à deux États, ne peut, en principe, recevoir l'ambassadeur israélien pour la présentation de ses lettres de créance sans recevoir en retour l'ambassadeur palestinien pour la présentation des siennes.

La Palestine n'étant toujours pas membre à part entière des Nations Unies, ce statut ne lui confère pas formellement certains éléments d'un statut diplomatique complet et contraignant, j'insiste sur le terme « contraignant », entre États souverains.

La Palestine a été acceptée comme État observateur aux Nations Unies en 2012 avec une majorité de 138 voix, un nombre qui est passé à 157 voix en septembre dernier :

Sans que cela n'entraîne aucune obligation légale d'établir une représentation diplomatique entre les États, car cette représentation reste une décision souveraine soumise au pouvoir discrétionnaire de chaque État selon ses choix et ses orientations.

Le Maroc a démontré son soutien indéfectible et précoce à la cause palestinienne en étant parmi les premiers pays à élever la représentation palestinienne au rang d'ambassade dès 1976, une décision souveraine faisant suite à la reconnaissance, par le Sommet de Rabat de 1974, de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) comme seul représentant légitime du peuple palestinien.

Fidèle à son histoire et à ses principes, le Maroc a adopté une approche équilibrée et pragmatique, faisant de sa diplomatie un pont vers le dialogue et une réelle possibilité d'une paix juste et durable.

Cet objectif souligne la pertinence et l'essence même du choix de cette approche par le Maroc.

Le terme « normalisation » n'est pas un concept marocain, mais plutôt une expression importée qui a réduit une longue histoire de liens affectifs entre le Maroc et la Palestine à un slogan idéologique éphémère.



J'ose affirmer avec certitude que je mets quiconque au défi de trouver un pays de la région ayant apporté à la cause palestinienne le même soutien diplomatique et humanitaire que le Maroc.

Depuis des décennies, le Maroc demeure un acteur clé, fidèle aux droits du peuple palestinien et défenseur du statut de Jérusalem, à une époque où beaucoup se contentent de brandir des slogans et d'instrumentaliser la cause dans des luttes de pouvoir et des manœuvres politiques.

Pour appuyer cette tendance, le politologue et orientaliste russe Evgueni Primakov, décrit en Occident comme le Kissinger russe, affirme dans ses écrits que le pays capable de contribuer efficacement à la recherche d'une solution à la question palestinienne est le Royaume du Maroc.

Cela s'explique par un certain nombre de facteurs, notamment le fait que le Maroc n'est pas animé d'ambitions idéologiques dans la région et qu'il possède un atout historique et humain important, représenté par la composante juive d'origine marocaine, en plus de la confiance et de la crédibilité dont il jouit auprès de diverses parties, grâce à son lien historique de longue date avec cette question et à son approche diplomatique modérée et équilibrée.

En définitive, les interprétations politiques peuvent varier et les évaluations diplomatiques différer, mais ce qui demeure constant, c'est que la relation du Maroc avec la cause palestinienne est trop profonde pour être réduite à un terme passager ou à une posture circonstancielle, comme une tentative de déformer un rôle qui a choisi de servir la cause par les actes et non par les slogans.

Ce lien s'est forgé au fil de l'histoire dans la conscience de la société marocaine et dans les positions de l'État, qui considère la cause palestinienne comme une question nationale, une constante de l'État, et le Maroc ne sacrifie pas une constante pour une autre constante.



MAÎTRISER L'IA PLUTOT QUE LA SUBIR.



L'analyse complète et les contenus enrichis sont à découvrir dans la version augmentée de IAMAG sur PressPlus.

By Lady

WWW.PRESSPLUS.MA



JEUNESSE DIPLÔMÉE AU MAROC : REPENSER L'EMPLOYABILITÉ À L'ÈRE DES GRANDES TRANSFORMATIONS

À l'heure où le Maroc s'engage dans une dynamique de transformation ambitieuse, portée par des projets structurants et une volonté affirmée de modernisation, une question essentielle persiste : celle de la place réelle de la jeunesse diplômée dans cette évolution.

Près d'un jeune diplômé sur cinq est au chômage : quelles solutions pour l'avenir du Maroc ?

Entre le développement d'infrastructures d'envergure, l'accélération de la digitalisation de l'administration et le renforcement de secteurs stratégiques tels que le tourisme ou l'investissement, le Royaume affiche une trajectoire résolument tournée vers l'avenir. Pourtant, cette dynamique contraste avec une réalité sociale préoccupante : celle d'un chômage persistant chez les jeunes diplômés.

Ce phénomène dépasse le simple cadre économique. Il traduit un déséquilibre structurel entre les formations proposées et les exigences du marché du travail. Chaque année, de nombreux diplômés se retrouvent confrontés à un paradoxe : celui d'être qualifiés, mais insuffisamment préparés aux réalités professionnelles. Cette situation alimente un sentiment de frustration, voire de désengagement, et pousse une partie de cette jeunesse à envisager l'émigration comme seule alternative viable.

Face à cette problématique, plusieurs initiatives ont été mises en place afin de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes. Toutefois, malgré ces efforts, des limites structurelles persistent, notamment en matière de coordination, d'anticipation des besoins du marché et d'accompagnement des étudiants dans leurs choix académiques.

Dans ce contexte, une réflexion plus approfondie s'impose. Il ne s'agit plus uniquement de multiplier les dispositifs, mais de repenser leur cohérence et leur efficacité. L'enjeu central réside dans la capacité à instaurer une véritable articulation entre le système de formation et les dynamiques économiques.



Par
Nadia Lazar

Quartier libre

Cela passe, dans un premier temps, par un renforcement de l'orientation académique dès les premières années, permettant aux étudiants de faire des choix éclairés en fonction des perspectives réelles d'insertion. Il devient également nécessaire d'actualiser régulièrement les contenus pédagogiques afin de les aligner avec les évolutions du marché du travail.

Par ailleurs, le développement de passerelles solides entre le monde académique et le tissu économique constitue un levier essentiel. L'intégration de stages professionnalisants, la valorisation des compétences pratiques et l'encouragement des formations en alternance pourraient contribuer à réduire l'écart entre théorie et pratique.

Au-delà de ces mesures, une transformation plus structurelle paraît indispensable. Elle consisterait à renforcer les mécanismes de pilotage de l'adéquation entre formation et emploi, en favorisant une meilleure coordination entre les différents acteurs concernés. Une telle approche permettrait non seulement d'anticiper les besoins futurs, mais aussi d'orienter plus efficacement les politiques publiques en matière d'emploi.

Bien entendu, la mise en œuvre de ces changements suppose de relever plusieurs défis, notamment en termes de gouvernance, de ressources et d'acceptation du changement. Toutefois, ces obstacles ne sauraient justifier l'inaction face à un enjeu aussi déterminant pour l'avenir du pays.

En définitive, la question de l'employabilité des jeunes diplômés ne peut être dissociée du projet global de développement du Maroc. Elle en constitue l'un des piliers fondamentaux. Car une transformation économique durable ne peut s'opérer sans une intégration réelle et efficace de sa jeunesse.

L'enjeu n'est donc pas seulement de former, mais de former avec pertinence, en faisant de la jeunesse non pas un simple bénéficiaire des politiques publiques, mais un acteur central du développement.

LODJ

 **WEB RADIO**
By Lodj

RR12

La web
Radio
des
marocains
du monde



WWW.LODJ.MA

LE PARI GAGNÉ DE MOUNA FETTOU

Coup de cœur

Dans un théâtre mythique de Paris, le Palais des Glaces pour ne pas le nommer, où les murs gardent l’empreinte des rires provoqués par les plus grands du théâtre comique français, Muriel Robin, Michèle Laroque, pour ne citer que celles-ci, Mouna Fettou joue une pièce hilarante au nom succulent de « Poulet aux olives » aux côtés de comédiens connus et reconnus en les personnes de Jean-marc Coudert, Matthias Van Khache ainsi que la délicieuse et éternelle jeunette, comme elle se joue de le dire pendant toute la pièce, Gladys Cohen, vue entre autres dans « la Verité si je mens » et « Coco ».



L’histoire de la pièce se déroule dans un immeuble réunissant des locataires de différentes obédiences vivant dans la concorde, la joie et la bonne humeur.

Juifs, catholique et musulmane, en le rôle de Mouna Fettou, donnent à cette pièce théâtrale un sens singulier du vivre-ensemble, qui se perd malheureusement de plus en plus en France et dans le monde de manière générale.

Il s’agit d’échanges finement menés, parfois ponctués de disputes bienveillantes et affectueuses, entre mère et fils, entre fils et beau-père, et enfin entre voisines, pour faire face aux imprévus de la vie. Derrière chaque dialogue et chaque jeu de mots se révèle une part de vérité et d’authenticité.

Drôle et pétillante, Mouna Fettou est complètement dans son élément dans cette pièce. Ses répliques ensoleillées tordent de rire le public composé en partie des ressortissants marocains, musulmans et juifs, vivant en région parisienne et en province.

La pièce de théâtre commence autour d’un plat de poulet aux olives à la marocaine et finit autour du même plat dans un décor et des costumes marocains.

Cette pièce de théâtre est une ode à la différence, une invitation à regarder au-delà des jugements rapides et des regards réducteurs. C’est un instant de joie communicative dans un monde en ébullition pour ne pas dire en perte.

Le spectateur rit, aux larmes des fois, et s’oublie. Il en ressort, avec une naïveté mesurée, plein d’optimisme enclin à croire en la communion des peuples et des communautés du monde.

Par **Ali Bouallou**

Cette pièce tombe à point nommé pour faire du bien et pour donner à réfléchir. L’autre pari gagné des auteurs, Nicolas Nebot et Judith El Maleh, sœur de notre Gad national.

Pour celles et ceux qui n’auront pas la chance de la voir au Palais des Glaces à Paris, Mouna Fettou et ses complices feront trois représentations au Maroc pour le plus grand bonheur des théâtrophiles marocains.

La première aura lieu le 05 mai au Studio des Arts Vivants à Casablanca. La seconde, le 18 mai au théâtre Mohammed V à Rabat et enfin la troisième, le 20 mai au Meydene à Marrakech.

Le succès de cette pièce ne se dément pas, comme en témoigne sa prolongation au Palais des Glaces.

Saluons Mouna Fettou pour avoir brillamment relevé le défi d’une carrière désormais internationale.

Bon vent Mouna, le peuple marocain suivra de près vos nouveaux pas artistiques comme il l’a toujours fait.

By Lady



LE MONDE EN CHIFFRES

Lisez ECOBUSINESS sur PressPlus et accédez à une analyse approfondie de l'actualité économique marocaine et internationale.

www.pressplus.ma



LÉGISLATIVES 2026 : L'AMBIANCE DE LA CONTRADICTION SYSTÉMATIQUE EST OUVERTE

À l'approche des élections législatives marocaines, quelque chose change dans l'air. Ce n'est pas encore l'explosion des grands meetings ni la bataille finale des urnes. C'est plus diffus, plus quotidien, presque plus révélateur : dans les salons, les cafés, les groupes WhatsApp, les bureaux et les repas de famille, l'ambiance de la contradiction systématique s'installe. Vous dites qu'un parti a au moins le mérite de la cohérence, quelqu'un vous répond qu'il est dangereux. Vous critiquez un bilan, on vous accuse aussitôt de défendre le camp d'en face. Vous saluez une mesure, on vous soupçonne déjà d'avoir "choisi votre écurie". La discussion politique ne commence même plus par un échange : elle démarre souvent par un refus.

Cette crispation n'est pas seulement électorale. Elle dit quelque chose de plus profond sur l'état du débat public.

À quelques mois d'un scrutin que les autorités ont formellement calé au 23 septembre 2026, la mécanique du désaccord semble avoir pris le dessus sur celle de l'argument. Ce n'est plus seulement une confrontation d'idées. C'est parfois une manière de se positionner socialement, de montrer qu'on n'est pas dupe, qu'on ne se laisse pas embarquer, qu'on garde ses distances avec tous les récits dominants. Dans ce climat, contredire devient moins un acte de pensée qu'un réflexe d'autodéfense.

Au fond, beaucoup de discussions politiques ne portent plus seulement sur les programmes, mais sur les appartenances supposées. On ne répond plus à une idée : on classe la personne. Tu critiques tel parti, donc tu roules pour tel autre. Tu émetts une réserve sur un leader, donc tu es manipulé. Tu dis qu'il faut attendre les faits, donc tu es naïf. Cette manière de débattre n'éclaire rien. Elle transforme chaque conversation en test de loyauté, chaque nuance en soupçon, chaque désaccord en procès d'intention.



par **Adnane Benchakroun**

Le plus frappant, c'est que cette contradiction systématique traverse tous les milieux. Elle n'est ni de gauche ni de droite, ni urbaine ni rurale, ni élitiste ni populaire. Elle prospère partout où la politique cesse d'être un effort de compréhension pour devenir une scène d'affirmation personnelle. Au café, elle prend la forme de la certitude bruyante. En famille, elle se glisse dans les sous-entendus. Entre amis, elle se déguise en ironie. Sur les réseaux, elle devient mécanique, instantanée, sans mémoire ni responsabilité. Le débat n'a alors plus pour fonction de chercher juste, mais de marquer son territoire.

Il y a aussi une fatigue démocratique derrière cela. Beaucoup de citoyens arrivent à cette échéance avec un mélange de scepticisme, d'attente et de lassitude. Ils veulent croire que quelque chose peut changer, mais redoutent d'être encore déçus. Alors ils blindent leur parole. Ils se réfugient dans le sarcasme, l'opposition permanente, le rejet préventif. C'est une manière de ne pas espérer trop fort. Car espérer expose ; contredire protège. Dans ce sens, l'esprit de contradiction en politique n'est pas toujours une force critique. Il peut aussi être le masque d'une fragilité civique.

Le paradoxe, c'est qu'une démocratie a besoin du désaccord, mais pas de cette forme-là. Elle a besoin de contradiction argumentée, pas de contradiction compulsive. Elle a besoin de citoyens capables de dire non, certes, mais aussi capables de reconnaître un fait, une avancée, une compétence, même chez l'adversaire. Or, quand tout devient contestable par principe, plus rien n'est hiérarchisé. Le vrai, le faux, le probable, le discutable, tout se mélange. Et dans ce brouillard, ce ne sont pas les meilleurs arguments qui gagnent, mais les postures les plus simples, les plus bruyantes, les plus identitaires.

À mesure que l'échéance du 23 septembre approche, le vrai risque n'est donc pas seulement la polarisation partisane. C'est la dégradation silencieuse de nos conversations ordinaires. Car une élection ne se joue pas seulement dans les urnes, les états-majors ou les meetings. Elle se prépare aussi dans la qualité du débat quotidien : celui qui se tient autour d'un thé, dans une voiture, entre collègues, au détour d'une blague ou d'une dispute. Si tout y devient duel, soupçon et contradiction réflexe, alors le pays débat moins qu'il ne se défoule.

Peut-être est-ce là le véritable enjeu de cette pré-campagne marocaine : non pas supprimer le conflit, ce qui serait absurde, mais sortir du réflexe qui consiste à contredire avant même d'écouter. Une démocratie solide n'est pas un pays où tout le monde pense pareil. C'est un pays où l'on peut se contredire sans se caricaturer, débattre sans se haïr, et douter sans disqualifier. À la veille des législatives de septembre 2026, ce serait déjà un progrès considérable.



GOOD MORNING AMERICA

Quand l'Amérique fait son cinéma, même la fiction ne dépasse jamais la réalité.

Un banal film de guerre !

Le cinéma américain, c'était d'abord et avant tout les Western où, bizarrement, les cow-boys massacrent toujours les indiens, les présentant comme des voleurs et des sous-hommes qu'il est permis de tuer en toute impunité !

Bien sûr, en Amérique il y a les polars, les films policiers, les thrillers, les comédies, y compris musicales, la science-fiction etc.

Il est bien entendu que toute la panoplie des genres cinématographiques d'Amérique, le seul point commun, c'est que dans ce pays où des millions d'armes à feu sont en vente libre, la violence et le crime sont omniprésents dans les productions de Hollywood.

Le truc, c'est que les américains mettent beaucoup d'argent pour produire des films, ils utilisent énormément d'effets spéciaux et récoltent en général des bénéfices inégalés avec une industrie cinématographique super-puissante en propagande US, en moyens technologiques et en superproductions.

Dans tout ce registre, les films de guerre sont franchement un genre entièrement à part et une rubrique à part entière.

Si on laisse de côté les films qui évoquent l'Allemagne nazie et qui racontent une histoire sombre du vieux continent, les films remuant le couteau dans la plaie du traumatisme de la guerre du Vietnam font partie de cette Amérique qu'on aime.

Si vous n'avez pas encore vu "Platoon" d'Oliver Stone ou "Good morning Vietnam" de Barry Levinson, "Voyage au bout de l'enfer" de Michael Cimino ou "Apocalypse Now" de Francis Ford Coppola, les films les plus marquants sur le sujet, vous ne savez pas ce que vous avez raté même si les goûts et les couleurs ne se discutent pas.



Room

par **Hafid Fassi fihri**

Aujourd'hui, on pourrait avoir pour filmographie des films style "Génocide à Gaza", "Adieu Beyrouth", "Forrest Trump à Téhéran", voire carrément "Guerre Biblique contre Jihad islamique" !

Si vous êtes amateurs de cinéma, il sera désormais très difficile de vous convaincre que la réalité est toujours pire que la fiction. Les anciennes générations vous diront que lorsqu'on aime la vie on va au cinéma, aujourd'hui malheureusement il n'est plus nécessaire d'aller dans les salles obscures puisque nous sommes devenus des téléspectateurs qui regardent la guerre en direct sur les chaînes de télévision.

Il était une fois en Amérique..

Et pourtant, l'Amérique se raconte facilement en films. L'Amérique des cow-boys, y compris ceux du Congrès et de la Maison Blanche. L'Amérique de la mafia et des lobbies des armes.

L'Amérique de l'esclavage, du racisme et de la guerre de sécession ! L'Amérique des suprémacistes blancs depuis le Klux Klux Klan jusqu'aux trumpistes et évangélistes aujourd'hui. Honnêtement, si l'Amérique n'existait pas il aurait fallu, assurément et absolument, l'inventer ne serait-ce que pour son cinéma.

By Lody

Champion de l'actualité



**Pour une information rapide et fiable,
visitez notre site dès maintenant.**



www.lody.ma

À QUELQUES MOIS DES LÉGISLATIVES, QUE FONT VRAIMENT LES HOMMES POLITIQUES ?



par Adnane Benchakroun

À quelques mois d'élections législatives, les responsables politiques, officiellement, ils "vont à la rencontre des citoyens", "présentent leur bilan", "défendent un programme", "écoutent les attentes du terrain". Tout cela existe, bien sûr. Mais ce n'est que la partie visible du théâtre. En réalité, dans cette phase brève, tendue et souvent décisive, la politique devient un art de la compression : on compresse les messages, les alliances, les promesses, les peurs, les colères et parfois même les convictions.

Au Maroc, le calendrier est désormais connu : les prochaines élections des membres de la Chambre des représentants sont fixées au 23 septembre 2026.

Le cycle est donc enclenché, et il l'est d'autant plus que les textes électoraux ont déjà été ajustés et que le ministère de l'Intérieur a, depuis des mois, mis en avant la sécurisation du scrutin, la modernisation des listes et la lutte contre les fake news et les manipulations numériques.

Que font donc les politiques, au Maroc ou ailleurs, quand le scrutin approche ? Ils cessent d'être seulement des gouvernants, des opposants, des parlementaires ou des chefs de parti. Ils deviennent des gestionnaires d'atmosphère. Car une élection se joue moins sur un programme exhaustif que sur un climat : climat de confiance, de lassitude, de sanction, d'espoir ou de rejet. La dernière ligne droite ne sert pas à convaincre tout le monde. Elle sert à installer une humeur collective.

Le parti au pouvoir, ou la coalition majoritaire, entre alors dans un exercice toujours délicat. Il lui faut défendre son bilan sans paraître prisonnier de ce bilan. En clair : dire "nous avons agi", sans donner le sentiment d'être usé ; dire "nous avons de l'expérience", sans ressembler à une machine fatiguée ; dire "continuez avec nous", sans donner l'impression qu'il n'y a rien de neuf sous le soleil.

Ce dilemme n'est pas marocain, il est universel. En Grande-Bretagne, lors des élections générales de 2024, la question était formulée presque scolairement :

faut-il continuer avec le pouvoir en place ou tenter l'alternance ? L'Institute for Government relevait précisément cette opposition entre le récit de la "sécurité" et celui du "changement".

L'opposition, elle, vit le dilemme inverse. Elle doit apparaître crédible sans devenir terne, offensive sans paraître aventureuse, critique sans donner l'impression qu'elle n'existe que par la dénonciation.

À quelques semaines du vote, elle simplifie donc son offre. Elle choisit deux ou trois angles d'attaque maximum. Le pouvoir d'achat. Les inégalités. L'usure gouvernementale. L'éthique. L'école. La santé. Elle ne mène plus une bataille doctrinale ; elle cherche un point d'entrée émotionnel dans l'esprit de l'électeur. La politique, à ce stade, n'est plus une bibliothèque. C'est une poignée de portes qu'on essaie d'ouvrir avant l'adversaire.

Dans cette séquence, les candidats sillonnent le terrain, mais pas seulement pour "écouter". Ils viennent mesurer la température. Ils testent des phrases. Ils observent les visages. Ils repèrent les thèmes qui prennent et ceux qui tombent comme des cailloux mouillés.

Les meetings, les visites, les bains de foule, les cafés politiques, les micros tendus, tout cela sert évidemment à se montrer ; mais cela sert aussi à calibrer. Un bon professionnel de campagne n'écoute pas seulement ce que les gens disent. Il écoute ce qui les fait réagir.

À ce moment-là, les états-majors ne regardent pas seulement les sondages — quand ils existent, quand ils sont autorisés, quand ils circulent vraiment et non sous forme de rumeurs habillées en science. Ils regardent surtout les signaux faibles : le niveau de mobilisation des militants, la vitesse de diffusion d'un mot d'ordre, la tonalité des médias, l'apparition soudaine de thèmes parasites, la nervosité de l'adversaire.

Au Maroc, la sensibilité des pouvoirs publics à la désinformation et aux manipulations liées aux contenus trompeurs, y compris ceux facilités par l'IA, dit bien une chose : la bataille électorale moderne se joue aussi dans l'écosystème du faux, du montage, de la rumeur et de l'emballage algorithmique.

C'est d'ailleurs l'une des grandes transformations des campagnes contemporaines. Autrefois, à l'approche du scrutin, les partis accéléraient surtout dans les meetings, les affiches et les médias traditionnels. Aujourd'hui, ils investissent l'espace numérique comme un champ de bataille à part entière.

Des travaux sur les campagnes britanniques ont montré l'ampleur prise par la publicité ciblée, les groupes non partisans et les acteurs périphériques difficiles à identifier, au point de brouiller la lisibilité du débat public pour l'électeur ordinaire. En langage moins technocratique : on ne sait plus toujours qui parle, pour qui, et au service de quoi.

À quelques semaines des législatives, les politiques font donc cinq choses en même temps.

Ils resserrent leur récit. Fini les programmes de cent pages que personne ne lit, même dans les états-majors où l'on feint de les avoir lus. On condense. Une majorité dira : stabilité, bilan, crédibilité. Une opposition dira : correction, justice, changement. Ceux qui n'arrivent pas à résumer leur offre en quelques idées claires entrent vite dans le brouillard.

Ils sécurisent leur camp. Une élection se perd souvent d'abord dans sa propre maison. Il faut apaiser les frustrations, contenir les rivalités locales, distribuer les places sans trop de casse, empêcher les candidatures dissidentes, gérer les susceptibilités. La grande cuisine électorale sent rarement la rose ; elle sent plutôt le compromis de couloir, la main sur l'épaule et le sourire serré.

Ils dramatisent l'enjeu. Tout devient "historique", "décisif", "crucial pour l'avenir du pays". Il y a là une part de sincérité et une part de mécanique. Car plus une élection paraît importante, plus on espère mobiliser son électorat. Le but n'est pas seulement de convaincre. Le but est de faire sortir les siens de chez eux le jour du vote. Dans les derniers jours de campagne observés ailleurs, en France par exemple, la focalisation sur la participation, l'abstention et le silence électoral rappelle à quel point la bataille finale est aussi une bataille de mobilisation.

Ils gèrent le risque. À ce stade, un candidat ne cherche plus forcément le coup d'éclat. Il cherche à éviter la faute lourde. Une phrase maladroite, une vidéo sortie du placard, une investiture mal comprise, une alliance ambiguë, un scandale local, et plusieurs semaines de message peuvent être balayées en quarante-huit heures.

L'approche du scrutin rend les campagnes paradoxales : elles deviennent plus intenses et plus prudentes à la fois.

Enfin, ils préparent l'après, même lorsqu'ils jurent qu'ils ne pensent qu'au vote. Les partis imaginent déjà les coalitions possibles, les majorités de rechange, les lignes rouges de négociation, les portefeuilles rêvés, les concessions tolérables. Une campagne électorale n'est jamais seulement la compétition du présent ; c'est aussi la répétition générale des accords de demain.



Au Maroc, cette logique a une texture particulière. D'abord parce que les législatives de septembre 2026 arrivent dans un contexte où la question du bilan gouvernemental sera centrale, comme toujours lorsqu'un exécutif sollicite, directement ou indirectement, une forme de reconduction.

Ensuite parce que le débat public sera traversé par des sujets très concrets — pouvoir d'achat, confiance, services publics, fractures territoriales, emploi, moralisation de la vie politique — sur fond de surveillance accrue de l'intégrité du processus électoral.

Mais au fond, ici comme ailleurs, les femmes et les hommes politiques font à l'approche des législatives quelque chose de très humain, presque trop humain : ils tentent de reprendre la maîtrise du récit avant que le récit ne les emporte. Ils veulent imposer leur lecture du moment. Ils veulent décider si l'élection sera jugée sur l'inflation ou sur la stabilité, sur le bilan ou sur la promesse, sur la peur du saut dans l'inconnu ou sur la fatigue du déjà-vu.

Les meilleurs y parviennent parfois. Les plus habiles donnent le sentiment qu'ils accompagnent une humeur du pays, alors qu'ils essaient en réalité de la fabriquer. Les moins bons confondent agitation et stratégie. Ils multiplient les sorties, les slogans, les vidéos, les déplacements, les attaques, en croyant que le bruit fera la dynamique. Souvent, il ne fait que révéler la panique.

C'est pourquoi les dernières semaines avant les législatives sont si révélatrices. Elles déshabillent les partis. Elles montrent qui a une colonne vertébrale et qui n'a qu'un service communication. Elles montrent qui parle à la société telle qu'elle est, et qui parle encore à un PowerPoint intérieur. Elles montrent qui sait lire le pays réel, et qui continue à converser avec sa propre bulle.

Au fond, la question n'est pas seulement : que font les politiques à quelques semaines du vote ? La vraie question est plus rude : que révèle leur comportement de ce qu'ils feraient du pouvoir, ou de l'opposition, une fois les urnes refermées ?



LODJ

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...

www.pressplus.ma

LA COUPE DU MONDE DU PÉTROLE

La dépendance au pétrole et au gaz pourrait fatalement nous coûter encore très cher !

Des fractures et une facture !

On connaissait la guerre mondiale du CO2 avec la diplomatie de lutte contre les changements climatiques, là on est en pleine Coupe du Monde du pétrole, et accessoirement celle du gaz .

Avec l'ouragan géopolitique Trump qui impose aux marchés boursiers et financiers troubles et incertitudes, et qui inflige au cours du brut turbulences et instabilités, il est évident et flagrant que pour la majorité des pays de la planète la dépendance aux énergies fossiles est malheureusement bien installée.

Pire , cette dépendance est complexe et difficilement réversible ce qui fait que la facture économique et sociale sera très lourde vu que sortir du tout pétrole n'a pas été accompagné de stratégies et de plans adéquats et d'une vision sur le long terme.

Tout se passe comme si le pétrole était une ressource inépuisable !

Pourtant, depuis de longues années il était question de nouvelles énergies , renouvelables et propres , de transition écologique et de développement durable. Que de rendez-vous manqués !

Au Maroc, il y a eu des occasions et des opportunités ratées par les investissements publics et privés et également des promesses non-tenues par la stratégie nationale de développement des énergies renouvelables.

En dépit de méga-projets dans le solaire , et d'une part sans cesse croissante des énergies renouvelables dans le mix énergétique national, la facture énergétique demeure très lourde avec une dépendance encore assez pesante vis-à-vis des énergies fossiles.

Un modèle économique insoutenable ! ?

Tout se passe comme si le pétrole était une ressource inépuisable et les gisements de Gaza intarissables. et il y a urgence à amortir le choc pétrolier faute d'avoir pris les devants en amont !

Gouverner c'est prévoir et donc anticiper les imprévus au lieu de subir de plein fouet les impacts de la géopolitique en spéculant sur la capacité de résilience de la société marocaine.



Room

par **Hafid Fassi fihri**

Sorir de la dépendance aux énergies fossiles

Au risque de subir le coup de fouet d'un choc pétrolier retentissant , le Maroc ne pourra absolument pas faire l'économie ou l'impasse sur des réformes structurelles qui permettraient de sortir de la dépendance aux énergies fossiles !

Dans cette Coupe du Monde du pétrole, il y a des gagnants, des perdants et beaucoup de pays qui risquent la paralysie !

Gouverner c'est prévoir et donc anticiper les imprévus au lieu de subir de plein fouet les impacts de la géopolitique en spéculant sur la capacité de résilience de la société marocaine.

Des pénuries à anticiper !

A ce sujet, quel est le coût de cette conjoncture pour la balance commerciale, pour le budget de l'État et quels seront les impacts sur les chantiers de " l'état social" et ceux qui doivent, en principe, avoir pour ambition et pour finalité d'en finir avec le Maroc à plusieurs vitesses. !?

Ce qui est évident, c'est que la déflagration des cours du Brent va fatalement provoquer davantage de vulnérabilité économique, de fractures sociales , et va accélérer la fermeture de PME et TPE et la perte d'emploi !

Il y a un nouveau modèle de développement durable énergétique à réinventer sachant que cela cela peut mobiliser un gisement de croissance et d'emploi Du nucléaire civil, à l'hydrogène en passant par la solaire et l'éolien et le traitement des déchets pour les transformer en gaz , les solutions existent et le Maroc dispose d'un potentiel incroyable sur ce plan là.

Amortir le choc pétrolier

Nonobstant le temps perdu, il reste à mobiliser la volonté politique nécessaire afin de mettre fin à l'inertie et l'immobilier car il y a un tournant majeur à négocier et des crises à éviter avec lucidité et volontarisme.

Le pétrole est condamné à manquer et à devenir plus cher, aussi est-il question de prévenir une éventuelle fracture énergétique qui pourrait avoir des conséquences retentissantes sur la stabilité socio-économique du pays.

Dans cette Coupe du Monde du pétrole, il y aura des gagnants, des perdants et beaucoup de pays qui risquent la paralysie !

By Lodj



LA WEB TV

100% digitale
100% Made in Morocco



WWW.LODJ.MA

AVANT LES SLOGANS, L'OFFRE : LA VRAIE BATAILLE DES LÉGISLATIVES 2026



par Adnane Benchakroun

À voir la pauvreté stratégique de certains des discours partisans, on en viendrait presque à penser que les états-majors des partis politiques marocains auraient eu intérêt à assister aux Impériales Week 2026. Non pour y apprendre à mieux vendre une image ou à polir un slogan, mais pour y tirer une leçon autrement plus utile à l'approche de la campagne électorale de septembre 2026 : une élection ne se gagne pas seulement par la communication, elle se prépare d'abord par une compréhension fine des attentes réelles du pays. Dans un Maroc traversé par les inquiétudes sur le pouvoir d'achat, l'emploi, l'école, la santé et la confiance publique, la vraie question n'est plus de savoir quel parti parlera le plus fort, mais lequel saura construire l'offre politique la plus cohérente. À ce titre, certains forums consacrés au marketing stratégique semblent parfois produire plus de matière à réflexion que de nombreuses réunions partisans.

Législatives 2026 : et si les partis politiques s'inspiraient enfin du vrai marketing stratégique ?

À l'approche des élections législatives de 2026, les partis marocains multiplient déjà les signaux de présence, les messages calibrés et les démonstrations de force. Mais au-delà de la communication, une autre question se pose : savent-ils encore construire une offre politique à partir des attentes réelles des citoyens ? À bien y regarder, les méthodes du marketing stratégique pourraient leur offrir une leçon précieuse : en politique aussi, la forme ne peut plus remplacer le fond.

À chaque échéance électorale, le même réflexe réapparaît. Les états-majors s'activent, peaufinent les slogans, mobilisent les relais, soignent les apparitions médiatiques et investissent les réseaux sociaux. L'essentiel semble alors se jouer dans la visibilité, le rythme de campagne, la maîtrise du récit. Pourtant, cette lecture est souvent trompeuse. Une campagne ne devient pas convaincante parce qu'elle est omniprésente. Elle le devient lorsqu'elle repose sur une compréhension claire de ce que vit la société et sur une réponse politique lisible.

C'est précisément là que la notion de marketing, souvent réduite à tort à la publicité ou à la communication, mérite d'être réévaluée. Dans son sens le plus stratégique, le marketing ne consiste pas à vendre après coup une offre déjà conçue. Il consiste d'abord à définir cette offre à partir d'un besoin, d'un usage, d'une attente ou d'une frustration. Transposée au champ politique, cette idée change tout. Un parti ne devrait pas commencer par chercher comment séduire l'électeur, mais par comprendre ce qu'il doit réellement lui proposer.

Autrement dit, le vrai sujet n'est pas la campagne, mais la conception de l'offre politique elle-même.

Que veulent résoudre les partis ?
Quel problème prioritaire identifient-ils ?
À quelle réalité sociale répondent-ils ?

Pouvoir d'achat, emploi, école, santé, logement, défi territorial, ascension sociale, confiance dans l'action publique : voilà les terrains décisifs. Tant qu'un appareil politique ne part pas de ces attentes concrètes, il risque de produire des discours généraux, des promesses empilées et des programmes qui parlent beaucoup sans vraiment atteindre leur cible.

Cette approche impose aussi de revoir l'organisation interne des partis. Dans une logique stratégique, tout doit être cohérent. Le choix des candidats, le discours national, les priorités locales, la manière de parler aux jeunes, aux classes moyennes, aux zones rurales ou aux abstentionnistes ne peuvent plus être traités séparément. Une formation qui promet le renouvellement mais aligne toujours les mêmes profils envoie un message contradictoire. Une structure qui prétend écouter le terrain sans modifier ses pratiques internes finit par fragiliser sa propre crédibilité.

La politique contemporaine souffre justement de cette confusion entre image et offre. Beaucoup pensent encore qu'une bonne communication peut compenser des ambiguïtés, des retards, voire une absence de vision. C'est sans doute l'erreur la plus coûteuse. Car le citoyen d'aujourd'hui, plus exposé, plus sceptique et plus volatil, perçoit très vite la différence entre un discours habile et une proposition solide. Une campagne peut attirer l'attention quelques jours. Elle ne crée pas durablement la confiance si le contenu reste flou ou peu crédible.

Il y a là une leçon directe pour les législatives de 2026. Les partis qui entreront dans cette bataille avec seulement des outils de communication risquent de parler fort sans convaincre profondément. Ceux qui prendront le temps de bâtir une offre claire, hiérarchisée, compréhensible et adaptée aux priorités du pays disposeront d'un avantage bien plus durable. En d'autres termes, la politique gagnerait à emprunter au marketing sa dimension la plus sérieuse : non pas l'art d'embellir, mais l'art de décider à partir du réel.

Cette logique suppose enfin un changement culturel. Il ne suffit plus de mobiliser autour d'une identité partisane ou d'un héritage historique. Il faut démontrer une utilité concrète. Dans un paysage marqué par la défiance, l'abstention et la fragmentation des attentes, la question n'est plus seulement : « qui parle le mieux ? » Elle devient : « qui comprend le mieux le pays tel qu'il est, et qui propose la réponse la plus cohérente ? »



GÉNÉRATION Z : REINE DES RÉSEAUX, ANGLE MORT DES LISTES ÉLECTORALES

À moins de six mois des élections législatives prévues le 23 septembre 2026, le Maroc se retrouve face à un paradoxe politique de plus en plus visible.

D'un côté, une génération Z omniprésente dans l'espace numérique, ultra-connectée, expressive, rapide, inventive. De l'autre, une jeunesse qui demeure faiblement visible dans la mécanique électorale, au point de donner l'impression d'exister davantage dans les algorithmes que dans les listes électorales. Le sujet dépasse de loin la simple question de la participation. Il touche au lien même entre jeunesse, représentation et crédibilité du politique.

Les chiffres sur les usages numériques sont sans appel. L'ANRT montre que la fréquentation des réseaux sociaux tend désormais vers la généralisation parmi les internautes marocains, avec des niveaux qui frôlent les 100 % chez les plus jeunes. Pour les 15-24 ans, les réseaux ne sont plus un divertissement annexe : ils sont un espace de vie, de socialisation, d'information, d'identification et parfois même de projection professionnelle. DataReportal relève de son côté qu'au Maroc, on comptait début 2025 environ 21,3 millions d'identités d'utilisateurs sur Facebook, 13,1 millions sur Instagram, 14,6 millions sur TikTok et 21,1 millions sur YouTube. La jeunesse marocaine est donc bel et bien là, massivement présente, captée, mesurée, suivie, monétisée.

Mais cette visibilité numérique ne produit pas automatiquement une présence politique. C'est même tout l'inverse qui semble se dessiner. L'enquête L'Economiste-Sunergia publiée en janvier 2026 montre que 24 % des Marocains disent ne pas vouloir voter aux prochaines législatives, avec une abstention potentielle davantage marquée chez les 18-34 ans. Plus révélateur encore, parmi ceux qui disent ne pas vouloir voter, 53 % invoquent le manque de confiance dans les partis politiques, tandis que 10 % expliquent ne pas être inscrits. Cette donnée est politiquement lourde : le problème n'est pas seulement l'indifférence, mais une combinaison de défiance et de décrochage administratif.



par **Adnane Benchakroun**

Il serait trop facile d'en conclure que la génération Z est paresseuse civiquement, frivole ou absorbée par les écrans. Ce serait une lecture de confort pour un système politique qui peine à se remettre en question. En réalité, cette jeunesse n'est pas absente du débat public ; elle a simplement déplacé le débat public hors des formes classiques.

Elle s'exprime dans les commentaires, les formats courts, les vidéos, les codes viraux, les micro-communautés, les controverses en ligne.

Elle réagit vite, repère les contradictions, démonte les postures, compare les discours et ne s'encombre plus du respect automatique autrefois accordé aux structures partisanes.

Ce n'est pas une génération sans conscience politique. C'est une génération qui ne reconnaît plus spontanément la politique là où les institutions pensent encore la loger. Cette lecture est cohérente avec les résultats d'Afrobarometer, selon lesquels une forte part des non-inscrits ou non-votants invoque le désintérêt, le manque de temps ou la faible attractivité du processus électoral.

Le fond du problème est là : la génération Z marocaine a grandi dans un univers d'instantanéité, de comparaison permanente et de défiance envers les récits officiels. En face, elle trouve souvent une offre politique lente, verticale, rhétorique, parfois usée avant même d'être entendue.

Entre des jeunes qui consomment l'information en flux et des partis qui continuent à parler comme si la confiance allait de soi, le malentendu devient structurel. Les formations politiques croient encore qu'être visible en campagne suffit. Or la jeunesse ne demande pas seulement de la présence ; elle demande de la preuve, du sens, de la cohérence et, surtout, une utilité concrète.

Il faut ajouter à cela une donnée sociale décisive. Le rapport au vote n'est jamais séparé du rapport à l'avenir. Or au Maroc, les jeunes demeurent confrontés à des fragilités persistantes sur l'emploi, la formation et l'insertion.

Quand l'horizon économique est brouillé, la promesse électorale perd mécaniquement de sa force. Le problème de la sous-inscription des jeunes n'est donc pas seulement technique. Il est aussi existentiel : pourquoi entrer dans un jeu institutionnel quand on a le sentiment que les dés sont déjà pipés, ou que le résultat changera peu sa trajectoire réelle ? C'est ici que le numérique devient un refuge ambigu : il donne une scène, mais pas nécessairement un pouvoir.

Le plus inquiétant, politiquement, n'est pas que les jeunes désertent les partis. C'est que les partis semblent parfois accepter cette désertion comme un dommage collatéral. Pourtant, une démocratie qui perd sa jeunesse dans la phase d'inscription avant même le vote envoie un signal clair : elle ne réussit plus à fabriquer du consentement civique durable. Le jour où la génération la plus connectée du pays cesse de croire à l'utilité du bulletin, le risque n'est pas seulement une abstention élevée. Le risque est un basculement plus profond vers une citoyenneté intermittente, émotionnelle, discontinue, mobilisable sur un scandale mais peu investie dans la durée institutionnelle.



À l'approche du scrutin du 23 septembre, la question centrale n'est donc pas de savoir si la génération Z aime ou non la politique. Elle est de savoir si la politique marocaine, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, mérite encore d'être jugée crédible par cette génération. Car au fond, la jeunesse marocaine ne manque ni de voix, ni d'outils, ni d'énergie. Ce qui lui manque, de plus en plus, c'est la conviction que l'inscription, puis le vote, ouvrent réellement un chemin. Et c'est peut-être cela, la vraie crise : une génération surinformée, surexposée, surconnectée, mais encore sous-convaincue par la démocratie électorale telle qu'on la lui présente.

QUAND ORMUZ TOUSSE, LE MONDE ÉTERNUE... ET LE MAROC DOIT APPRENDRE À RESPIRER SEUL



Quand Ormuz tousse, le monde éternue... et le Maroc doit apprendre à respirer seul... Cette fois, la fièvre est retombée... Mais le thermomètre, lui, a parlé... En quelques jours à peine, la tension dans ce détroit lointain a suffi à faire vaciller les certitudes... marchés fébriles, baril en surchauffe, chaînes d'approvisionnement sous pression... Puis, soudain, la désescalade... Un cessez-le-feu, des négociations annoncées, et un retour fragile au calme... Le monde respire à nouveau...

Mais derrière ce répit diplomatique se cache une vérité plus profonde... il a suffi d'un simple frisson géopolitique pour révéler la vulnérabilité d'économies entières... Le Maroc, lui, n'a pas été spectateur... Il a été testeur malgré lui d'un système dont il dépend encore largement... un système où l'énergie, les flux commerciaux et les équilibres financiers se décident ailleurs... Car dans ce monde interdépendant, la distance ne protège plus... Elle ne fait que différer l'impact... Et ce que la crise d'Ormuz a brièvement suspendu, elle l'a surtout mis à nu... une dépendance silencieuse, mais structurelle...

Une crise évitée... mais révélatrice

Enfin, la pire n'aura pas eu lieu... À la dernière minute, Washington tempore, Téhéran ajuste, et le détroit d'Ormuz rouvre ses artères... Des semaines de répit arrachées à coups de calculs stratégiques et de diplomatie sous pression... Tout le monde respire... ou fait semblant...

Le Maroc, lui, applaudit la désescalade... Officiellement, Rabat salue le cessez-le-feu et soutient les négociations à venir, sous facilitation pakistanaise... Le message est clair... stabilité, dialogue, respect du droit maritime... Une ligne diplomatique classique, mesurée, irréprochable... Mais derrière la satisfaction officielle se cache une réalité moins confortable... il a suffi de quelques jours de tension à Ormuz pour rappeler au Maroc à quel point son économie reste exposée aux secousses des autres...

par **Mohammed Yassir Moulin**

Le vrai choc... la dépendance, pas la guerre

La crise n'a pas duré... Mais elle a suffi... Quelques navires ralentis, quelques primes d'assurance qui explosent, et déjà les prix de l'énergie s'affolent... Le baril grimpe, les marchés s'agitent, et la facture... elle ne négocie jamais... Pour le Maroc, la leçon est brutale... ce n'est pas la guerre qui menace le plus, c'est la dépendance... Car tant que plus de 90 % de l'énergie est importée, chaque tension géopolitique devient un impôt invisible... Un impôt payé à la pompe, au marché, sur la facture d'électricité... Un impôt sans vote, sans débat, mais avec des effets bien réels sur le pouvoir d'achat...

Une économie sous influence

On a longtemps cru que l'ancrage européen amortirait les chocs... En réalité, il les transmet... Quand Ormuz tremble, l'Europe ajuste... et le Maroc suit... Hausse des coûts, tension sur les importations, ralentissement des marchés partenaires... la dépendance est désormais en cascade... Même les secteurs dits "stratégiques" n'y échappent pas... Les engrais marocains, si demandés en temps de crise, reposent sur de l'ammoniac importé... Ainsi on exporte une richesse... fabriquée avec une dépendance...

Diplomatie lucide, économie à reconstruire

Sur le plan diplomatique, le Maroc joue juste... Appel à la paix, soutien aux négociations, attachement à la liberté de navigation... la ligne est cohérente, responsable, alignée avec ses intérêts... Mais la diplomatie ne suffit pas à protéger une économie vulnérable... Car garantir la libre circulation dans le détroit d'Ormuz, c'est bien... Ne plus en dépendre autant, c'est mieux...

Les leçons d'Ormuz... Urgence nationale

Cette crise éclair n'était pas un accident... C'était un avertissement... Un signal bref, mais suffisamment puissant pour révéler ce que l'on préfère souvent ignorer... la vulnérabilité n'est pas théorique, elle est structurelle... En quelques jours à peine, Ormuz a rappelé une évidence brutale... dans un monde où l'énergie circule sous tension, les économies dépendantes vivent sous perfusion... Le Maroc n'a pas été frappé par des missiles... mais par une réalité autrement plus persistante... celle d'un modèle encore trop exposé aux secousses extérieures...

Derrière le répit diplomatique, une certitude s'impose... les crises ne préviennent pas, elles testent... Et celle-ci a testé la capacité du Maroc à encaisser, à absorber, à anticiper... Dès lors, il ne s'agit plus de commenter l'événement, mais d'en tirer les conséquences... Car Ormuz n'est pas seulement un point sur la carte... c'est un révélateur stratégique...

Il impose désormais des choix clairs... Sécuriser l'énergie comme priorité nationale... Accélérer les renouvelables pour l'indépendance, pas seulement l'image... Constituer des réserves stratégiques pour amortir les chocs... Diversifier les partenaires pour éviter la dépendance unique... Relocaliser les chaînes critiques pour réduire l'exposition... Car dans un monde où un détroit peut faire vaciller une économie, la souveraineté n'est plus un horizon... c'est une condition de survie...

Respirer par soi-même

Quand Ormuz tousse, le monde éternue... mais le Maroc n'a plus le droit de tomber malade à chaque crise venue d'ailleurs... Mais cette fois, le pays a vu venir le virus... Il en a mesuré les symptômes, les fragilités, les dépendances... Alors la vraie question n'est plus de savoir si la prochaine crise viendra... elle viendra... Car un pays qui dépend des autres pour son énergie respire au rythme des crises du monde... Un pays qui investit dans sa souveraineté, lui, choisit son propre souffle... Et le jour où le Maroc respirera pleinement par lui-même, les secousses d'Ormuz ne seront plus des alertes... mais de simples bruits de fond dans un monde agité...

C'est un avertissement clair... la souveraineté ne se décrète pas, elle se construit... dans les choix énergétiques, dans l'anticipation, dans la capacité à transformer la dépendance en puissance... Car un pays qui attend que le monde se calme pour respirer... finit toujours par manquer d'air... Un pays qui investit dans son autonomie, lui, apprend à tenir debout même quand tout vacille...

Le Maroc n'a pas choisi les tempêtes du monde... Mais il peut encore choisir de ne plus en subir les vents... Et le jour où le Royaume maîtrisera pleinement son énergie, ses chaînes et ses équilibres, les détroits ne dicteront plus son destin... ils ne seront plus que des lignes lointaines sur la carte d'une nation souveraine, résiliente... et debout... Wa Salam Aleykoum wa Rahmatou Allah.



ÉLECTIONS 2026 : ET SI LA MANIÈRE DE PARLER AUX CITOYENS RÉVÉLAIT LE VRAI NIVEAU D'INTELLIGENCE POLITIQUE ?

À l'approche des législatives marocaines de septembre 2026, une question inattendue mérite d'être posée : et si l'on jugeait aussi les responsables politiques à leur intelligence émotionnelle ? Les psychologues expliquent depuis longtemps que certaines phrases simples révèlent bien plus qu'un tempérament : elles disent la capacité à écouter, à reconnaître une frustration, à poser une limite, à admettre une erreur ou à apaiser un conflit sans mépriser l'autre. Dans la vie privée comme au travail, sept formulations reviennent souvent chez les personnes dotées d'une forte intelligence émotionnelle. Transposées à la vie publique, elles deviennent un révélateur redoutable : car en politique aussi, il existe des mots qui calment, des mots qui blessent, des mots qui esquivent, et d'autres qui restaurent un minimum de confiance. À l'heure où les partis tentent de reconquérir un électorat jeune, volatile et souvent défiant, ces sept phrases pourraient bien en dire plus sur la maturité démocratique d'un candidat que cent meetings, mille affiches ou dix promesses de campagne.

À l'approche des élections législatives marocaines de septembre 2026, les partis préparent programmes, slogans, meetings et offensives numériques.

Mais derrière la bataille des promesses, une autre question mérite d'être posée : et si la manière de parler aux électeurs en disait plus long sur la maturité politique que les affiches, les clips et les grands discours ? Car en politique aussi, certains mots apaisent, d'autres braquent, certains rassemblent, d'autres humilient. Et dans un pays où la défiance vis-à-vis des partis reste forte, le langage n'est plus un détail : il devient un test de crédibilité.

On connaît tous ce responsable politique, ce candidat ou ce militant qui,



par Adnane Benchakroun

au lieu d'éclairer une tension, l'aggrave par arrogance, condescendance ou agressivité. À l'inverse, il arrive parfois qu'une phrase simple, posée calmement, change complètement le climat d'un débat. Non pas parce qu'elle est spectaculaire, mais parce qu'elle reconnaît l'autre au lieu de l'écraser. Ce que la psychologie appelle intelligence émotionnelle pourrait, transposé à la vie publique, devenir une forme d'intelligence politique relationnelle : la capacité à comprendre la colère sociale, à entendre la frustration des citoyens, à répondre sans mépris, à convaincre sans infantiliser.

Le Maroc de 2026 n'est plus celui où la communication politique pouvait se contenter d'être verticale. Les citoyens, notamment les plus jeunes, scrutent les postures, dissèquent les déclarations, repèrent les contradictions et sanctionnent vite les maladroites. Le problème n'est donc plus seulement de parler beaucoup. Il est de parler juste. Car un responsable politique qui ne sait pas reconnaître un malaise, admettre une limite, écouter une douleur sociale ou fixer un désaccord sans insulte, révèle souvent quelque chose de plus profond : une incapacité à gouverner la relation avec le pays réel.

Si l'on adapte à la politique les mécanismes observés dans la psychologie des relations, plusieurs formulations deviennent particulièrement révélatrices. La première serait une phrase rare dans la bouche des appareils politiques :

“Nous avons entendu votre colère.” Elle semble élémentaire, presque banale, mais elle est en réalité révolutionnaire. Car elle suppose qu’on ne réponde pas immédiatement à la critique par le déni, la diversion ou l’attaque. Dans un contexte électoral, reconnaître la colère sociale ne signifie pas s’y soumettre aveuglément ; cela signifie cesser de traiter le mécontentement comme une faute morale de l’électeur.

Deuxième formulation essentielle : “Sur ce point, nous avons échoué et nous devons corriger.” Dans beaucoup de cultures partisanes, l’aveu d’erreur est perçu comme un aveu de faiblesse. En réalité, c’est souvent l’inverse. L’électeur contemporain supporte de moins en moins les récits autosatisfaits. Il sait que tout gouvernement, tout élu, tout parti produit aussi des déceptions. Ce qu’il attend, ce n’est pas la perfection ; c’est un minimum de lucidité. La parole politique gagne parfois plus à reconnaître un défaut qu’à maquiller une impasse derrière une avalanche de chiffres.

Troisième phrase révélatrice : “Je comprends que vous ne nous croyiez plus automatiquement.” Voilà une formule politiquement adulte. Elle traduit une vérité simple : la confiance ne se décrète plus. Elle se reconstruit. Pendant longtemps, la politique a parlé comme si sa légitimité allait de soi. Or ce temps est révolu. Les citoyens veulent être convaincus, pas sommés d’adhérer. Un parti qui comprend cela entre déjà dans un rapport plus moderne avec l’opinion.

Quatrième formule décisive : “Nous ne sommes pas d’accord, mais vous avez le droit d’être inquiet.” C’est probablement l’une des phrases qui manque le plus à la vie publique marocaine, comme ailleurs. Le débat politique s’abîme souvent dans une logique binaire : qui critique devient suspect, qui doute devient accusé d’arrière-pensée, qui proteste devient caricaturé. Pourtant, reconnaître l’inquiétude d’un citoyen, même sans partager son diagnostic, est une marque de solidité démocratique. C’est refuser de transformer chaque désaccord en hostilité.

Cinquième phrase : “Nous ne pouvons pas tout promettre.” Dans une campagne électorale, cette phrase semble suicidaire. Et pourtant, elle pourrait être l’une des plus intelligentes. Le grand mal de la communication politique contemporaine est peut-être là : vouloir séduire par l’excès, en promettant plus que ce que l’État, les finances publiques ou les rapports de force permettent réellement. Dire la limite, c’est prendre un risque électoral immédiat. Mais c’est peut-être aussi préparer une parole publique plus adulte, moins théâtrale, moins inflationniste, moins décevante après le scrutin.

Sixième formulation : “Votre vote ne nous appartient pas.” C’est une manière de rappeler que le citoyen n’est pas un cheptel électoral, encore moins une simple cible sociologique. Trop de discours parlent aux jeunes, aux classes moyennes, aux ruraux, aux femmes ou aux abstentionnistes comme à des segments marketing.

Or la politique commence peut-être par un respect élémentaire : reconnaître que l’électeur est libre, méfiant, changeant, parfois déçu, et qu’il n’a aucune obligation morale de suivre ceux qui le sollicitent.

Enfin, une dernière phrase devrait s’imposer dans toute campagne sérieuse : “Nous serons jugés sur ce que nous faisons, pas sur ce que nous affichons.” C’est probablement la formule la plus difficile à prononcer sincèrement dans un univers saturé de communication. Mais c’est aussi la plus nécessaire. Car l’époque a changé. Les images circulent vite, les slogans vivent peu, les promesses vieillissent en quelques jours. Ce qui reste, au fond, c’est la cohérence entre la parole et l’action.

Au Maroc, les élections de septembre 2026 ne se joueront pas seulement sur les programmes, ni même sur les alliances. Elles se joueront aussi sur le style de relation que les partis proposeront aux citoyens. Continueront-ils à parler comme avant, avec ce mélange de certitudes, de langage fabriqué et de promesses abstraites ? Ou accepteront-ils enfin une parole plus humble, plus responsable, plus lucide sur l’état du pays et sur leurs propres limites ?

Car il faut peut-être renverser la perspective : la vraie intelligence politique, aujourd’hui, n’est pas celle qui sait dominer la scène. C’est celle qui sait ne pas humilier le public. Dans un pays travaillé par les attentes sociales, les fractures territoriales, la fatigue civique et la montée d’une jeunesse plus connectée que politisée, les mots ne sont jamais neutres. Ils révèlent le rapport réel au citoyen.

Et si, au fond, la campagne de 2026 devait être jugée d’abord sur cela : non pas qui parle le plus fort, mais qui parle enfin aux Marocains comme à des adultes ?



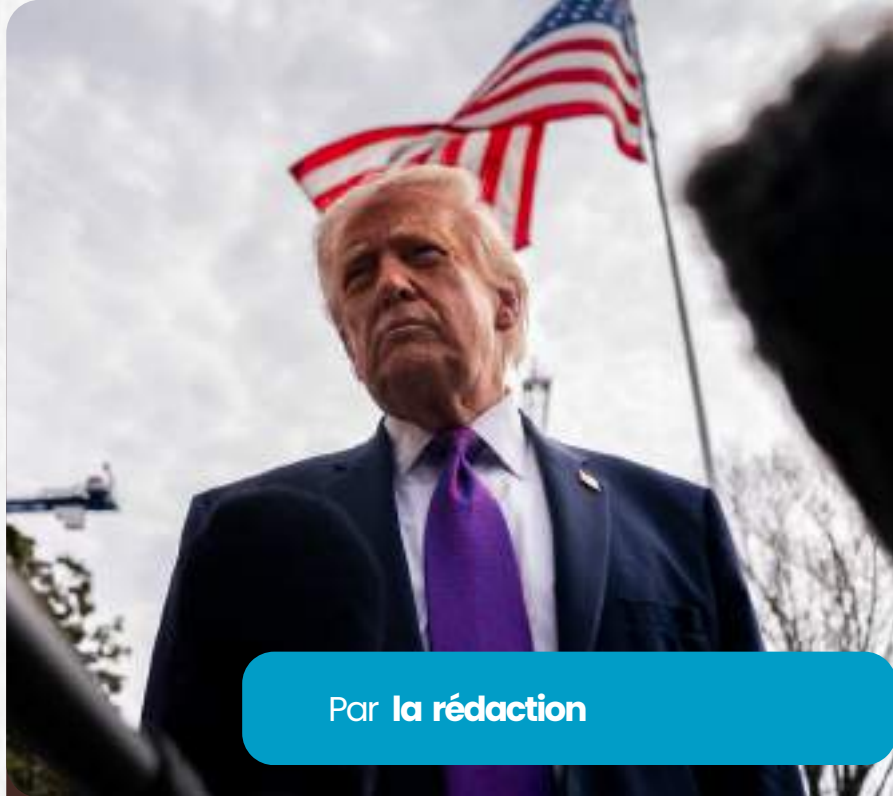
TRUMP, NETANYAHU, L'IRAN: CE QUE RÉVÈLE VRAIMENT LE RÉCIT EXPLOSIF DU NEW YORK TIMES

« Operation Epic Fury is approved. No abortions. Good luck. »

Le papier du New York Times signé Jonathan Swan et Maggie Haberman n'est pas un simple article de plus sur la guerre contre l'Iran. Il s'impose déjà comme l'un des récits les plus dévastateurs publiés sur Donald Trump depuis le début du conflit, parce qu'il ne décrit pas seulement une décision militaire: il raconte une méthode de gouvernement. Une méthode où l'intuition présidentielle, la pression israélienne, la déférence des conseillers et la faiblesse du contrôle institutionnel semblent avoir pesé plus lourd qu'une véritable stratégie de sortie. Plusieurs éléments clés de ce récit ont été repris de manière convergente par d'autres médias, ce qui donne au fond de l'enquête une solide crédibilité, même si certaines citations précises restent dépendantes des sources internes du Times.

Le point de départ est désormais connu. Selon le récit relayé ce 9 avril, Benjamin Netanyahu aurait présenté à Donald Trump, le 11 février, dans la Situation Room, un scénario en plusieurs actes : décapiter le sommet du régime iranien, affaiblir radicalement son appareil militaire, provoquer une révolte populaire, puis ouvrir la voie à un nouveau pouvoir. Le détail qui a frappé Washington est moins le plan militaire que son emballage politique : Netanyahu aurait même montré une vidéo avec les "futurs dirigeants" de l'Iran. La phrase attribuée à Trump, "Sounds good to me", est devenue le symbole d'une décision d'une gravité extrême prise sur un mode presque désinvolte. La Dépêche du Midi, qui reprend longuement le contenu du New York Times, confirme cette séquence et l'interprète comme le moment où le président américain a choisi d'ignorer les doutes autour du scénario israélien.

Le cœur accablant du dossier n'est cependant pas là. Il est dans le fait que les objections n'ont pas manqué. Selon les reprises du récit, la CIA et plusieurs responsables américains ont très vite démolé la partie la plus ambitieuse du plan : l'idée d'une révolution populaire suivie d'un changement de régime. Cette projection aurait été jugée fantaisiste, voire "farcical", par les responsables du renseignement. D'après les versions rapportées dans la presse, Marco Rubio aurait résumé la chose dans un langage beaucoup plus cru.



Par la rédaction

En clair, l'administration américaine n'aurait pas été trompée par ignorance; elle aurait été avertie, puis aurait choisi d'avancer quand même. C'est ce point qui change tout politiquement: il ne s'agirait plus d'une erreur d'appréciation initiale, mais d'une décision prise malgré une lecture critique interne.

Un autre enseignement du papier concerne la place de JD Vance. Le vice-président apparaît comme celui qui a vu le plus clairement les risques politiques et stratégiques: possible fracture de la coalition trumpiste, danger majeur autour du détroit d'Ormuz, imprévisibilité des représailles iraniennes dès lors que la survie du régime est perçue comme menacée. Mais le récit le montre aussi rattrapé par la logique du pouvoir trumpien: après avoir mis en garde, il se range. Son attitude n'est donc pas celle d'un contre-pouvoir, mais celle d'un opposant interne qui finit par s'aligner. Dans cette mécanique, Susie Wiles s'inquiète sans peser, et le général Dan Caine décrit les risques sans poser de veto. Tout le monde voit le danger mais personne n'enraye la machine.

L'autre élément décisif est que le mode opératoire final n'est pas une pure reconstruction journalistique. La formule attribuée à Trump — « Operation Epic Fury is approved. No aborts. Good luck. » — a été reprise publiquement dans des comptes rendus d'ABC News et d'autres médias couvrant l'opération militaire elle-même. ABC rapporte que cet ordre a bien servi de déclencheur à une offensive préparée de longue date. Cela ne valide pas mécaniquement chaque dialogue rapporté par le New York Times, mais cela confirme un fait majeur: la décision finale a été donnée dans un format extrêmement bref, direct et presque clinique, loin de l'image d'une délibération longue, contradictoire et solennelle.

Ce récit devient encore plus lourd quand on le replace dans son environnement institutionnel. Depuis le début de cette guerre, le Congrès tente par intermittence de reprendre la main sur les pouvoirs de guerre du président. Reuters a rapporté le 8 avril un nouveau vote au Sénat sur une résolution visant à limiter la capacité de Trump à poursuivre ou relancer l'escalade contre l'Iran sans aval parlementaire. Certes, le Sénat avait déjà soutenu Trump début mars en bloquant une précédente tentative de restriction. Mais le retour de cette bataille institutionnelle montre que la légitimité constitutionnelle de l'engagement militaire reste contestée, y compris au cœur du système américain. Autrement dit, le reproche formulé par les critiques — une entrée en guerre sans vote clair du Congrès ni débat stratégique transparent — ne relève pas de la surenchère militante; il correspond à une vraie fracture à Washington.

Le moment de publication compte aussi. Ce papier ne sort pas dans un contexte de victoire limpide. Reuters rapporte qu'une trêve de deux semaines a été annoncée le 7 avril, au terme de plus de cinq semaines de frappes, tandis que Trump dit désormais vouloir discuter avec Téhéran de coopération et de sanctions. Ce décalage entre la brutalité de l'entrée en guerre et le recentrage diplomatique renforce l'effet politique du récit. Si les objectifs initiaux étaient aussi ambitieux que décrits — affaiblissement stratégique, pression sur le régime, bascule politique interne — alors le passage actuel à une logique de cessez-le-feu et de négociation laisse entendre que les fins de guerre sont moins nettes que les buts de guerre n'étaient spectaculaires.

La conclusion, à ce stade, est simple. Oui, le récit publié autour de Trump et de l'Iran est une bombe. Non pas seulement parce qu'il est humiliant pour le président américain, mais parce qu'il met à nu une architecture décisionnelle inquiétante: un allié israélien qui "survend" son scénario, des experts américains qui le démontent, des conseillers qui hésitent sans bloquer, un Congrès contourné, et un président qui tranche dans un style de commandement ultra-personnel.

La vraie question n'est donc plus seulement: "Trump a-t-il eu tort ?" Elle devient: un système démocratique peut-il entrer en guerre de cette manière sans s'exposer à une crise de légitimité durable ?



CAMPAGNE DE DÉCEPTION : LA CIA A TROMPÉ, REPÉRÉ, VALIDÉ ET L'ARMÉE AMÉRICAINE A EXTRAIT LE PILOTE AMÉRICAIN

Pendant quelques heures, l'opération a été racontée comme un récit de guerre presque cinématographique : un appareil américain abattu au-dessus de l'Iran, un membre d'équipage récupéré, un second homme porté disparu, puis une extraction à haut risque derrière les lignes ennemies. Mais derrière la dramaturgie officielle, une question s'impose : quel a été, exactement, le rôle de la CIA dans cette récupération ?

Les éléments publics convergent sur un point central : l'agence n'a pas conduit le sauvetage militaire lui-même, mais elle a joué un rôle décisif dans la désorientation des forces iraniennes, la localisation du pilote isolé et la validation des informations avant le feu vert final donné à l'opération.

Pilote américain récupéré en Iran : ce que la CIA a vraiment fait, et ce qu'elle ne dit pas

Le noyau factuel est désormais relativement clair. Après la chute d'un F-15E américain au-dessus de l'Iran au début d'avril 2026, les deux hommes à bord se sont éjectés. L'un a été récupéré rapidement. Le second, officier système d'armes selon plusieurs médias américains, est resté bloqué en territoire iranien, blessé, en fuite, alors que les forces iraniennes lançaient elles aussi des recherches. Reuters décrit un militaire caché dans une anfractuosité montagneuse après une blessure à la cheville, tandis que d'autres récits évoquent près de deux jours d'évasion avant sa récupération.

C'est à ce moment que la CIA entre dans l'histoire. Selon Reuters, l'agence a mené une campagne de déception destinée à faire croire, à l'intérieur de l'Iran, que les Américains avaient déjà retrouvé l'aviateur disparu et qu'ils l'exfiltraient par une autre voie. L'objectif n'était pas seulement psychologique. Il s'agissait de détourner les recherches iraniennes, de disperser leur attention et, surtout, de gagner quelques heures critiques. Ce point est important, car il replace la CIA dans sa fonction réelle : non pas celle d'un commando, mais celle d'un service chargé de manipuler l'environnement informationnel pour créer une fenêtre opérationnelle.

Le deuxième volet de son rôle concerne la localisation. Sur ce point, les autorités américaines entretiennent volontairement le flou. Axios rapporte que la CIA a mobilisé des "capacités uniques" pour retrouver le militaire. TIME parle d'une technologie spéciale utilisée pour confirmer sa position. D'autres récits insistent sur l'importance d'un signal de détresse émis par le survivant, puis de la capacité américaine à distinguer un signal authentique d'un leurre ou d'une interception ennemie. Ce que l'on peut affirmer sérieusement, c'est que la CIA a participé à la réduction de l'incertitude :



Par la rédaction

elle a aidé Washington à passer d'une disparition dans un espace hostile à une position exploitable par les forces spéciales. Les détails techniques, eux, restent hors champ, et il faut résister à la tentation d'habiller ce vide avec des récits trop spectaculaires.

Le troisième rôle de la CIA a été celui de la validation. Dans ce type de mission, l'erreur la plus coûteuse serait de lancer une extraction sur la base d'un faux contact, d'un signal manipulé ou d'un piège. Reuters souligne que l'aviateur a dû authentifier son identité avant que les secours ne se rapprochent vraiment. Cela signifie que les services américains, CIA comprise, n'ont pas seulement cherché un homme ; ils ont d'abord cherché à s'assurer qu'ils ne fondaient pas dans une embuscade. Cette phase discrète est moins visible que l'assaut final, mais elle est souvent celle qui décide de la réussite ou de l'échec.

Une fois cette séquence d'ombre achevée, le centre de gravité de l'opération bascule vers le Pentagone. Les informations recueillies ont été transmises aux décideurs civils et militaires, puis les forces spéciales américaines ont mené l'extraction proprement dite. Axios, Reuters et Defense News convergent sur ce point : le sauvetage physique a été conduit par des unités militaires, sous couverture aérienne et avec d'importants moyens de soutien. La CIA a donc préparé le terrain ; elle n'a pas été la main qui a saisi le pilote, mais l'œil qui a permis de le retrouver au bon moment et le brouilleur qui a empêché, autant que possible, l'adversaire de comprendre ce qui se jouait réellement.

L'autre enseignement, plus politique, tient à la mise en récit immédiate de l'affaire par l'exécutif américain. Reuters relève que Donald Trump a utilisé ce sauvetage pour réinscrire une guerre très contestée dans un registre héroïque et maîtrisé. Autrement dit, l'opération n'a pas seulement été militaire ; elle a été presque instantanément transformée en séquence de communication stratégique. Cela ne signifie pas que les faits soient faux. Cela signifie que leur exposition publique sert aussi une fonction intérieure : montrer de la compétence, de l'autorité, et redonner une image de contrôle à une administration sous pression.

Il faut aussi noter que l'opération aurait pu très mal tourner. Reuters rapporte des problèmes mécaniques sur certains appareils engagés, obligeant les États-Unis à improviser dans les dernières phases de l'exfiltration et à détruire sur place certains équipements pour éviter qu'ils ne tombent aux mains de l'Iran. Ce détail casse l'image d'une machine américaine parfaite. Il rappelle qu'une opération de sauvetage, même appuyée par une supériorité technologique écrasante, reste un pari. La CIA a pu ouvrir une brèche informationnelle ; encore fallait-il que la mécanique militaire tienne jusqu'au bout.

Au final, l'histoire qui se dessine est moins mythique qu'il n'y paraît, mais plus instructive. La CIA n'a pas "sauvé" seule le pilote américain. Elle a plutôt fabriqué les conditions de possibilité de son sauvetage : brouiller l'adversaire, confirmer le survivant, affiner sa localisation, transmettre une image assez fiable de la situation pour justifier un engagement immédiat des forces spéciales. C'est précisément ce que font les services de renseignement dans les guerres modernes : ils ne remplacent pas la force, ils l'orientent. Et dans cette affaire, ce travail invisible a peut-être été la vraie clé de toute l'opération.

Le point de prudence, enfin, reste essentiel. Une partie des détails disponibles provient de responsables américains, dans un contexte de guerre et de communication intense. Les grandes lignes sont corroborées par plusieurs sources sérieuses. En revanche, les récits très technologiques ou les formulations trop romanesques doivent être traités avec distance tant qu'aucune documentation indépendante plus complète n'est disponible. Pour l'instant, la version la plus solide est simple : la CIA a trompé, repéré, validé ; l'armée américaine a extrait.



UN PLAN EN DIX POINTS : UN TEXTE SANS VERSION OFFICIELLE, UNE NÉGOCIATION SOUS BROUILLARD

Que contient exactement ce plan iranien, et jusqu'où Washington est-il prêt à aller pour l'accepter ?

Au fond, la question n'est plus seulement de savoir s'il y a un plan. Oui, il y en a un. La vraie question est : quel plan, dans quelle version, et pour quelle mise en scène stratégique ?

Depuis plusieurs heures, un « plan en dix points » flotte dans l'espace médiatique comme une promesse de sortie de crise entre Washington et Téhéran. Donald Trump l'a jugé « intéressant », puis l'a présenté comme une base « praticable » pour aller vers une discussion plus large. Sur le papier, cela ressemble à un tournant diplomatique. En réalité, plus on s'approche du dossier, plus une vérité s'impose : il existe bien une proposition iranienne structurée, mais la version exacte du texte, celle qui circule publiquement, celle qui a été effectivement transmise aux Américains et celle qui est réellement négociée ne semblent pas se confondre. Et c'est précisément là que commence le vrai sujet.

Le premier fait solide, lui, est connu. Les États-Unis et l'Iran ont accepté une trêve de deux semaines, sous médiation pakistanaise, dans un contexte de tension extrême autour du détroit d'Ormuz et après plusieurs semaines de confrontation militaire directe. Trump a présenté cette pause comme le fruit d'un rapport de force favorable à Washington, affirmant que les objectifs américains avaient été atteints. Mais dans le même temps, Reuters rapporte que cette trêve reste suspendue à des conditions lourdes, notamment la circulation par Ormuz et l'ouverture de négociations à Islamabad. Nous ne sommes donc pas devant un accord de paix. Nous sommes devant une suspension armée, fragile, conditionnelle, tactique.

Le deuxième fait, plus trouble, concerne ce fameux plan en dix points. Les médias ont relayé l'idée d'une offre iranienne détaillée, articulée autour de garanties de non-agression, de compensation, de levée des sanctions, de reconnaissance de certains droits iraniens, et d'autres clauses potentiellement explosives sur le nucléaire et l'architecture sécuritaire régionale. Or Reuters, qui confirme bien l'existence de préconditions iraniennes pour une paix durable, reste plus prudent sur le contenu exhaustif. Cela signifie une chose simple : le « plan » existe, mais sa matérialité publique reste partielle.



Par la rédaction

On en parle beaucoup, on le cite partout, mais personne ne peut encore prétendre montrer une version de référence incontestable.

Autrement dit, nous sommes face à un texte politique sans édition stabilisée. Et ce n'est pas une anomalie secondaire. C'est une méthode. Dans ce type de séquence, chaque acteur publie moins un document qu'un rapport de force mis en récit. L'Iran a intérêt à exhiber des exigences élevées pour transformer une pause militaire en victoire diplomatique. Trump, lui, a besoin de vendre à son opinion l'idée qu'il n'a pas reculé mais imposé une négociation.

Le Pakistan, médiateur inattendu mais désormais central, a intérêt à valoriser sa capacité d'intermédiation régionale. Dans un tel cadre, le texte n'est pas seulement un support de négociation. Il devient un objet de communication, un ballon d'essai, une arme psychologique.

C'est pourquoi le flou ne doit pas être lu comme une faiblesse du processus, mais comme l'une de ses composantes. Quand Trump parle d'un plan « intéressant » sans en détailler l'ossature, il laisse toutes les portes ouvertes. Quand les relais iraniens laissent filtrer des points plus ambitieux, ils testent les lignes rouges américaines et parlent aussi à leur opinion interne. Et quand la Maison-Blanche laisse entendre que les sujets les plus sensibles seraient en voie de règlement sans produire de texte consolidé, elle tente surtout de figer un récit : celui d'une désescalade contrôlée par Washington. La diplomatie contemporaine n'avance plus seulement par documents signés, mais par versions concurrentes, fuites organisées et ambiguïtés utiles.

Le problème, cependant, est que cette brume diplomatique masque des angles morts stratégiques majeurs. Le premier, c'est Israël. Reuters note que la trêve américano-iranienne ne couvre pas le Liban et que les opérations israéliennes s'y poursuivent. Autrement dit, même si Washington et Téhéran desserrent temporairement l'étau, la conflictualité régionale, elle, reste active.

Le deuxième angle mort concerne le nucléaire. Trump affirme que la question de l'uranium sera « parfaitement prise en charge », mais sans préciser selon quelle formule, selon quel contrôle, ni sur quelle base politique. Le troisième concerne les sanctions : on sait, depuis les échanges antérieurs entre Washington et Téhéran, que leur levée, leur séquençage et leur réversibilité sont parmi les sujets les plus difficiles.

Au fond, la question n'est plus seulement de savoir s'il y a un plan. Oui, il y en a un. La vraie question est : quel plan, dans quelle version, et pour quelle mise en scène stratégique ? Tant qu'aucun texte consolidé, assumé par les deux camps, n'est rendu lisible, le « plan en dix points » restera moins une feuille de route qu'un terrain de projection. Chacun y voit ce qu'il veut : une percée, une manœuvre, une sortie honorable, ou un piège diplomatique. C'est pourquoi le scepticisme s'impose, non par cynisme, mais par méthode. Dans cette affaire, le brouillard n'est pas autour de la négociation. Il est dans la négociation elle-même.



TRÊVE PROVISOIRE : POURQUOI LE PAKISTAN ET POURQUOI MAINTENANT ?

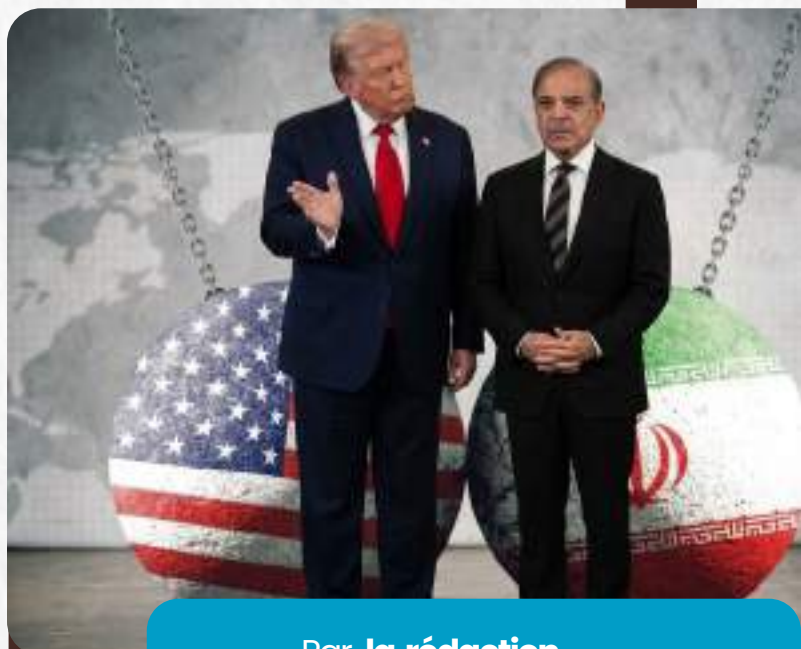
Dans cette guerre qui a brutalement redessiné le Moyen-Orient depuis la fin février, le choix du Pakistan comme médiateur n'a rien d'un détail logistique.

Il dit beaucoup de l'état du rapport de force. Si Washington et Téhéran ont accepté une trêve provisoire de deux semaines et l'ouverture de discussions à Islamabad à partir du 10 avril 2026, c'est parce qu'aucun autre acteur régional ne réunissait à ce point trois qualités devenues rares : parler encore aux Iraniens, rester audible aux Américains et garder des canaux ouverts avec les autres puissances influentes du moment, de Riyad à Pékin.

Le Pakistan n'est pas neutre, mais il est acceptable. C'est ce qui fait sa valeur dans cette séquence. Avec l'Iran, il partage près de 900 kilomètres de frontière, une histoire diplomatique ancienne, des liens religieux et une familiarité géopolitique que peu de capitales peuvent revendiquer. Islamabad représente même certains intérêts iraniens à Washington, faute d'ambassade iranienne aux États-Unis. Pour Téhéran, cela change tout : négocier via le Pakistan, ce n'est pas passer par un pays perçu comme hostile ou inféodé à l'Occident. C'est choisir un voisin qui comprend les codes de la République islamique sans être son allié automatique.

Mais le Pakistan compte aussi parce qu'il reste connecté à Washington. Reuters souligne que cette remontée diplomatique doit beaucoup au chef de l'armée pakistanaise, Asim Munir, devenu ces derniers mois un interlocuteur de poids pour Donald Trump. Dans ce type de crise, les relations institutionnelles ne suffisent pas ; les canaux personnels pèsent souvent davantage que les déclarations officielles. Islamabad a donc offert aux Américains un terrain de discussion ni humiliant, ni trop exposé politiquement. Un lieu où l'on peut tester une désescalade sans donner l'impression de reculer publiquement.

Pourquoi l'Iran accepte-t-il ce cadre ? Parce qu'il lui permet de sortir de la séquence militaire sans apparaître en position de reddition. Selon plusieurs sources, Téhéran arrive à Islamabad avec un plan en dix points, qui ne se limite pas à l'arrêt des frappes : il touche aussi aux sanctions, aux avoirs gelés et au contrôle du détroit d'Ormuz. Autrement dit, l'Iran cherche à transformer une pause militaire en négociation politique plus large. Ce n'est pas seulement un cessez-le-feu ; c'est une tentative de convertir la résistance en levier diplomatique. Dans cette logique, Islamabad offre un décor plus favorable que Genève ou une capitale occidentale.



Par la rédaction

Le "pourquoi maintenant" est tout aussi révélateur. La guerre commençait à coûter trop cher à tout le monde. Le point critique restait le détroit d'Ormuz, passage vital pour les flux énergétiques mondiaux. Reuters rapporte que la trêve a été annoncée à l'approche d'une échéance liée à sa réouverture partielle, alors que les marchés pétroliers, les chaînes d'approvisionnement et plusieurs équilibres régionaux étaient sous tension. Quand une guerre menace non seulement des armées mais aussi l'architecture énergétique mondiale, les calculs stratégiques changent très vite. La diplomatie réapparaît alors non par idéal, mais par nécessité.

Pour le Pakistan lui-même, cette médiation est aussi un investissement politique. Le pays traverse des fragilités économiques, dépend des routes énergétiques régionales et cherche à retrouver un statut international plus valorisant après une période de marginalisation. Réussir là où d'autres capitales n'ont pas percé permet à Islamabad de se repositionner comme puissance de contact, utile à la fois aux Américains, aux Iraniens et aux grandes capitales asiatiques. La Chine, notamment, a soutenu un rôle pakistanaise dans la désescalade, ce qui renforce encore la centralité d'Islamabad dans ce moment précis.

Il faut toutefois garder une réserve. Cette séquence ne signifie pas que le Pakistan devient l'arbitre du Moyen-Orient. Elle montre surtout qu'en temps de guerre, la valeur d'un pays se mesure à sa capacité à rester fréquentable pour des adversaires irréconciliables. Islamabad a trouvé sa fenêtre parce que ni Washington ni Téhéran ne pouvaient obtenir, à ce stade, une victoire nette sans prendre des risques encore plus grands. Le Pakistan apparaît donc moins comme un sauveur que comme un passage obligé. Et c'est précisément pour cela qu'il est, aujourd'hui, au centre du jeu.

Le chef de la diplomatie pakistanaise, Ishaq Dar, a multiplié les échanges téléphoniques avec plusieurs ministres des Affaires étrangères de la région dans la soirée de mardi à mercredi, alors que circulaient des signaux de rapprochement entre Washington et Téhéran. D'après le ministère pakistanais des Affaires étrangères, ces contacts ont concerné notamment le Maroc, l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Turquie.



Si le Maroc ne figure pas parmi les pivots directs de cette médiation, à la différence du Pakistan, de l'Égypte ou de la Turquie, sa présence dans cette séquence diplomatique reste loin d'être symbolique. Elle traduit la place singulière que Rabat occupe comme interlocuteur jugé sérieux, mesuré et fiable. Dans une période marquée par de fortes tensions régionales, être associé à ce type de consultations revient à reconnaître au Royaume une crédibilité politique et une capacité de stabilité qui dépassent son rôle immédiat dans les négociations.

كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodj

DEBATS

Adnan
Debbarh



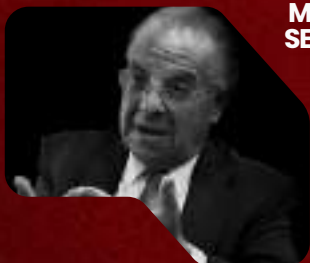
Aziz
Boucetta



Aziz
Daouda



Mustapha
SEHIMI



Lahcen
Haddad



Saïd
Temsamani



Bargach
Larbi



Mohammed
Yassir Mouline



Az-Eddine
Bennani



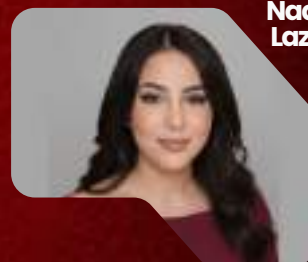
Rachid
boufous



Ali
Bouallou



Nadia
Lazar



كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

DEBATS

By Lodj

Ali
Tounsi



Yassin
ait haddou



Aziz
rabbah



Acil
Ben
Hamza



Idris
Quraish



Mohammed
Benahmed



Miloud
BENATIK



Omar
Hasnaoui
Chaoui,



Hicham EL
AADNANI



Abdelghani
El Arrasse



Adnane
Benchakroun



Hafid
Fassi
fihri



تهديدات الحرس الثوري الإيراني من مضيق هرمز إلى مضيق جبل طارق



بقام
عادل بن حمزة

وشكل من أشكال عولمة الحرب للضغط على الرئيس الأمريكي. لكن بغض النظر عن مآلات الحرب الجارية، ومدى تأثير الرئيس ترامب من عدمه، بمحاولات طهران جر الجميع لتقاسم أكلاف الحرب. يبقى السؤال، هل تملك إيران فعليا القدرة على خنق/إغلاق جبل طارق

الواقع يقول إن نسبة نجاح التهديد الإيراني لا يمكن أن تتحقق سوى باعتماد "الحرب بالوكالة"، وإيران خبيرة في ذلك. هنا تبرز خطورة التحالف المشبوه بين طهران وجبهة "البوليساريو". فالدعم الإيراني للانفصاليين، الذي كان سببا في قطع الرباط لعلاقتها مع طهران عام 2018، ليس مجرد تفصيل سياسي ودعم عسكري لتنظيم انفصالي، بل هو محاولة لإيجاد "موطن قدم" على مشارف الأطلسي، تماما كما فعلت مع الحوثيين في البحر الأحمر، وإيران خبيرة في أهمية التعاون مع الجماعات المسلحة الخارجة عن إطار الدولة أو تلك التي تتحكم في دولها مثل حزب الله في لبنان، الحشد الشعبي في العراق والحوثيين في اليمن.

رغم أن خطاب "إغلاق جبل طارق" يظل حتى الآن حبيس الدعاية الإعلامية، نظرا لغياب وجود عسكري إيراني مباشر في المنطقة، إلا أن الاستخفاف بهذه التهديدات سيكون خطأ استراتيجيا.

إن المغرب، بعمقه الاستخباراتي في منطقة الساحل والصحراء ومنطقة غرب إفريقيا وشركائه المتينة مع الولايات المتحدة، فرنسا، إسبانيا، بريطانيا والناطو، يدرك أن أي مساس بأمن المضيق هو مساس مباشر بسيادته القومية. إن نجاح المملكة في إدارة تدفقات سنوية بشرية هائلة تتمثل في زيارة جزء من المهاجرين المغاربة لبلدهم كل صيف (تجاوز الرقم 3 ملايين في عمليات العبور الأخيرة 2024-2025) مع الحفاظ على صرامة المراقبة الأمنية، يثبت أن الرباط هي الحارس الفعلي لهذا الممر المائي.

إن جزءا معتبرا من أمن الطاقة والتجارة العالمية اليوم، يعتمد على الالتزام المغربي برد التهديدات أيا كان مصدرها. بحيث يقف مضيق جبل طارق عصيا على أي تهديد ما دامت هناك دولة بحجم المغرب تحرك أن قدرها هو حماية بوابة التجارة العالمية في غرب المتوسط، وأن أمن الملاحة ليس مجرد مصلحة اقتصادية، بل هو معركة سيادة لا تقبل القسمة على اثنين.

م يعد مضيق جبل طارق مجرد ممر مائي يربط بين المحيط الأطلسي والبحر الأبيض المتوسط، بل أضحت اليوم مؤشرا يقيس درجة حرارة الاستقرار العالمي، وقد تضاعفت أهميته الجيوستراتيجية في ظل الجارية في الشرق الأوسط. هذا الشريان الذي تعبده أزيد من 150 ألف سفينة سنويا، وتتدفق عبره 80% من احتياجات أوروبا الطاقية والتجارية، يجد نفسه اليوم في قلب معادلة صراع دولي معقدة، تتداخل فيها طموحات "سلاح الموانئ" المغربي مع تهديدات "خنق المضائق" الإيرانية.

إن القارئ للمشهد الجيوستراتيجي يدرك أن أمن مضيق جبل طارق ليس وليد الصدفة، بل هو ثمرة استراتيجية مغربية استباقية. فالمملكة لم تكتف بكونها دولة مطلقة على المضيق كقدر للجغرافية، بل حولت ضعفها إلى "ترسانة لوجيستية" عبر ميناء طنجة المتوسط، وقريبا "الناطور غرب المتوسط". هذه القوة الناعمة (الاقتصادية) تدعمها "مخالب حادة" تتمثل في البحرية الملكية التي أثبتت كفاءتها في مناورات "ساركس" والتعاون الوثيق مع حلف الناتو في عملية "حارس البحر".

ولعل التدريبات المشتركة بين الفرقاطة المغربية "طارق بن زياد" والفرقاطة الإسبانية "رينا صوفيا" في تشرين الثاني/نوفمبر 2025، إضافة إلى القاعدة البريطانية في جبل طارق ومساعي المغرب لتعزيز ترسانته العسكرية البحرية بما في ذلك الغواصات، هي رسالة واضحة لمن يهمه الأمر بكون المضيق محمي بقوة القانون وبقوة السلاح.

في المقابل، تبرز استراتيجية إيرانية قائمة على ما أسماه الدكتور أنور قرقاش المستشار الدبلوماسي لرئيس دولة الإمارات بـ "بلطجة المضائق". فمنذ تهديدات الحرس الثوري الإيراني عبر العميد محمد رضا نقدي في كانون الأول/ديجنبر 2023 بإغلاق المتوسط وجبل طارق، اتضح أن طهران تسعى لنقل نموذج الفوضى من "باب المنذب" إلى قلب التجارة العالمية، خاصة وأن جزءا من التجارة العالمية انتقل فعليا من العبور من باب المنذب إلى العبور عبر رأس الرجاء الصالح في أقصى جنوب إفريقيا، ويدخل البحر الأبيض المتوسط عبر مضيق جبل طارق حيث يلعب ميناء طنجة المتوسط دورا بارزا في تأمين سلسلة الإمداد العالمية.

إن لجوء إيران لإغلاق مضيق هرمز وتهديد الممرات البحرية الدولية ليس مجرد رد فعل عسكري فقط، بل هو إبتزاز اقتصادي يهدف لرفع تكاليف التأمين البحري وإرباك الاقتصاد العالمي

السيادة الغذائية إرادة وتخطيط وحكمة السوق خير شاهد

تنعقد الدورة الـ18 للمعرض الدولي للفلاحة بمكناس من 20 إلى 28 أبريل، تحت شعار: "استدامة الإنتاج الحيواني والسيادة الغذائية". وقد توفقت وزارة الفلاحة في اختيار هذا الشعار، للأسباب التي يعرفها الجميع، وخاصة تراجع مؤشرات الأمن الغذائي والسيادة الغذائية، وارتفاع الأسعار، والارتهاق لتقلبات الأسواق الدولية، وجشع بعض التجار والفلاحين الكبار، وخاصة الوسطاء.

فعندما وُضع المخطط الأخضر، ثم بعده "الجيل الأخضر"، حُددت عدة أهداف وجب تحقيقها، وسُخرت لذلك كل الإمكانيات المالية والتقنية والإدارية والعقارية والجبائية... مما لا حصر له، خاصة لفائدة الفلاحين الكبار. وكان من المفروض، نظراً لكل ذلك، أن تتحقق الأهداف بنسبة كبيرة، وخاصة فيما يتعلق بما يلي:

- تحقيق الأمن الغذائي، وخاصة من حيث الوفرة والأسعار، في اتجاه ضمان السيادة الغذائية.

- عصرة الإنتاج، بما في ذلك تشجيع المكننة، وتطوير منظومة السقي، وترشيد استهلاك الماء والطاقة.

- الصناعة الغذائية والتصدير، وكل ما يتعلق بإنتاج المعدات والمدخلات والمشتقات، وتنوع الأسواق الدولية.

- دعم الفلاح الصغير، وتوسيع الطبقة المتوسطة القروية، وتنظيم التعاونيات الفلاحية.

- تطوير اللوجستيك الفلاحي، وما يرتبط به من سلاسل التوزيع والأسواق والنقل والتخزين...

هذه بعض مما تم الالتزام به، وغيرها كثير. ومن أجل الإسهام في النقاش العمومي، أطرح بعض الأسئلة الجوهرية التي تفرض نفسها من أجل التقييم والتقويم: فهل تمكنت بلادنا من تحقيق ذلك، مع هذه الإمكانيات الهائلة، وبعد هذا الزمن الطويل من إطلاق المخطط؟

وهل التزم الفلاحون الكبار بما يجب مقابل الدعم السخي والمتعدد الذي حصلوا عليه؟ وكيف يجب التعامل مع المخالفين؟ هل هناك قرار استراتيجي لتخصيص الدعم والأراضي الفلاحية للإنتاج الداعم للسيادة الغذائية فقط؟

بقلم: عزيز رباح

هل ينتهي عهد توزيع الأراضي الفلاحية، وخاصة الأراضي السهلية والأملك المخزنية، على من لا يستحق؟

هل هناك توجه لدى الدولة لدعم الاستثمار الغذائي المغربي في الخارج لتزويد السوق الوطنية؟ هل بلادنا في حاجة إلى نخبة إدارية وفلاحية جديدة، يكون بينها تعاقد متين وصارم من أجل السيادة الوطنية؟ وهل حقق العدد المهم من الإدارات والمؤسسات العمومية والمكاتب الجهوية والبرامج ما يجب من الفعالية والحكمة؟

وأخيراً، ما موقع الصيد البحري في هذا التوجه السيادي؟ وهل يُعاد النظر في البرامج الحالية؟ (هذا القطاع يحتاج إلى تقييم صارم وخاص). فهل سيكون اختيار شعار هذه الدورة إعلاناً عن مراجعة عميقة للسياسة الغذائية لبلادنا، وتنفيذ ما تم الالتزام به؟

الجواب في السوق طبعاً.

المغاربة والموروث التاريخي : مواجهة التزييف الاستشراقي



بقلم: د. علي تونسي

فلم يبقَ منها سوى القشور بدون لب لمن هم في بداية مشوار البحث العلمي والمتمهلين وغير المتحمسين لهذا استنتاجات على هوى النفس وأحكام قيمة متسرعة تفتقد للدليل العلمي والعقلي الصرف والبراهين المادية التي تتميز بخصوصيات أشربولوجية جامعة شاملة لمجتمع معين، مانعة لغيرها من خصوصيات المجتمعات الأخرى، والتي لا يشوبها التشابه في مجتمعات عهد معين ومرحلة عامة سادت فيها نفس الميثولوجيات المشاعية والوثنية قبل تطور الفكر البشري إلى التوحيد، وتحرير العبيد، وإرساء دعائم الفكر السوسولوجي، والفلسفة الوضعية، والديمقراطية، والعقد الاجتماعي، وحقوق الإنسان، وضد أساطير الكنيسة وتحكم الفيودال الذي تحكم في رقاب الشعوب في القرون الوسطى المظلمة، مستنداً إلى أساطير الكنيسة ومسلمات دينية زائفة قبل شروق شمس الإسلام على أوروبا وبقية العالم. ولنا العبرة في علماء الإسلام (ابن سينا، ابن رشد، الكندي، جابر بن حيان، ابن البيطار، عباس بن فرناس، ابن حزم، وغيرهم كثير).

ثم ألم نستفد بعد من ابن خلدون ومراجعته للتاريخ وتفنيده لأساطير المسعودي وغيرهم؟ ألم تقم مقدمته بالمنهج العمراني لدراسة الواقع الاجتماعي للمجتمعات، وتكون السلطات الحاكمة في تدرجها ضمن نظرية الزمن الدائري؟!!!

وأين كتاب الملل والنحل للشهرستاني من هذه الأيديولوجيات الاستشراقية الاستعمارية الزائفة؟!!!

طلعت علينا هذه الأيام بعض الكتابات التي تدور في فلك بعض الحقائق التاريخية والحفر الأركيولوجي لبعض المواقع الأثرية في المغرب وربطها بخلفيات أيديولوجيا التزوير والتزييف الاستشراقي الاستعماري (الظهير البربري على سبيل المثال)، باجتهاد مغرض يدعي البحث العلمي، غير أن (العلم منه براء براءة الذئب من دم يوسف) K وتقوم قاعدتها على استنتاجات متسرعة

إذن، فالاستنتاج السريع البهائلي المرتقب الترويج له بهذه الأيديولوجيا التزييفية هو أن المغاربة الأقدمون هم أقرب إلى الأبراهامية الماسونية منها إلى الثقافة العربية الإسلامية، وأن شعوب شمال إفريقيا لهم أصول يهودية زورا وبهتانا.

وهم بالتالي، مع تراجع جودة التعليم وتمرير هذه الأيديولوجيا، ستكون أجيالهم المقبلة مرشحة في مخيلة أصحاب هذه الأيديولوجيا كأداة تستعمل بدهاء مكر ضد كل ما هو عربي إسلامي، بل قد تؤدي، لا قدر الله، إلى انفجار حروب أهلية وطائفية ومذهبية وعرقية بينية في الأقطار المغربية، والتي قد تتسع بكل تأكيد رقعتها إلى مناطق أخرى.

ليتم تحقيق نظرية الفوضى الخلاقة وما يترتب عنها من استنزاف بشري ومادي، وتفكيك مجتمعي، وتشردم، وضعف اجتماعي وسياسي واقتصادي، وفي الأخير الارتقاء اضطراراً في أحضان الاستعمار الإمبريالي العالمي المتوحش.

أليس هذا هو الهدف الأسمى الذي تروج له أيديولوجيا التزييف هذه، غير المتناسقة ولا المتناسكة، والتي تبدو عند البحث والتحصيص أنها لا تتوفر في استنتاجاتها على شرط البدهة العلمية (condition de pertinence scientifique)؟

وفيما يلي ردي على استفسار : لماذا تقرأ المقال بعقلية تأمرية :

أجل، سيدتي الكاتبة وفاء كريم الفيلاي، فإن مضامين المقالات المتسمة بالتناقض والغموض والتي لا تستقيم من حيث منهجية البحث العلمي الموضوعي الجاد، البعيد عن أي نزعة انحيازية أو تأمرية، وعواطف شخصية أو مواقف سياسية أو دينية أو دعائية لأيديولوجية تبث فقدانها للمصداقية والشفافية، قد استهلكت طرماً وبحثاً ودحطاً علمياً منذ زمن بعيد.

في العرائش، عندما يزعج التضامن "محترفي الشك"

هنا أيضًا، يندمّش المنتقدون من التوازن. هل يجب أن يفقد الحزب صوته الحر بمجرد انضمامه للتالف؟ أن يصبح مجرد آلة تصفيق بلا نقد أو تنبيه أو رؤية سياسية؟ سيكون ذلك انتهاكاً للديمقراطية وخطراً على صحة النقاش العام. الانتماء للأغلبية لا يعني الصمت أو الانصهار في الظلام.

على العكس، في ظل الضغوط على القدرة الشرائية، وارتفاع القلق الاجتماعي، وإرهاق المواطنين من الوعود الفارغة، من الطبيعي أن يلتقي المسؤولون المواطنين على الأرض.

الفضيلة هنا ليست في غياب الزيارات، بل في التفاعل المباشر بدل الانصراف وراء "برود إعلامي" يحركه المنتقدون. أما توقيت الزيارة، الذي اعتبره البعض مشبوهاً، فهو يكشف فقط عن سوء نية من ينظرون للسياسة كمسلسل تلفزيوني. إذا حضر المسؤول مبكراً فهو انتقابي، وإذا تأخر فهو مهمل. وجود الحشود يعتبر مسرحية، وغيابها عزلة.

الواقع أبسط : في العرائش، عانى السكان تجربة صعبة، والحضور مهم. لا يغني عن التعويضات أو الإصلاحات أو السياسات العامة، لكنه عمل سياسي مشروع وضروري.

الديمقراطية لا تقتصر على المكاتب؛ تتطلب المشاهدة، الاستماع، الرد والمساءلة. من يسخر باستمرار من كل تحرك ميداني لا يدافع عن المتضررين، بل يعزز ثقافة الشك التي تقوض كل عمل عام. وفي النهاية، بين حضور مرفوض وغياب كامل، المواطن يعرف غالباً ما يفضل.

في العرائش، كان نزار بركة حاضراً، وهذا أكثر احتراماً من راحة الذن يحكمون من بعيد. لم يأتِ فارغ اليدين، بل جاء بالإعلانات الملموسة، الالتزامات المالية، والرؤية التي تتجاوز الانفعال اللحظي، من دمج العرائش في صندوق الكوارث الطبيعية المرفوع إلى 3 مليارات درهم بتوجيه ملكي سليم، إلى المساعدات المباشرة للأسر المتضررة، دعم الفلاحين، إعادة تأهيل المساكن والبنية التحتية، بالإضافة إلى المشاريع الهيكلية لمنع الكوارث المستقبلية — من سد تفر المستقبل، تأمين مياه الشرب، إلى طرق تهدف لكسر العزلة — كلها خطوات عملية وضعت على الطاولة.

يمكن دائماً مناقشة الأسلوب، أو التوقيت، أو النية، هذا حق "محترفي الشك". لكن لا يمكن الادعاء بأن الزيارة فارغة، حين ترافقها إجراءات، موارد، وخطة عمل واضحة. في السياسة، اتهامات النية تصدر فقط الضوضاء، أما القرارات، فتترك أثرها

بقلم عدنان بنشقرون

لم يأتِ نزار بركة، وزير التجهيز والماء والأمن العام لحزب الاستقلال، فارغ اليدين. لقد جاء بإعلانات ملموسة، والتزامات رقمية واضحة، ورؤية تتجاوز الانفعال اللحظي، في المغرب كما في أماكن أخرى، يعاني النقاش العام من مرض غريب : مهما فعل المسؤول السياسي، خصوصاً في فترات التوتر الاجتماعي، ستجد دائماً فرقة من "محترفي الشك" تنتظر لتنتقد إما غيابه أو حضوره. إن لم يحضر، يتهم بالتخلي عن المواطنين، وإن حضر، يتهم بمحاولة استغلال الحدث سياسياً.

بعد فيضانات العرائش، لم يسلم نزار بركة من هذا الرد الآلي، فبدل أن يُثمن وجوده الميداني، رأى البعض فيه حملة انتخابية قبل موعدها. ومع ذلك، يتطلب الواقع الحد الأدنى من الجدية : عندما تتعرض منطقة لكوارث طبيعية، وتعاني الأسر، وبتنظر السكان من يسلمهم ويدعمهم، فإن التواجد في الميدان، لقاء السكان، معاينة حجم الأضرار، والاستماع لغضبهم واحتياجاتهم، هو بالضبط ما يحق للمواطنين توقعه من منتخب.

للأسف، لدى منتقدي كل خطوة ميدانية، يبدو الأمر مشبوهاً. أي زيارة ستعتبر محسوبة، أي لقاء مسرحياً، أي تعبئة منظمة مسبقاً. بهذا المنطق، الأفضل منع المسؤولين من مغادرة مكاتبهم، وهو نهج غير منطقي. السياسة الديمقراطية لا تقتصر على المؤسسات، بل تشمل الميدان والتواصل المباشر مع المواطنين، خاصة في أوقات الأزمات.

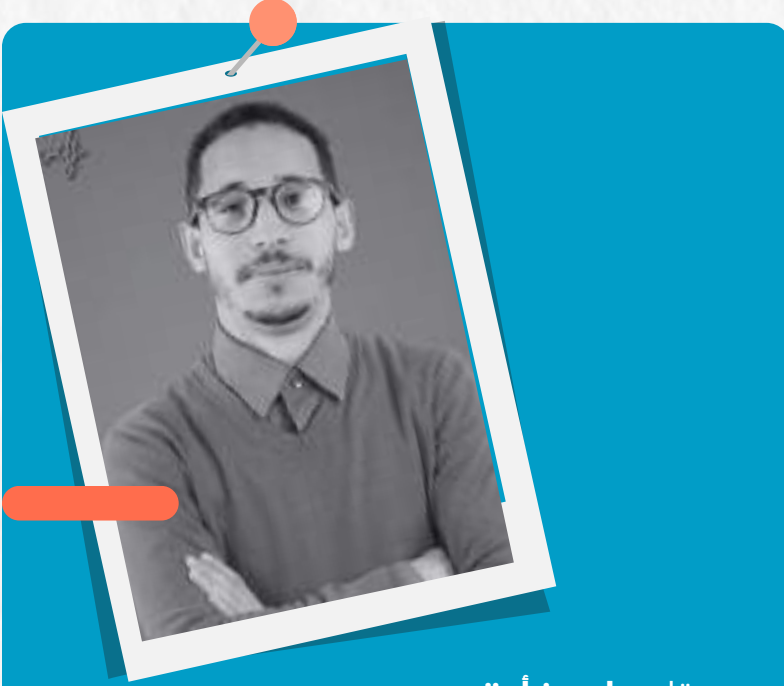
إنه لمن المثير للسخرية، رؤية البعض وهم يدينون حضور المتعاطفين أو المناضلين حول مسؤول سياسي، وكأن الأمر يتعلق بجريمة غير مسبوقه. فمنذ متى فُقد أي حزب الحق في تعبئة قواعده المحلية أثناء زيارة ميدانية؟

ومنذ متى أصبح 'القرب النضالي' أكثر صامداً من 'اللامبالاة' التكنوقراطية؟ إن محاكمة النوايا المستمرة هذه تخلط بين كل شيء : بين الالتزام الحزبي، وهو أمر طبيعي تماماً في أي ديمقراطية، وبين الاستغلال النفعي، وهو أمر يقتضي الإثبات بدلاً من إلقائه كأنه حقيقة بديهية ناتجة عن كسل في التحليل

هذا الاتهام الدائم يخلط بين المشاركة الديمقراطية الطبيعية والاستغلال السياسي المزعوم، الذي يحتاج إلى إثبات قبل الادعاء به. ويضاف إليه اتهام "الموقف المزدوج" لحزب الاستقلال : ضمن الأغلبية الحكومية وناقد في الوقت نفسه.



حرب السرديات: كل طرف ينتصر... في نشرته الإخبارية فقط



بقلم: ياسين أيت حدو

في هذا السياق، تظهر حرب السرديات كأداة استراتيجية موازية للحرب التقليدية. فبدل السيطرة على الأرض فقط، يسعى كل طرف إلى السيطرة على العقول. إنها معركة الوعي حيث يتم توجيه الرأي العام العالمي والتأثير على مواقف الدول، بل وحتى تبرير أي تصعيد عسكري محتمل.

لكن ما يثير القلق هو أن هذه الحرب الرمزية قد تكون أخطر من المواجهة المباشرة، لأنها تطبع الصراع وتجعله دائما في حالة اشتعال نفسي وإعلامي. فحين يقتنع الجمهور بأن الحرب حتمية تصبح مجرد مسألة وقت، لا خيارا سياسيا.

في النهاية تكشف حرب السرديات بين واشنطن وطهران بمشاركة إسرائيل كطرف فاعل، أن العالم يعيش مرحلة جديدة من الصراع، حيث لم يعد السلاح وحده من يحسم المعارك، بل أيضا الرواية التي تروى. وبين الحقيقة والدعاية، يبقى المواطن البسيط هو المتلقي الأكثر تأثرا والأقل قدرة على التمييز.

إنها حرب بلا جبهات واضحة، لكنها حاضرة في كل شاشة وهاتف... حرب تبدأ بالكلمة، و تنتهي بما هو أخطر.

لم تعد الحروب الحديثة تخاض فقط بالصواريخ والطائرات بل أصبحت تدار أيضا بالكلمات والصور والتدوينات. في خضم التوتر المستمر بين دونالد ترامب وإيران، خصوصا عبر تصريحات الناطق الرسمي باسم الحرس الثوري الإيراني، يتضح أن ما يجري ليس مجرد صراع سياسي أو عسكري، بل هو حرب سرديات بامتياز، تمتد من الواقع إلى الفضاء الرقمي.

منذ سنوات اعتمدت الإدارة الأمريكية، خلال فترة دونالد ترامب خطاها حادا تجاه إيران يقوم على تصويرها كخطر دائم على الاستقرار الدولي، مع التركيز على برنامجها النووي ونفوذها في الشرق الأوسط. في المقابل تبني إيران عبر مؤسساتها الرسمية وعلى رأسها الحرس الثوري الإيراني، سردية المقاومة، مقدمة نفسها كمدافع عن السيادة في وجه الهيمنة الأمريكية والتهديد الإسرائيلي.

هذه المواجهة السردية لا تنتج فقط خطابات سياسية، بل تغذي واقعا متوترا تتداخل فيه المصالح الجيوسياسية مع الرأي العام. فكل طرف يسعى إلى كسب المعركة الرمزية قبل الميدانية:

أمريكا تحشد حلفاءها عبر خطاب الردع، وإيران تعبئ جمهورها الداخلي والإقليمي عبر خطاب الصمود. وبين هذا وذاك يبرز الدور المحوري لإسرائيل التي تجد نفسها في قلب هذه المعادلة، سواء كحليف استراتيجي لواشنطن أو كخصم مباشر لطهران.

الأخطر أن هذه الحرب لم تعد حكرا على المنابر الرسمية بل انتقلت بقوة إلى مواقع التواصل الاجتماعي، حيث تتحول كل تغريدة أو تصريح إلى مادة تعبئة وتأثير. هنا تتقاطع السياسة مع الإعلام الرقمي وتصبح الحقيقة نسبية، خاضعة للتأويل وإعادة الصياغة. فالصورة الواحدة قد تستخدم لتأكيد روايتين متناقضتين، والخبر ذاته قد يقرأ براويتين مختلفتين تماما.

الانتخابات التشريعية 2026 : أجواء التناقض المنهجي انطلقت

بقلم
عدنان بنشقرن



يريدون الاعتقاد بأن شيئاً ما يمكن أن يتغير، لكن يخشون أن يُخَيَّبَ أملهم مجدداً. لذا يحصنون كلماتهم، يلجأون إلى السخرية، المعارضة الدائمة، والرفض الوقائي. هذه طريقة لتجنب الأمل المفرط، لأن الأمل يجعل المرء عرضة، والتناقض يحمله. في هذا الإطار، روح التناقض السياسي ليست دائماً قوة نقدية، بل قد تكون قناعاً لضعف مدني.

المفارقة هي أن الديمقراطية تحتاج الاختلاف، لكن ليست بهذه الصورة. تحتاج إلى تباين مبني على الحجة، لا التناقض القسري. تحتاج مواطنين قادرين على قول "لا"، نعم، لكن أيضاً قادرين على الاعتراف بالحقائق، والتقدم، والكفاءة حتى لدى الخصم. لكن عندما يصبح كل شيء قابلاً للنقاش بشكل مبدئي، لا شيء يُرتب، الحقيقي، الكاذب، المحتمل، القابل للنقاش، كل شيء يختلط. وفي هذا الضباب، لا تنتصر أفضل الحجج، بل المواقف الأبسط، الأعلى صوتاً، الأكثر تحديداً لهوية صاحبه.

مع اقتراب موعد 23 سبتمبر، لا يكمن الخطر الحقيقي فقط في الاستقطاب الحزبي، بل في تدهور المحادثات اليومية الصامتة. فالإنتخابات لا تُحسم فقط في صناديق الاقتراع أو مقرات الأحزاب أو التجمعات، بل أيضاً في جودة النقاش اليومي: حول فنجان شاي، في السيارة، بين الزملاء، في نكتة أو جدال. إذا أصبح كل شيء مواجهة وريبة وتناقض تلقائي، يصبح النقاش أقل تفكيراً وأكثر انفجاراً عاطفياً.

ربما يكمن التحدي الحقيقي لهذه الحملة المسبقة في المغرب ليس في إلغاء الصراع، فهذا مستحيل، بل في تجاوز رد الفعل الذي يبدأ بالتناقض قبل الاستماع. الديمقراطية القوية ليست بلداً يتفق فيه الجميع، بل بلد يمكن فيه التناقض دون تحريف، والنقاش دون كراهية، والتردد دون استبعاد. وقبل الانتخابات التشريعية في سبتمبر 2026، سيكون هذا بالفعل تقدماً كبيراً

مع اقتراب الانتخابات التشريعية المغربية، يتغير شيء ما في الأجواء. لم نصل بعد إلى انفجار التجمعات الكبرى أو المعركة النهائية على صناديق الاقتراع. الأمر أكثر انتشاراً ويومياً، وربما أكثر كُشفاً: في الصالونات والمقاهي ومجموعات واتساب والمكاتب ووجبات العائلة، بدأت أجواء التناقض المنهجي تتسرب. تقول إن حزبا ما على الأقل متماسك، فيرد عليك أحدهم أنه خطير. تنتقد أداءً ما، فيتهمونك فوراً بالدفاع عن الطرف الآخر. تحيي إجراءً، فيشككون في اختيارك "للفريق". لم يعد النقاش السياسي يبدأ بتبادل وجهات النظر، بل غالباً يبدأ بالرفض المسبق.

هذا التوتر ليس انتخابياً فقط. إنه يعكس شيئاً أعمق عن حالة النقاش العام.

على بعد أشهر من استحقاق حدده المسؤولون رسمياً في 23 سبتمبر 2026، يبدو أن آلية الاختلاف أخذت الأولوية على آلية الحجة. لم تعد مواجهة أفكار فقط، بل أصبحت أحياناً وسيلة لتحديد موقع اجتماعي، لإظهار أنك لست مخدوعاً، وأنت لا تنجر، وأنت تحافظ على مسافة من الروايات السائدة. في هذا المناخ، أصبح التناقض أقل فعل تفكير وأكثر رد فعل دفاعي.

في العمق، لم تعد كثير من النقاشات السياسية تدور حول البرامج فقط، بل حول الانتماءات المفترضة. لم يعد الرد على فكرة فقط، بل تصنيف الشخص. تنتقد حزباً معيناً، إذن أنت مع الحزب الآخر. تعترض على قائد ما، إذن أنت مُستغل. تقول إنه يجب انتظار الحقائق، إذن أنت ساذج. هذا النوع من النقاش لا يضيء أي شيء، بل يحول كل حديث إلى اختبار ولاء، وكل تردد إلى شك، وكل اختلاف إلى محاكمة للنية.

الأكثر لفتاً للانتباه هو أن هذا التناقض المنهجي يعبر كل البيئات. ليس من اليسار ولا من اليمين، لا حضرياً ولا ريفياً، لا نخبياً ولا شعبياً. يزدهر حيث تتوقف السياسة عن كونها جهد فهم لتصبح منصة إثبات الذات. في المقهى يظهر على شكل يقين صاخب، وفي العائلة يتسلل عبر التلميحات، وبين الأصدقاء يتنكر في السخرية، وعلى الشبكات يصبح ميكانيكياً، فورياً، بلا ذاكرة أو مسؤولية. يصبح النقاش ليس للبحث عن الحقيقة، بل لتحديد المنطقة الخاصة بك.

هناك أيضاً إرهاب ديمقراطي وراء ذلك. يصل كثير من المواطنين إلى هذا الاستحقاق بمزيج من الشك والانتظار والملل.

حرمان العدول من فتح حسابات لدى صندوق الإيداع والتدبير : مبررات قانونية أم تمييز غير مبرر؟



كما أن هذا الوضع قد ينعكس سلباً على دور العدول في تأمين المعاملات إذ أن حرمانهم من آلية مؤسساتية مثل صندوق الإيداع والتدبير قد يدفع بعض العمليات إلى قنوات أقل أماناً وهو ما يتعارض في حد ذاته مع أهداف محاربة غسل الأموال التي تتذرع بها الحكومة.

إن فتح حسابات للسادة العدول لدى صندوق الإيداع والتدبير لأغراض الاستعمال المهني من شأنه الرفع من مستوى الشفافية وضمن تتبع العمليات، بما يدعم الأمن التعاقدية ويعزز الثقة بينهم وبين المواطنين. كما تساهم هذه الآلية في تحسين الامتثال لمتطلبات مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب، بما يتماشى مع توصيات مجموعة العمل المالي، وليس العكس. وهذا سيساهم لاملحالة في تعزيز موقف بلادنا خلال عملية تقييم منظومتها في إطار الجولة الثالثة المرتقبة خلال الأشهر المقبلة.

وفي الختام، يظل التساؤل الجوهرية مطروحةً : هل يتعلق الأمر فعلاً بمتطلبات قانونية دولية صارمة، أم أنها مجرد مبررات للإبقاء على الوضع القائم خدمةً لمصالح مهنية ضيقة ترى في مهنة العدول منافساً، دون مراعاة المصلحة الوطنية؟ وبين هذا وذاك، يبقى العدول في انتظار إنصاف يعيد التوازن بين مختلف المهن، ويكرس مبدأ العدالة والمساواة في الولوج إلى خدمات المؤسسات العمومية بما يخدم الصالح العام

يشكل قرار حرمان السادة العدول من فتح حسابات لدى صندوق الإيداع والتدبير موضوعاً مثيراً للجدل داخل الأوساط المهنية والقانونية خاصة في ظل تبرير هذا المنع بالالتزامات الدولية المرتبطة بمحاربة غسل الأموال وتمويل الإرهاب وعلى رأسها مقتضيات مجموعة العمل المالي.

تعتمد الحكومة في موقفها على كون هذه المعايير الدولية تفرض شروطاً صارمة تتعلق بالشفافية وتتبع العمليات المالية وتحديد هوية المستفيدين الفعليين وهو ما تعتبره غير متوفر بالشكل الكافي في بعض الممارسات المرتبطة بمهنة العدول غير أن هذا التبرير يطرح أكثر من علامة استفهام خصوصاً عند مقارنته بوضعيات مهنية مماثلة.

فالمفارقة الواضحة تكمن في أن نفس الالتزامات القانونية المفروضة في إطار محاربة غسل الأموال تنطبق أيضاً على مهنيين آخرين مثل هيئة الموثقين بالمغرب وهيئة المحامين بالمغرب الذين يسمح لهم بفتح حسابات لدى نفس المؤسسة والاستفادة من خدماتها رغم أنهم يباشرون بدورهم معاملات مالية حساسة ويخضعون لنفس قواعد اليقظة والامتثال.

هذا التفاوت في المعاملة يطرح إشكالية حقيقية تتعلق بمبدأ المساواة بين المهن القانونية والقضائية ويغذي شعوراً لدى السادة العدول بوجود نوع من التمييز غير المبرر فإذا كانت شروط الامتثال هي نفسها والالتزامات الرقابية واحدة فلماذا يتم استثناء فئة دون غيرها؟

يرى العديد من المهنيين أن الإشكال لا يكمن في طبيعة مهنة العدول بل في غياب إرادة لتأطيرها بشكل يتماشى مع المعايير الدولية عبر وضع آليات واضحة للمراقبة والتتبع بدل اللجوء إلى المنع الكلي فالحل في نظرهم يجب أن يكون إدماجياً لا إقصائياً قائماً على التحديث والتأهيل وليس على الإبعاد.

الهدنة المؤقتة : لماذا باكستان ولماذا الآن؟

في هذه الحرب التي أعادت رسم الشرق الأوسط بشكل مفاجئ منذ نهاية فبراير، لا يمثل اختيار باكستان كوسيط مجرد تفصيل لوجستي.

يعكس هذا الكثير عن حالة ميزان القوى. إذا وافقت واشنطن وطهران على هدنة مؤقتة مدتها أسبوعان وفتح نقاشات في إسلام آباد ابتداءً من 10 أبريل 2026، فذلك لأن أي طرف إقليمي آخر لم يجمع بين ثلاث صفات أصبحت نادرة: القدرة على التحدث مع الإيرانيين، والحفاظ على تأثير مسموع لدى الأمريكيين، ووجود قنوات مفتوحة مع القوى الكبرى الأخرى، من الرياض إلى بكين.

باكستان ليست محايدة، لكنها مقبولة. وهذه هي قيمتها في هذه المرحلة. فهي تشترك مع إيران في نحو 900 كيلومتر من الحدود، ولها تاريخ دبلوماسي طويل، وروابط دينية، ومعرفة جيوسياسية لا يمكن للعديد من العواصم الادعاء بها. تمثل إسلام آباد مصالح معينة لإيران في واشنطن، لغياب السفارة الإيرانية في الولايات المتحدة. بالنسبة لطهران، هذا يغير كل شيء: التفاوض عبر باكستان لا يعني المرور عبر دولة تُنظر إليها كعدو أو تابعة للغرب، بل اختيار جارة تفهم قواعد الجمهورية الإسلامية دون أن تكون حليفة تلقائية لها.

لكن باكستان تحظى بالأهمية أيضاً لأنها ما تزال متصلة بواشنطن. وتبرز وكالة رويترز أن هذه الارتقاء الدبلوماسي يعود كثيراً إلى رئيس الجيش الباكستاني، عاصم منير، الذي أصبح خلال الأشهر الماضية طرفاً فاعلاً بالنسبة لدونالد ترامب. في مثل هذه الأزمات، لا تكفي العلاقات المؤسسية؛ فالقنوات الشخصية غالباً ما يكون لها وزن أكبر من التصريحات الرسمية. وقدمت إسلام آباد للأمريكيين أرضية نقاشية ليست مهينة ولا مكشوفة سياسياً بشكل مفرط، مكان يمكن فيه اختبار تخفيف التصعيد دون إعطاء الانطباع بالتراجع علنياً.

لماذا توافق إيران على هذا الإبطار؟ لأنه يتيح لها الخروج من المواجهة العسكرية دون الظهور في موقع الاستسلام. ووفقاً لعدة مصادر، تصل طهران إلى إسلام آباد بخطة من عشر نقاط، لا تقتصر على وقف الضربات فحسب، بل تشمل العقوبات، والأصول المجمدة، والسيطرة على مضيق هرمز. بعبارة أخرى، تسعى إيران لتحويل فترة التوقف العسكري إلى تفاوض سياسي أوسع. ليس مجرد وقف لإطلاق النار، بل محاولة لتحويل المقاومة إلى أداة دبلوماسية. وفي هذا السياق، توفر إسلام آباد بيئة أفضل من جنيف أو أي عاصمة غربية.

هيئة التحرير

أما "لماذا الآن" فهو مؤشر مهم أيضاً. فقد بدأت الحرب تكلف الجميع كثيراً. وكان النقطة الحرجة لا تزال مضيق هرمز، الممر الحيوي لتدفقات الطاقة العالمية. وتشير رويترز إلى أن الإعلان عن الهدنة جاء مع اقتراب موعد إعادة فتح المضيق جزئياً، بينما كانت أسواق النفط وسلاسل التوريد وعدة توازنات إقليمية تحت ضغط. عندما تهدد الحرب ليس الجيوش فحسب، بل الهيكلية الطاقية العالمية، تتغير الحسابات الاستراتيجية بسرعة. وتعود الدبلوماسية هنا ليس من منطلق المثالية، بل من منطلق الضرورة. وبالنسبة لباكستان نفسها، تمثل هذه الوساطة أيضاً استثماراً سياسياً. فالبلاد تمر بضعف اقتصادي، وتعتمد على طرق الطاقة الإقليمية، وتسعى لاستعادة مكانة دولية أكثر تقدراً بعد فترة من التهميش. النجاح في ما لم تستطع عواصم أخرى تحقيقه، يعزز من مكانة إسلام آباد كقوة اتصال، مفيدة للأمريكيين والإيرانيين والعواصم الآسيوية الكبرى. وقد دعمت الصين بشكل خاص دور باكستان في تخفيف التوتر، مما يعزز مركزية إسلام آباد في هذه اللحظة.

مع ذلك، يجب التحفظ. هذه المرحلة لا تعني أن باكستان أصبحت الحكم في الشرق الأوسط. فهي تبرز بالدرجة الأولى أن قيمة أي دولة في زمن الحرب تُقاس بقدرتها على البقاء مقبولة لدى خصوم لا يلتقون أبداً. وجدت إسلام آباد نافذتها لأن واشنطن وطهران لم يتمكنوا بعد من تحقيق انتصار واضح دون مخاطر أكبر. وبالتالي، يبدو أن باكستان أقل كمنقذ وأكثر كمر ضروري، وهذا بالضبط ما يضعها اليوم في قلب اللعبة.

كثف وزير الخارجية الباكستاني، إسحاق دار، المكالمات الهاتفية مع عدة وزراء خارجية إقليميين مساء الثلاثاء إلى الأربعاء، مع تداول إشارات تقارب بين واشنطن وطهران. وأفاد وزارة الخارجية الباكستانية أن هذه الاتصالات شملت على وجه الخصوص المغرب، والسعودية، ومصر، وتركيا.

إذا لم يكن المغرب من المحاور المباشرة لهذه الوساطة كما هو الحال مع باكستان أو مصر أو تركيا، فإن حضوره في هذه المرحلة الدبلوماسية ليس رمزياً فحسب. إنه يعكس المكانة المميزة التي يحتلها الرباط كطرف يُنظر إليه على أنه جدي، متوازن، وموثوق. وفي فترة توتر إقليمي حاد، يُعتبر الانخراط في مثل هذه المشاورات اعترافاً بالمصداقية السياسية والقدرة على الاستقرار التي تتجاوز دور المملكة المباشر في المفاوضات

By Lody

فولفو عليك الخبر علينا...

تابعونا لتغطية
إخبارية موثوقة
ومستمرة.



lodjmarocofficiel

خطة من عشر نقاط : نص بلا نسخة رسمية، ومفاوضات تحت الضباب

ما الذي تتضمنه هذه الخطة الإيرانية بالضبط، وإلى أي مدى
واشنطن مستعدة للذهاب لقبولها؟

في العمق، لم يعد السؤال فقط ما إذا كانت هناك خطة أم لا.
نعم، هناك خطة. السؤال الحقيقي هو: أي خطة، بأي نسخة،
ولأي إخراج استراتيجي؟

منذ ساعات، يطفو "مخطط من عشر نقاط" في الفضاء
الإعلامي كأنه وعد بخروج من الأزمة بين واشنطن وطهران.
Donald Trump وصفه بأنه "مثير للاهتمام"، ثم قدمه كأساس
"قابل للتطبيق" للانتقال إلى نقاش أوسع. على الورق، يبدو ذلك
كمنعطف دبلوماسي. لكن كلما اقتربنا من تفاصيل الملف،
تفرض حقيقة نفسها: هناك بالفعل مقترح إيراني منظم، غير أن
النسخة الدقيقة للنص، تلك المتداولة علناً، وتلك التي نُقلت
فعلياً إلى الأمريكيين، وتلك التي يجري التفاوض بشأنها، لا تبدو
متطابقة. وهنا يبدأ جوهر الموضوع.

المعطى الأول الثابت معروف. فقد وافقت الولايات المتحدة
وإيران على هدنة لمدة أسبوعين، بوساطة باكستانية، في سياق
توتر شديد حول مضيق هرمز وبعد أسابيع من مواجهة عسكرية
مباشرة. ترامب قدّم هذه الاستراحة كنتاج ميزان قوى لصالح
واشنطن، مؤكداً أن الأهداف الأمريكية تحققت. لكن في الوقت
نفسه، أفادت وكالة رويترز أن هذه الهدنة تبقى مشروطة بعناصر
ثقيلة، من بينها حرية الملاحة عبر هرمز وفتح مفاوضات في
إسلام آباد. نحن إذن لسنا أمام اتفاق سلام، بل أمام تعليق
مسلح، هش، ومشروط، وتكتيكي.

المعطى الثاني، الأكثر التباساً، يتعلق بهذه الخطة ذات النقاط
العشر. فقد تداولت وسائل الإعلام فكرة عرض إيراني مفصل،
يتضمن ضمانات لعدم الاعتداء، وتعويضات، ورفع العقوبات،
والاعتراف ببعض الحقوق الإيرانية، إلى جانب بنود أخرى قد تكون
شديدة الحساسية تتعلق بالنووي وبنية الأمن الإقليمي. غير أن
روترز، التي تؤكد وجود شروط مسبقة إيرانية لسلام دائم، تبقى
أكثر حذراً بخصوص المحتوى الكامل. وهذا يعني أمراً بسيطاً:
"الخطة" موجودة، لكن حضورها العلني لا يزال جزئياً. يُتحدث عنها
كثيراً، تُقتبس في كل مكان، لكن لا أحد يستطيع حتى الآن تقديم
نسخة مرجعية لا جدال فيها.



هيئة التحرير

بعبارة أخرى، نحن أمام نص سياسي بلا صيغة مستقرة. وهذا ليس تفصيلاً
ثانويًا، بل هو في حد ذاته منهج. في مثل هذه اللحظات، لا ينشر كل طرف
وثيقة بقدر ما ينشر ميزان قوى في شكل سرد. إيران لها مصلحة في إظهار
مطالب مرتفعة لتحويل هدنة عسكرية إلى مكسب دبلوماسي. وترامب
يحتاج إلى إقناع جمهوره بأنه لم يتراجع بل فرض التفاوض. أما باكستان،
الوسيط غير المتوقع لكنه أصبح محورياً، فلها مصلحة في إبراز دورها
الإقليمي. في هذا السياق، لا يكون النص مجرد أداة تفاوض، بل يصبح أيضاً
أداة تواصل واختبار وضغط نفسي.

لذلك، لا ينبغي قراءة هذا الغموض كضعف في العملية، بل كجزء من بنيتها.
عندما يتحدث ترامب عن خطة "مهمة" دون كشف تفاصيلها، فهو يترك كل
الاحتمالات مفتوحة. وعندما تسمح القنوات الإيرانية بتسريب نقاط أكثر
طموحاً، فهي تختبر الخطوط الحمراء الأمريكية وتخطب جمهورها الداخلي.
وعندما توحى واشنطن بأن القضايا الحساسة في طريقها إلى الحل دون
تقديم نص واضح، فهي تحاول تثبيت رواية مفادها أن التهدئة تُدار من
طرفها. الدبلوماسية اليوم لا تتقدم فقط عبر نصوص موقعة، بل أيضاً عبر
نسخ متعددة، وتسريبات، وغموض مقصود.

غير أن هذا الضباب يخفي فراغات استراتيجية كبيرة. أولها إسرائيل، إذ تشير
روترز إلى أن الهدنة الأمريكية الإيرانية لا تشمل لبنان، حيث تستمر
العمليات. أي أن التهدئة، حتى لو حصلت، تبقى جزئية. الفراغ الثاني يتعلق
بالملف النووي. ترامب يقول إن مسألة اليورانيوم "ستُعالج بشكل كامل"،
دون توضيح كيفية أو آليات الرقابة. أما الفراغ الثالث فيتعلق بالعقوبات،
التي تبقى من أعقد الملفات، سواء من حيث رفعها أو ترتيبها الزمني أو
إمكانية العودة إليها.

في النهاية، لم يعد السؤال هل هناك خطة. نعم، هناك خطة. لكن السؤال
الحقيقي: أي خطة، بأي صيغة، ولأي هدف؟ ما لم يُعرض نص واضح
ومشترك، سيبقى هذا "المخطط" مجرد مساحة تأويل، يرى فيها كل طرف
ما يناسبه: اختراقاً، مناورة، مخرجاً مشرفاً، أو حتى فخاً دبلوماسياً. ولهذا، فإن
الشك ليس موقفاً سلبياً، بل ضرورة منهجية. ففي هذه الحالة، الضباب
ليس حول المفاوضات، بل هو جزء منها.

للنقابات حجة بسيطة وقوية : عندما تصبح الحياة أغلى، وعندما يشعر الموظفون أن المكاسب المعلنة لا تصل بالكامل إلى الواقع، فمن واجبه رفع الصوت. دورهم ليس متابعة الجدول السياسي للحكومة، بل الدفاع عن الذين يعيشون من الراتب، أو المعاش، أو الدخل المحدود، أو العمل الهش. من هذا المنظور، التوتر الحالي ليس موقفاً اصطناعياً، بل ترجمة طبيعية لمعاناة اجتماعية لم تختف.

في الجوهر، السؤال الحقيقي ليس هل ستكون هناك صورة جماعية في نهاية الاجتماعات. السؤال الحقيقي أكثر مغربية، وأكثر واقعية، وأكثر صراحة : هل ستحدث هذه الجولة شيئاً محسوساً قبل 2026 للموظف، العامل الزراعي، الموظف العمومي، المتقاعد أو الشاب الذي يبدأ حياته المهنية وهو يشعر أن كل شيء أصبح مكلفاً؟ إذا بقيت الإجابة غامضة، فسيكون الحوار الاجتماعي مجرد واجهة. وإذا نتج عنه خطوات ملموسة، وخارطة طريق واضحة للتقاعد، وقليل من التخفيف على الدخل، فقد يظل له أثر إيجابي.

المغرب بحاجة إلى الحوار الاجتماعي. ليس لمجرد إكمال نموذج مؤسسي. وليس لملء نهاية ولاية. بل لأنه في الديمقراطية الاجتماعية، الثقة بالخطاب العام حول العمل، والدخل، والكرامة هي ما تصنع الفارق. وعلى هذا الأساس، ستقاس آخر جولة. وهذه المرة، لن يُصدر الحكم فقط في قاعات الاجتماعات، بل أيضاً في صناديق الاقتراع

مع ذلك، يجب الاعتراف بأن الحكومة لم تختَر سياسة التجميد. فقد فتحت المحفظة المالية، ووقعت ونفذت جزءاً من اللزمات، وحافظت على الموعد، بينما كان الآخرون ربما فضلوا الانتظار في نهاية الولاية. وفي سياق اقتصادي متوتر، هذا ليس تفصيلاً.

التقاعد، النقابات، انتخابات 2026 : العقدة السياسية الحقيقية لجولة أبريل

القضية التي تشغل الجميع هي التقاعد. منذ 2025، أعادت الحكومة هذا الملف إلى جدول الأعمال، بفكرة إطار أكثر استدامة ومنهجية قائمة على التشاور. فقد انعقد اجتماع للجنة الوطنية لمتابعة ملف التقاعد في يوليو 2025 برئاسة عزيز أخنوش، استكمالاً لجلسة أبريل 2025 للحوار الاجتماعي. الإرادة الرسمية واضحة : التقدم بشكل توافقي نحو إعادة هيكلة النظام.

لكن التقاعد في المغرب ليس ملفاً فنياً عادياً. فهو يثير على الفور خوف تراجع الحقوق، وتمديد فترة الخدمة، والمجهود المطلوب من العمال قبل أن يُنظر إلى إعادة التوازن على أنها عادلة. النقابات تعرف ذلك، وتعرف أيضاً أن قبول إطار حساس بسرعة قبل الانتخابات التشريعية قد يكون مكلفاً سياسياً أمام أعضائها. ولهذا تُراقب هذه الجولة بعناية: فقد تفضي إلى منهجية، أو تأجيل، أو توتر. لكنها في كل الحالات ستقرأ كرسالة سياسية.

فيما يتعلق بالنقابات، يمكن لومها على أمر قديم لكنه مستمر : الكلام العالي قرب المواعيد، ثم ترك الزخم يهدأ عندما يجب تحويل الغضب إلى متابعة دقيقة، قطاعاً قطاعاً، شركة شركة. النقابات المغربية لا تزال تحظى بالاحترام، لكنها تعاني من شك مستمر لدى جزء من الرأي العام: أنها أكثر صوتية في اللحظات الرمزية منها على المدى الطويل. هذا الشك لا يجب تجاهله، فهو يضعف مصداقية خطابها.



مغرب 2026 : الحوار الاجتماعي، النقابات، التقاعد... موعد الحقيقة قبل الانتخابات التشريعية

نص على زيادة 10% للحد الأدنى للأجور في القطاع الخاص على مرحلتين، 5% أولى في يناير 2025 و5% ثانية في يناير 2026. كما تم برمجة زيادة 10% للحد الأدنى للأجور القطاع العام على مرحلتين، أبريل 2025 وأبريل 2026. بالنسبة لبعض الموظفين، أقر الاتفاق زيادة صافية بقيمة 1,000 درهم، دفعت على جزئين. كما تم التركيز على تعديلات ضريبية لتحسين الدخل الصافي لبعض الموظفين.

الحكومة من جهتها تدعي بذل جهد مالي غير مسبوق. ففي أبريل 2025، أشار مصطفى بيتاس إلى أن التكلفة الإجمالية للحوار الاجتماعي ستصل إلى 45,738 مليار درهم بحلول 2026 وتتجاوز 46,702 مليار في 2027، مع أكثر من 1,127 مليون موظف متأثرين ببعض الإجراءات. هذه أرقام ثقيلة تعكس خياراً مالياً حقيقياً، سواء دعمناه أو اعتبرناه غير كافٍ.

لكن المشكلة أن الرقم المالي لا يترك انطباعاً مثل سلة التسوق. ففي الكثير من المنازل، لا يتوافق الإحساس مع ما تظهره الإعلانات. فقد تستنفد زيادة الأجور على مراحل بسبب غلاء المعيشة. وخفض الضريبة على الدخل مرحب به، لكنه لا يلغي تلقائياً الضغط اليومي على النفقات. هنا تجد النقابات قوة في نقدها، فهي تقول: نعم هناك مكاسب، لكن أثرها الفعلي على القدرة الشرائية لا يكفي لتهدئة التعب الاجتماعي. وهذه قراءة ليست هامشية، بل مستمرة.

من جهة الحكومة، يمكن القول إن مؤسستها للحوار لا تضمن الاقناع. السلطة التنفيذية تحدثت كثيراً عن "خيار استراتيجي"، و"النموذج المغربي"، والاستمرارية. جيد، لكن الحوار الاجتماعي لا يُقاس بجودة عرضه، بل بقدرته على تخفيف التوتر الاجتماعي الملموس. وهنا، يظل الشك قائماً.

بقلم عدنان بنشقرن

على بعد أشهر قليلة من الانتخابات التشريعية لعام 2026، يعود الحوار الاجتماعي إلى الواجهة، مصحوباً بنكهة نهاية الولاية. الحكومة أكدت عقد جولة أبريل، وبدأت الدعوات تصل إلى الأطراف، فيما وصلت النقابات بمزاج أقل تساهلاً مما كان عليه سابقاً. وراء بيانات الطمأنينة، يطرح جزء من العمال المغاربة سؤالاً: هل ستخدم هذه الجولة الأخيرة تصفية الالتزامات، أم التحضير لإصلاح كبير مثل إصلاح التقاعد، أم إرسال إشارة سياسية مع اقتراب موعد الانتخابات؟ اللحظة اجتماعية، اقتصادية، لكنها أيضاً انتخابية. وفي المغرب، لا أحد مخدوع.

الحكومة حريصة على إظهار احترامها للجدول الزمني. مصطفى بيتاس أكد في بداية أبريل أن جلسة الحوار الاجتماعي لشهر أبريل ستتم في المواعيد المحددة. في الوقت نفسه، أفادت عدة وسائل إعلام مغربية بإرسال الدعوات الرسمية للشركاء الاجتماعيين، مؤكدة أن هذه الجولة لم تعد مجرد نية بل أصبحت موعداً فعلياً.

على الورق، يبدو هذا دليلاً على استمرارية مؤسسية. أما على الواقع، فالأجواء أكثر صلابة. وقد وصفت عدة مصادر وجود جو من الشك، تغذي الضغوط على القدرة الشرائية، والتوترات حول أسعار المحروقات، والانطباع لدى جزء من الصف النقابي بأن الحوار ينتج أحياناً وعوداً أكثر من توفير راحة ملموسة في المنازل. حتى ملف التقاعد، الذي يُعرض على أنه هيكلي، شهد تأجيلات وترددات، دلالة على أن التوافق المعلن يبقى هشاً.

هنا يصبح النقاش جاداً. فهذه الجولة تأتي في الوقت الذي يتحدث فيه كل طرف أيضاً إلى قواعده. الحكومة تريد الدفاع عن إنجاز اجتماعي، والنقابات تريد إثبات أنها لم تصمت أمام تدهور الحياة اليومية، أما أرباب العمل فيعرفون أن أي قرار خاطئ بشأن التكاليف أو الرسوم قد يؤثر سريعاً على الاستثمار والعمالة وهوامش الربح. ما يحدث إذن ليس مجرد طقس ربيعي، بل هو تفاوض تحت ضغط، في بلد يراقب فواتيره أكثر من خطابه.

الرواتب، الحد الأدنى للأجور، الضريبة على الدخل : الإنجاز موجود، لكن هل يكفي للقدرة الشرائية؟
لنكن صريحين، فقد حدث شيء بالفعل. أفرز الاتفاق الاجتماعي في 29 أبريل 2024 التزامات رقمية واضحة.

By Lady

ويب
راديو

R212

مغاربة العالم



WWW.LODJ.MA

هل تعرض حكيم زياش لهجوم من إيتامار بن غفير بعد انتقاد لقانون الإعدام على إنستغرام؟

بقلم
عدنان بنشقرون



دون وجود أثر في أي تواصل رسمي إسرائيلي مباشر يمكن الوصول إليه. هذا لا ينفي المعلومات، لكنه يستدعي عرضاً حذراً.

تنحصر القضية أيضاً في سياق سياسي متوتر للغاية. فإيتامار بن غفير، شخصية بارزة في اليمين المتطرف الإسرائيلي، جعل من عقوبة الإعدام للفلسطينيين المدانين بهجمات قاتلة أحد أبرز ملفاته السياسية. وتذكر رويترز أنه سبق أن حوكم في الماضي بتهمة التحريض العنصري ودعم حركة متطرفة محظورة. ومن ثم، فإن الجدل مع حكيم زياش يتجاوز مجرد تبادل على وسائل التواصل الاجتماعي، ليعكس تصاعد حدة النقاش حول الصراع، حتى عندما يطال شخصيات رياضية بارزة

اندلعت جدلية جديدة تجمع بين الرياضة والسياسة والصراع الإسرائيلي-الفلسطيني بعد نشر حكيم زياش على إنستغرام، اللاعب الدولي المغربي أعرب عن موقفه إزاء تصويت الكنيست على قانون يفرض عقوبة الإعدام على منفذي الهجمات القاتلة المصنفة إرهابية. وقد أثار موقفه رداً حاداً من وزير الأمن الوطني الإسرائيلي، إيتامار بن غفير.

تبدأ القضية بتصويت البرلمان الإسرائيلي، في 30 مارس 2026، على نص مثير للجدل حول عقوبة الإعدام. ووفقاً لوكالة رويترز، فقد اعتمدت الكنيست هذا القانون بأغلبية 62 صوتاً. ينص النص على عقوبة الإعدام شقياً للفلسطينيين المدانين من قبل المحاكم العسكرية بهجمات قاتلة، مع إمكانية تنفيذ الحكم خلال 90 يوماً. وقد حاول رئيس الوزراء بنيامين نتنياهو التخفيف من بعض جوانب القانون، لكن جوهره بقي ثابتاً.

أثار هذا القانون على الفور انتقادات واسعة على المستوى الدولي. فقد طلب مفوض الأمم المتحدة السامي لحقوق الإنسان، منذ فبراير 2026، سحب المشروع، معتبرين أنه ينتهك حق الحياة ويشكل تمييزاً ضد الفلسطينيين في الأراضي المحتلة. وبعد اعتماده، أدانت عدة دول ذات أغلبية مسلمة النص واعتبرته خطيراً ويستهدف الفلسطينيين بشكل شبه حصري، وفق رويترز.

في هذا السياق، نشر حكيم زياش قصة على إنستغرام ينتقد فيها تصويت هذا القانون. ووفقاً لوسيلة الإعلام المغربية يابلادي، فقد شارك اللاعب صورة لإيتامار بن غفير وهو يحتفل بهذا التصويت، وانتقد المبرر السياسي لهذا القرار. كانت ردود فعل الوزير الإسرائيلي سريعة. ونقلت يابلادي أن بن غفير اتهم زياش بمعاداة السامية، وأكد أن إسرائيل لن تتعامل بعد الآن مع أعدائها بحذر، ثم ختم بتصريح عدائي بشكل خاص تجاه اللاعب و«جميع المعادين للسامية».

في هذه المرحلة، يجدر التمييز بين الحقائق المؤكدة بالكامل وما تم نقله إعلامياً. فتصويت الكنيست على القانون، ومحتواه، ودوره السياسي الذي يقوده بن غفير، مؤكدة من مصادر دولية موثوقة مثل رويترز والأمم المتحدة. أما تسلسل التبادل مع زياش فيعتمد، وفق المصادر المتاحة هنا، على إعادة نشر قصة اللاعب على إنستغرام ورد الوزير،



LODj



لنخبرك By Lodj فجيبك

تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصتنا، ولا تفوتوا أي خبر



www.lodj.info

الساعة القانونية :

"البيجيدي" حين حكم فرض القرار وحين انتقل للمعارضة انتقده

هناك تحولات سياسية تكشف أحياناً عن المصالح أكثر مما تعكس القناعات، النقاش المستجد حول اعتماد التوقيت الرسمي GMT+1 مثال واضح على ذلك، فالذين ينتقدون اليوم، وبهجة قوية، تأثير هذا التوقيت على التلاميذ، والعائلات، ومواقيت الصلاة، هم أنفسهم الذين أقرّوه أثناء توليهم المسؤولية، وفرضوه لفترة طويلة.

المفارقة صارخة : عندما يكون الحزب في الحكومة، يتم اعتماد GMT+1 بكل صرامة؛ وعندما يصبح في المعارضة، فجأة يتم اكتشاف "ضرره". بعد ثماني سنوات على تبني هذا القرار أثناء توليه الحكم، ينضم الحزب الآن إلى الاحتجاج الشعبي، كما لو كان شاهداً على الأحداث لا مشاركاً فيها، هذا التحول المتأخر لا يبدو نقدًا ذاتيًا صادقًا، بل محاولة تقليدية لإعادة تدوير السياسة.

في 28 مارس 2026، تم تأكيد هذا الموقف الجديد عبر استعراض المآخذ المعتادة على التوقيت الصيفي : إلزام الأطفال بالذهاب إلى المدارس في الظلام، اضطراب الحياة الأسرية، عدم التوافق مع مواقيت الصلاة، والإرهاق الاجتماعي المتراكم، جميع هذه الحجج صحيحة من الناحية الموضوعية، لكن السؤال البسيط يظل : لماذا أصبحت هذه المشاكل فجأة لا تُحتمل منذ أن صار الحزب في المعارضة؟

الغموض هنا واضح، فانتقاد قرار سبق للمرء أن تبناه، هو بمثابة مطالبة المواطنين بنسيان من قام بماذا، التنديد الحالي يحاول استثمار غضب شعبي حقيقي، لكنه يصطدم بذاكرة سياسية ثابتة : حين تم فرض هذا التوقيت، لم يكن خصمًا سياسيًا هو من فرضه، بل أولئك الذين يدعون اليوم أنهم يريدون تصحيح خطأ كانوا جزءًا منه.

الأمر الأكثر إثارة هو أن هذا الموقف اليوم يكتسي لباس "الاستماع لرأي الشعب". يُقال إنهم يلبون طلب المواطنين، ويطالبون بدراسة علمية شاملة، ويؤكدون أن المكاسب الطاقية ضئيلة مقارنة بالتكاليف الاجتماعية. كل هذا جيد، لكن هذا الوعي الجديد جاء متأخرًا جدًا. بمجرد الخروج من الحكم، يصبح من السهل اكتشاف معاناة المواطن اليومية.

المشكلة ليست فقط في تغيير موقف الحزب، فالتطور السياسي يمكن أن يكون مشرفاً إذا صاحبه مسؤولية صريحة عن القرارات السابقة. المشكلة تظهر حين تحل الانتهازية محل الاعتراف. فهناك فرق كبير بين الاعتراف بـ "لقد أخطأنا" والتصرّف كما لو لم نكن يوماً جزءًا من القرار، هنا يكمن الفرق بين المراجعة الصادقة والمناورات السياسية .

في هذه القضية، يستحق النقاش حول GMT+1 أكثر من مجرد إعادة تدوير ظرفية. إنه يحتاج إلى حوار وطني حقيقي، لا مجرد أداء متأخر للمعارضة، في المغرب المواطنون ضاقوا ذرعا بهذا السيناريو المتكرر : عند تولي الحزب السلطة، يُفرض القرار، وعند انتقاله إلى المعارضة، يتظاهر بالاستنكار. وفي الوقت نفسه، يبقى المواطنون، التلاميذ والأسر، هم من يتحملون كامل تبعات هذه القرارات.

هذا التحول ليس معزولاً. فهو يذكرنا بلحظة أخرى من المرونة السياسية : تحرير أسعار الوقود والجازوال. هنا أيضًا، قام الحزب ذاته، خلال فترة حكمه، بقرارات أثرت بشكل مباشر على حياة الأسر، قبل أن يكتشف في المعارضة فوائده التنديد الاجتماعي.



حين كان في الحكومة، كان الحديث عن الإصلاح، والمنطق الاقتصادي، والشجاعة السياسية؛ أما في المعارضة، فالأمر يتحوّل إلى لغة المعاناة الشعبية، وانخفاض القدرة الشرائية، وظلم السوق.

نفس الفاعل، نفس الميكانيزم، نفس راحة الموقف عن بعد : اتخاذ قرارات غير شعبية باسم "الواقعية" أثناء الحكم، ثم انتقاد آثارها باسم الشعب عند عدم تحملها سياسيًا، ومع تكرار هذا النمط، يتحول الخطاب ليس إلى قناعة حقيقية، بل إلى منهجية : حكم بلا ذاكرة، ومعارضة بلا محاسبة

بقلم : عدنان بنشقرن



By Lodj

بوابة لك

نحو آخر
الأخبار

PRESSPLUS



www.lodj.info

الساعة القانونية البيجدي: حين حكم فرض القرار وحين انتقل للمعارضة

93

- 91 هل تعرض حكيم زياش لهجوم من إيتمار بن غفير بعد انتقاد لقانون؟
- 89 مغرب 2026: الحوار الاجتماعي، النقابات، التقاعد... موعد الحقيقة قبل الانتخابات
- 87 خطة من عشر نقاط: نص بلا نسخة رسمية، ومفاوضات تحت الضباب
- 85 الهدنة المؤقتة: لماذا باكستان ولماذا الآن؟
- 84 حرمان العدول من فتح حسابات لدى صندوق الإيداع والتدبير: مبررات
- 83 الانتخابات التشريعية 2026: أجواء التناقض المنهجي انطلقت
- 82 حرب السرديات: كل طرف ينتصر في نشرته الإخبارية فقط
- 81 في العرائش، عندما يزعج التضامن محترفي الشك
- 80 المغاربة والموروث التاريخي: مواجهة التزييف الاستشراقي
- 79 السيادة الغذائية
- 78 تهديدات الحرس الثوري الإيراني: من مضيق هرمز إلى مضيق جبل طارق

By Lodj

فريق النشر :
سارة البوفي - عائشة بوسكين - ياسين أيت حدو

تصميم ومونتاج :
عماد بن بوجيم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma



Imprimerie Arrissala

كتاب الرأي



كناك الرأى

بلاפורم الشباب

لوديجي بالعربية



الساعة القانونية

"البيجدي" حين حكم فرض القرار وحين
انتقل للمعارضة انتقده

خطة من عشر نقاط :
نص بلا نسخة رسمية،
ومفاوضات تحت الضباب

مغرب 2026 :
الحوار الاجتماعي، النقابات،
التقاعد... موعد الحقيقة قبل
الانتخابات التشريعية

هل تعرض حكيم زياش
لهجوم من إيتامار بن غفير
بعد انتقاد لقانون الإعدام
على إنستغرام؟